

**Mali—Troisième revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit et demande de modification de critères de réalisation—Rapport des services du FMI; analyse conjointe FMI/AID de la viabilité de la dette; communiqué de presse; déclaration de l'Administrateur pour le Mali**

Dans le cadre de la troisième revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit, les documents ci-après ont été diffusés et figurent dans ce dossier :

- Rapport des services du FMI pour la troisième revue de l'accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit et la demande de modification de critères de réalisation, préparé à la suite d'entretiens avec les autorités maliennes sur les politiques et la situation économiques, qui ont pris fin le 11 novembre 2009 (dernier jour de la mission). La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 28 décembre 2009. Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'équipe des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement au point de vue du Conseil d'administration du FMI.
- Analyse conjointe FMI/AID de la viabilité de la dette des pays à faible revenu
- Communiqué de presse résumant les avis du Conseil d'administration formulés à la réunion du 3 février 2010, consacrée à l'examen du rapport des services du FMI qui concluait la revue et de la demande.
- Déclaration de l'Administrateur pour le Mali.

Les documents ci-après ont été ou seront diffusés séparément.

Lettre d'intention adressée par les autorités maliennes au FMI\*

Protocole d'accord technique\*

\*Figure aussi dans le rapport des services du FMI

Ces documents peuvent être obtenus sur demande à l'adresse suivante :  
International Monetary Fund • Publication Services  
700 19th Street, N.W. • Washington, D.C. 20431  
Téléphone : +1 202 623-7430 • Télécopie : +1 202 623-7201  
Courriel : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org) Internet : <http://www.imf.org>

Prix unitaire : 18 dollars EU

**Fonds monétaire international  
Washington, D.C.**

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

MALI

**Troisième revue de l'accord triennal au titre de la  
facilité élargie de crédit et demande de  
modification de critères de réalisation**

Préparé par le Département Afrique  
(En consultation avec d'autres départements)

Approuvé par Roger Nord et Tom Dorsey

28 décembre 2009

**Entretiens :** les entretiens se sont déroulés à Bamako du 30 octobre au 11 novembre 2009. L'équipe des services du FMI était composée de MM. Maret (chef de mission), Camard, Razafimahefa et Féler (Représentant résident). M<sup>me</sup> Siegel (Département des ressources humaines) a participé à la première semaine de la mission. L'équipe a rencontré le Premier Ministre, M. Modibo Sidibé, le Ministre de l'Économie et des Finances, M. Sanoussi Touré, le Directeur national de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), M. Tatam Ly, d'autres ministres et hauts fonctionnaires, ainsi que des représentants de la société civile et du secteur privé, des étudiants d'université et des partenaires au développement du Mali.

**Accord FEC :** L'accord triennal FEC a été approuvé le 28 mai 2008, parallèlement aux consultations au titre de l'article IV, pour un montant de 27,99 millions de DTS (30 % de la quote-part). La première revue a été achevée le 10 décembre 2008 et la deuxième, le 6 juillet 2009. Les autorités demandent à bénéficier du quatrième décaissement au titre de l'accord (2 millions de DTS).

**Point de vue des services du FMI :** les services du FMI recommandent l'achèvement de la revue pour les raisons suivantes :

- Tous les critères de réalisation quantitatifs pour fin juin 2009 ont été respectés.
- Tous les repères structurels de la revue ont été observés (l'un d'entre eux avec un léger retard).
- Le programme devrait avoir évolué conformément aux objectifs à fin 2009.
- Le projet de loi de finances pour 2010 offre une bonne assise sur laquelle commencer la troisième année du programme, avec une mise en valeur appropriée du produit exceptionnel des privatisations.

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| Résumé analytique .....  | 5  |
| I. Généralités .....   | 5  |
| II. Évolution récente de l'économie et mise en œuvre du programme pour 2009 .....            | 6  |
| III. Questions liées au programme .....  | 9  |
| A. Cadre macroéconomique à moyen terme .....   | 9  |
| B. Programme et politique budgétaire pour 2010 .....   | 10 |
| C. Viabilité de la dette .....   | 11 |
| D. Réformes structurelles et gestion des entreprises publiques .....                         | 12 |
| E. Modalités du programme .....  | 13 |
| IV. Évaluation par les services du FMI .....   | 14 |
| Pièce jointe I. Lettre d'intention .....   | 16 |
| Pièce jointe I. — Annexe I. Protocole d'accord technique .....                               | 27 |
| <br>Graphique  |    |
| 1 Évolution macroéconomique, 2007-12 .....   | 8  |
| <br>Encadré  |    |
| 1. Rapport 2008 sur l'état d'avancement de la stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) . | 6  |
| <br>Tableaux   |    |
| 1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2007-12 .....                           | 34 |
| 2. Critères de réalisation quantitatifs et objectifs indicatifs pour 2009 .....              | 35 |
| 3. Critères de réalisation quantitatifs et objectifs indicatifs pour 2010 .....              | 36 |
| 4. Repères structurels pour les troisième et quatrième revues du programme FEC .....         | 37 |
| 5. Repères structurels pour la cinquième revue du programme FEC .....                        | 38 |
| 6. Comptes nationaux, 2007-12 .....  | 39 |
| 7. Balance des paiements, 2007-12 .....  | 40 |
| 8. Opérations financières consolidées de l'administration centrale, 2007-2012 .....          | 42 |
| 9. Situation monétaire, 2007-12 .....  | 44 |
| 10. Critères de convergence de l'UEMOA, 2007-12 .....  | 45 |
| 11. Échéancier des décaissements de la FEC, 2008–11 .....                                    | 46 |

## SIGLES ET ACRONYMES

|           |   |
|-----------|---|
| BCEAO     | Banque centrale des États de l’Afrique de l’Ouest   |
| BDM       | Banque de développement du Mali   |
| BHM       | Banque de l’habitat du Mali   |
| BIM       | Banque internationale du Mali   |
| CARP      | Crédit à l’appui de la réduction de la pauvreté   |
| CMDT      | Compagnie malienne pour le développement du textile   |
| DeMPA     | Outil d’évaluation de la performance en matière de gestion de la dette                                      |
| DSRP      | Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté  |
| EdM       | Énergie du Mali   |
| EPA       | Établissement public à caractère administratif  |
| EPIC      | Établissement public à caractère industriel et commercial   |
| FEC       | Facilité élargie de crédit  |
| FRPC      | Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance   |
| IADM      | Initiative d’allègement de la dette multilatérale   |
| MPEF      | Mémorandum de politiques économiques et financières   |
| OdN       | Office du Niger (Autorité responsable des services d’irrigation et de vulgarisation dans le delta du Niger) |
| OMD       | Objectifs du Millénaire pour le développement   |
| PAGAM-GFP | Programme d’action gouvernementale d’amélioration et de modernisation de la gestion des finances publiques  |
| PAT       | Protocole d’accord technique  |
| PEFA      | Dépenses publiques et responsabilité financière   |
| PPTE      | Pays pauvres très endettés  |
| SOTELMA   | Société de télécommunications du Mali   |
| SRP       | Stratégie de réduction de la pauvreté   |
| TCER      | Taux de change effectif réel  |
| TVA       | Taxe sur la valeur ajoutée  |
| UEMOA     | Union économique et monétaire ouest-africaine   |

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

**Dans l'ensemble, les résultats obtenus en 2009 dans le cadre du programme appuyé par la FEC ont été satisfaisants.** Tous les objectifs quantitatifs retenus pour fin juin 2009 et, sur la base des données préliminaires, ainsi que ceux fixés pour fin septembre 2009 ont été atteints aux dates respectives. Les autorités semblent être en mesure de réaliser les objectifs pour fin 2009, qui sont notamment de réduire sensiblement les arriérés et instances de paiements intérieurs. L'impact de la crise mondiale est resté très modéré, avec des prévisions de croissance de 4,3 % et une inflation moyenne tombant à près de 2 %. La balance des paiements a été étayée par la bonne tenue des cours de l'or, d'importantes recettes de privatisation (4 % du PIB) et les allocations de DTS. Les autorités ont mis en œuvre toutes les mesures structurelles visées pour fin septembre (dont une avec un léger retard).

**Le volume considérable de recettes de privatisation pose un nouveau défi à la bonne gestion macroéconomique du Mali.** Les autorités ont annoncé des plans détaillés d'affectation de ces recettes sur les trois prochaines années dans le but de stimuler la croissance économique au moyen de projets ponctuels clairement identifiés qui ne contribueront pas aux coûts récurrents de l'État une fois les recettes exceptionnelles utilisées.

**Le programme pour 2010 prévoit ainsi une expansion budgétaire modérée et temporaire fondée sur l'emploi des recettes de privatisation en vue d'atteindre un objectif de croissance économique d'environ 5 %.** La détérioration de la balance des paiements qui en résultera sera limitée et le niveau d'inflation devrait rester modéré.

**Le rééquilibrage sous-jacent du solde budgétaire à moyen terme se poursuivra et le déficit budgétaire de base sous-jacent pour 2010 (hors emploi des recettes de privatisation) devrait tomber du niveau de 1½ % du PIB prévu pour 2009 à environ 1 % du PIB.** Pour parvenir à ce résultat, les autorités entendent renforcer les recouvrements de recettes et maintenir les dépenses à des niveaux prudents. Elles se tiennent en outre prêtes à maîtriser davantage les dépenses publiques si nécessaire. Comme les décisions finales quant à l'ampleur totale des dépenses financées par les recettes de privatisation et à la politique agricole pour 2010/11 n'ont pas encore été prises, les autorités ont l'intention de présenter un collectif budgétaire qui tiendra compte de ces décisions tout en maintenant le déficit budgétaire de base à environ 1 % du PIB. La loi de finances rectificative et le cadre budgétaire révisé seront présentés au moment de la quatrième revue.

**Les services du FMI appuient la demande d'achèvement de la troisième revue présentée par les autorités.**

## I. GÉNÉRALITÉS

1. **Le cinquième accord FRPC/FEC en faveur du Mali a été approuvé à la mi-2008 sur fond de crise alimentaire et pétrolière.** Il a pour objectif d'assainir davantage les finances publiques et de jeter les bases d'une réduction durable de la pauvreté grâce à des taux de croissance plus élevés. Les accords précédents avaient pour but de renforcer les finances publiques du pays et d'étayer un large éventail de réformes structurelles. Des progrès considérables ont été accomplis : le ratio recettes fiscales/PIB est passé de 9 % en 1995 à près de 15 % en 2006; la capacité de gestion des finances publiques s'est rapidement améliorée; et l'assainissement des finances publiques est allé de pair avec la mise en place de la stratégie de réduction de la pauvreté du pays. Un grand nombre d'entreprises publiques sont passées sous le contrôle du secteur privé et des avancées ont été faites dans divers autres domaines. Cependant, les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement sont restés inégaux, et l'économie demeure très vulnérable aux chocs exogènes.

2. **La mise en œuvre du programme au titre de la FEC a été rendue difficile par la crise financière mondiale et le ralentissement qui s'en est suivi dans tous les pays.** Le nouveau programme vise à assurer la poursuite de politiques financières prudentes et de réformes complémentaires. En particulier, il a pour objectif de mener à terme les réformes de programmes précédents; d'améliorer les perspectives de croissance, notamment par des décisions de politique économique appropriées concernant l'aide publique à l'agriculture; et de mettre en place un dispositif capable de faire face aux chocs exogènes et climatiques auxquels le Mali demeure très vulnérable. La crise alimentaire et pétrolière de 2008 a rendu difficile l'application du programme, mais les résultats ont été dans l'ensemble satisfaisants (tableaux 1 et 6-9, encadré 1). L'inflation annuelle est montée en flèche pour se situer à 13 % en 2008 mais, grâce à une bonne récolte, la croissance a atteint 5 %, et la bonne tenue des exportations d'or a permis de prévenir une nouvelle détérioration du solde des transactions courantes. Le déficit budgétaire de base (déficit global hors dons et dépenses financées sur ressources extérieures et dépenses au titre de l'initiative PPTE) a été limité à 1 % du PIB, mais il s'accompagnait d'une forte accumulation des instances de paiements intérieurs à la fin de 2008.

### **Encadré 1. Rapport 2008 sur l'état d'avancement de la stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP)**

Le 3 septembre 2009, le Conseil des ministres a approuvé le rapport de 2008 sur l'état d'avancement de la stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). Le rapport fait état des difficultés créées tout d'abord par les chocs alimentaire et pétrolier et, ensuite, par la crise financière mondiale, mais reconnaît que certaines des mesures prises afin d'atténuer leur impact — notamment les exonérations fiscales — n'étaient pas bien ciblées et n'ont guère réussi à protéger les pauvres. Il reconnaît l'importance de l'excellente récolte de 2008, qui a épargné au Mali des retombées plus graves de ces chocs, et il attribue en grande partie la forte hausse de la production à l'Initiative riz du gouvernement. Le rapport contient diverses recommandations, notamment un travail plus poussé pour développer les programmes de protection sociale, pour autant qu'ils soient mieux ciblés, des mesures pour réduire la vulnérabilité du Mali aux chocs extérieurs et l'accélération du plan cadre pour les statistiques.

3. **Le programme de 2009 a dû s'attaquer à la forte hausse des instances de paiement et à l'apparition d'arriérés intérieurs en 2008.** Le gouvernement a ainsi révisé son programme budgétaire, identifié les postes de dépenses peu prioritaires pouvant être gelés et mis en place une réglementation rigoureuse des dépenses. L'objectif fixé en matière de déficit budgétaire de base pour 2009 a été révisé en conséquence, de 2 à 1½ % du PIB, au moment de la deuxième revue de l'accord FEC.

## **II. ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE ET MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME POUR 2009**

4. **Les résultats économiques des trois premiers trimestres de 2009 ont été relativement bons** (lettre d'intention, paragraphes 2-7). Le Mali n'a pas été directement touché par la crise financière, et la résorption des chocs énergétique et alimentaire de 2008 a grandement contribué à compenser les effets négatifs du ralentissement mondial. L'inflation est tombée au-dessous de 2 %; les prévisions de croissance ont été révisées à la hausse (4,3 %) et la balance des paiements a été robuste, soutenue par la hausse des prix à l'exportation de l'or (tableau 1, graphique 1). Tous les critères de réalisation et repères quantitatifs fixés pour fin juin ont été observés (tableau 2). Les autorités ont continué à bien progresser dans l'application de leur programme de réformes structurelles et ont respecté tous les repères structurels pour la troisième revue du programme (quoique des problèmes logistiques aient retardé de septembre à novembre l'ouverture de la Direction générale pour les moyennes entreprises, tableau 4). Il ressort des données préliminaires que les repères quantitatifs pour fin septembre ont été eux aussi observés avec des marges accommodantes. En outre, la privatisation de la société publique de télécommunications SOTELMA a été achevée en juillet, rapportant environ 0,4 milliard de dollars EU (4 % du PIB). Conjuguée à l'allocation par le FMI de 74 millions de DTS en août, cette action a eu un effet très positif sur la balance des paiements jusqu'à la fin du troisième trimestre.

5. **Les résultats budgétaires ont été dans l'ensemble conformes aux prévisions.** Les recouvrements jusqu'à fin octobre laissent penser que l'objectif de recettes pour l'année sera atteint. Les objectifs fixés en matière de déficit de base et de financement intérieur (à l'exclusion de toute utilisation des recettes de privatisation de la SOTELMA, voir ci-dessous), devraient eux aussi être atteints, car les autorités ont fermement maîtrisé les dépenses, obtenant dans ce domaine des résultats bien supérieurs aux prévisions pendant le premier semestre, dans le but de régler avec détermination les obligations de 2008. En outre, l'objectif de réduction des arriérés et instances de paiements intérieurs de l'équivalent de 2 % du PIB sera probablement dépassé sous l'effet de l'apport par la banque centrale régionale (BCEAO) d'un financement additionnel à cette fin, d'un montant équivalent à celui de l'allocation générale de DTS<sup>1</sup> <sup>2</sup>. La réduction des instances de paiements intérieurs a eu, selon les informations communiquées, un effet positif sur le stock des prêts improductifs du secteur bancaire. Ce désendettement du secteur privé devrait réduire au minimum l'impact inflationniste des grosses entrées de fonds tout en soutenant l'activité des entreprises.

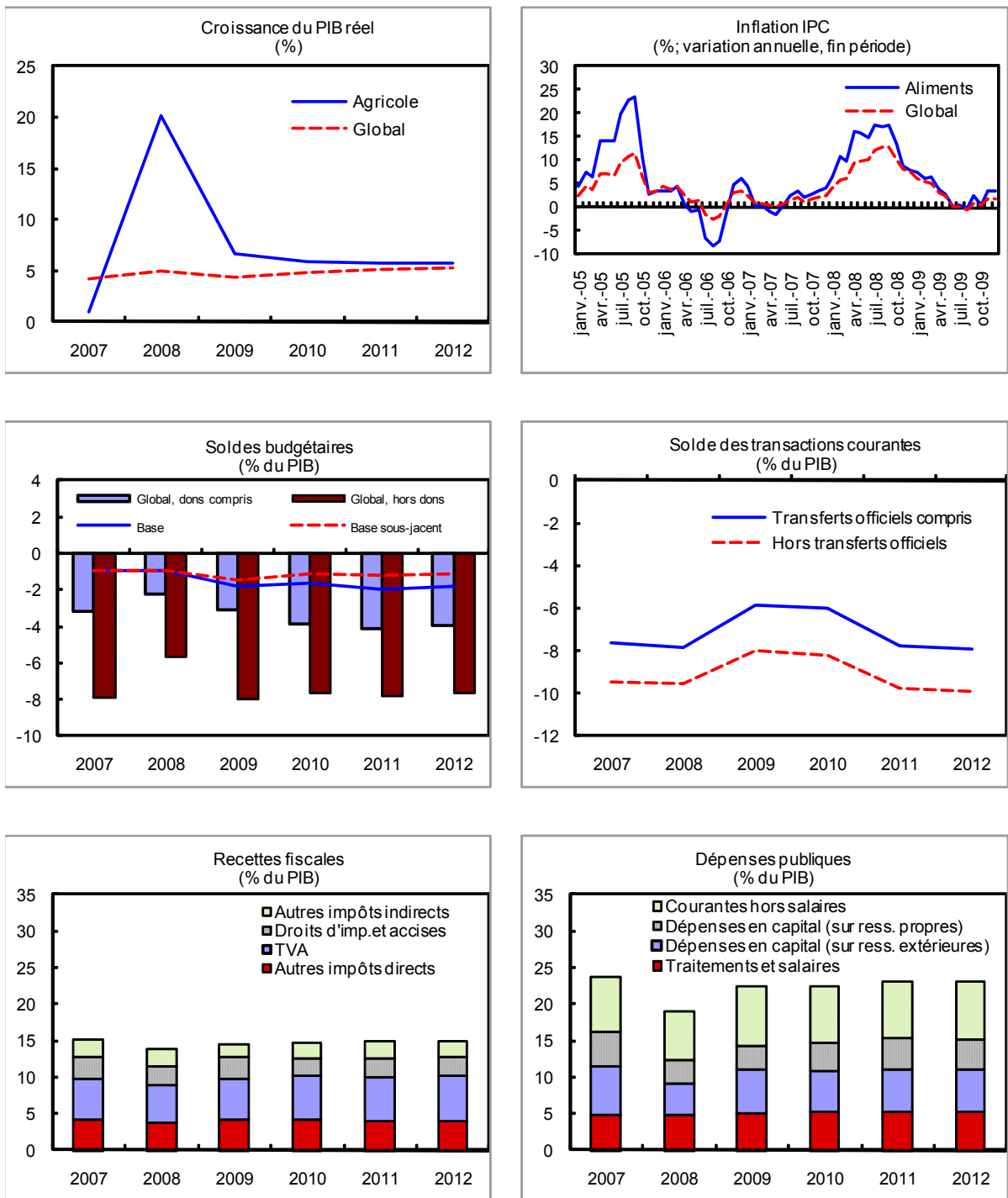
---

<sup>1</sup> Le prêt de la BCEAO est assorti d'un taux d'intérêt de 3 % et d'une échéance de 10 ans.

<sup>2</sup> L'apurement d'arriérés additionnel porte sur les arriérés de paiements non budgétaires sur les dépôts auprès du Trésor et faisant partie du financement intérieur. Il n'avait pas été prévu dans le cadre du programme du fait des contraintes de financement.



Graphique 1. Mali : Évolution de la situation macroéconomique, 2007-12



Source : : autorités maliennes et estimations des services du FMI.

### III. QUESTIONS LIÉES AU PROGRAMME

#### A. Cadre macroéconomique à moyen terme

6. **La reprise mondiale devrait conduire peu à peu à une amélioration des perspectives du Mali.** En dépit d'une conjoncture internationale difficile, la croissance réelle devrait atteindre 4,8 % en 2010<sup>3</sup>. Le secteur primaire tirera profit d'un redressement graduel de la filière coton et du maintien de subventions publiques limitées aux intrants agricoles. Le dynamisme du secteur du bâtiment et des travaux publics, favorisé par l'investissement public et une expansion à court terme du secteur minier, entraînera une légère reprise du secteur secondaire. Cependant, par suite de l'atonie de l'activité économique et de la demande extérieure, le redémarrage sera plus lent dans le secteur des services.
7. **Le principal défi à moyen terme est posé par le déclin en perspective du secteur minier.** Les mines qui font du Mali le troisième exportateur d'or en Afrique verront leur production se réduire sensiblement au cours des cinq à dix prochaines années, du fait de l'épuisement des réserves connues. Les récentes explorations se sont montrées très prometteuses pour ce qui est de la production d'or et d'autres minéraux comme la bauxite et le fer en particulier. Cependant, le potentiel commercial de ces gisements et la volonté des investisseurs de les exploiter restent à démontrer. Le déclin projeté de ce secteur dans le moyen terme freinera la croissance économique, exercera des pressions sur la balance des paiements, rendra plus difficile la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté et compliquera la politique budgétaire.
8. **Le maintien de politiques macroéconomiques prudentes et l'accélération du programme de réformes structurelles pour promouvoir le développement du secteur privé devront constituer des priorités.** L'amélioration de la gouvernance économique et la création d'un climat propice aux affaires sont nécessaires au succès de cette transition économique. La politique budgétaire jouera un rôle clé dans le soutien du processus d'ajustement économique et des objectifs de l'État en matière de réduction de la pauvreté, mais elle devra rester viable et continuer à assurer la maîtrise de l'endettement du Mali. À cette fin, il importe que le déficit budgétaire de base sous-jacent (c'est-à-dire à l'exclusion des recettes de privatisation) soit maintenu à des niveaux qui n'exigent guère de financement du secteur privé intérieur, voire aucun, que la gestion des finances publiques continue à s'améliorer pour assurer des dépenses de plus haute qualité et que la gestion de la dette extérieure soit renforcée. Il faudra prêter une attention particulière à la maîtrise de la masse salariale, même si de nouveaux recrutements s'opèrent dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

---

<sup>3</sup> Une expansion démographique de 3,6 % pèse lourdement sur la croissance du revenu économique par habitant.

9. **Dans le court terme, le Mali tire profit de la disponibilité des recettes de privatisation de la SOTELMA, que les autorités entendent utiliser de façon judicieuse pour promouvoir leurs objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté.** Ces recettes créent un espace budgétaire additionnel et élargissent la marge de réserves internationales, mais elles devront être gérées avec soin. Les autorités entendent affecter ces ressources exceptionnelles (déduction faite des paiements d'indemnités de licenciement de la SOTELMA en 2009) au cours de la période 2010-12 à des dépenses non récurrentes dont le but est d'accélérer la croissance économique. Tous les détails ne sont pas encore connus, mais des fonds sont actuellement alloués aux huit domaines prioritaires du Plan de développement économique et social 2007-12 du Président Touré. Environ un quart de ces fonds est affecté à l'infrastructure, à l'agriculture et aux secteurs sociaux; un quart constituera les fonds de contrepartie destinés au cofinancement d'investissements publics avec les donateurs; un autre quart servira notamment à réduire la dette intérieure; et le reste sera affecté en particulier à la construction de logements, à la décentralisation et au soutien aux petites entreprises. Les recettes provenant de la privatisation de la SOTELMA ont été déposées dans un compte spécial à la BCEAO, et les autorités se sont engagées à assurer une budgétisation intégrale de leurs emplois. Au cours de trois années à venir, ces dépenses devraient ajouter en moyenne 1 % du PIB par an au déficit budgétaire.

#### **B. Programme et politique budgétaire pour 2010**

10. **Pour 2010, les autorités prévoient une expansion budgétaire modérée fondée sur l'utilisation des recettes provenant de la privatisation de la SOTELMA en vue de soutenir une croissance économique de près de 5 %** (voire lettre d'intention, paragraphes 14-17). L'ampleur de cette relance budgétaire est encore à l'étude, les décisions finales au sujet de l'utilisation des recettes de privatisation en 2010 n'ayant pas encore été prises. En conséquence, bien que les autorités ciblent actuellement un déficit budgétaire de base qui soit comparable à celui attendu pour 2009, elles envisagent d'autres utilisations des recettes de privatisation de la SOTELMA qui pourraient ajouter jusqu'à 1 point de PIB au déficit. Ces révisions du programme budgétaire seraient compatibles avec la capacité d'absorption de l'économie et ne menaceraient pas la stabilité macroéconomique. L'inflation moyenne devrait tomber au-dessous de 1½ % et le déficit extérieur courant devrait se creuser légèrement sous l'effet de la hausse de la facture énergétique, les exportations d'or étant stables par ailleurs.

11. **La loi de finances de 2010 déposée au Parlement vise à favoriser la reprise économique et à compenser les retombées négatives de la récession mondiale.** Elle prévoit des dépenses ponctuelles exceptionnelles financées à partir des recettes de privatisation de la SOTELMA, d'un montant équivalent à ½% du PIB, et limite le déficit de base à 1,6 % du PIB (voire lettre d'intention, paragraphes 17-19, tableau texte 1). Le volet des recettes bénéficiera des récentes réformes de l'administration fiscale et douanière, ainsi que l'engagement des autorités visant à assouplir les prix intérieurs des produits pétroliers. Les autorités ont retardé l'abaissement envisagé (de 35 à 30 %) du taux de

l'impôt sur les bénéficiaires ainsi que l'application d'autres mesures entraînant une baisse des recettes (principalement dans le contexte des récentes directives de l'UEMOA) en vue de placer ces mesures dans le cadre d'une réforme fiscale plus large qui réduira le plus possible le manque à percevoir. S'agissant des dépenses, des politiques prudentes sont maintenues de sorte que les dépenses courantes, en pourcentage du PIB, restent stables (à l'exclusion du paiement en 2009 des indemnités de licenciement de la SOTELMA). Parmi les initiatives notables figurent le recrutement d'environ 5.000 enseignants contractuels et la mise en place d'un régime d'assurance-maladie pour le secteur formel, ainsi que d'un programme d'assistance médicale pour les indigents. Des allocations de crédits budgétaires appropriés ont été affectées à la restructuration de la Banque de l'habitat du Mali et au programme de subventions agricoles pour 2009/10, mais la budgétisation du programme de subventions pour 2010/11 et de l'aide au secteur du coton a dû être différée jusqu'à ce que des décisions soient prises en la matière.

Tableau texte 1 : Mali, relance budgétaire fondée sur l'emploi des recettes de privatisation, 2007-2013

|   | 2007                    | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|-------------------------|------|------|------|------|------|------|
|   | (en pourcentage du PIB) |      |      |      |      |      |      |
| Solde budgétaire de base <sup>1</sup>             | -0,9                    | -1,0 | -1,8 | -2,6 | -1,8 | -1,6 | -1,1 |
| Solde budgétaire de base sous-jacent <sup>2</sup> | -0,9                    | -1,0 | -1,4 | -1,1 | -0,9 | -0,9 | -1,1 |
| dons budgétaires compris                          | -0,1                    | -0,3 | -0,3 | 0,1  | 0,1  | 0,1  | -0,1 |

1. Recettes moins dépenses totales à l'exclusion des projets financés sur ressources extérieures et dépenses PPTE.

2. Solde budgétaire de base à l'exclusion des dépenses financées à partir du produit de la privatisation de la SOTELMA.

12. **Pour tenir compte de leurs décisions à venir sur les emplois additionnels des recettes de privatisation de la SOTELMA et sur les politiques agricoles, les autorités envisagent de présenter une loi de finances rectificative d'ici la fin juin 2010** (voire lettre d'intention, paragraphe 21). Cependant, bien que le déficit budgétaire de base puisse s'accroître dans les limites d'un plafond de 2½ % du PIB, les autorités ont l'intention de maintenir le déficit de base sous-jacent (hors dépenses financées sur les recettes de privatisation de la SOTELMA) à 1,1% du PIB. Elles feront face aux pressions sur le solde budgétaire sous-jacent en réaffectant les allocations de crédits budgétaires existantes. La loi de finances rectificative sera établie sur la base de ces principes et examinée dans le cadre de la quatrième revue du programme. Les services du FMI suivront de près l'utilisation des ressources financières de la SOTELMA en vue d'assurer leur affectation à des dépenses exceptionnelles non récurrentes avec des dépenses récurrentes indirecte limitées, voire nulles.

### C. Viabilité de la dette

13. **Le Mali est parvenu au point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2003 et a bénéficié d'un allègement de sa dette au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) en janvier 2006. Il présente un risque faible de surendettement,**

**d'après la dernière analyse de viabilité de la dette (AVD) effectuée en 2008** (EBS/08/52, Supplément 1, 8 mai 2008). Depuis lors, il a contracté, notamment auprès de bailleurs de fonds non traditionnels, des emprunts relativement lourds, assortis d'un niveau de concessionnalité égal ou légèrement supérieur au seuil de 35 %. En outre, le gouvernement a fait de plus en plus appel au financement intérieur privé.

14. **La nouvelle AVD, fondée sur les données de fin 2008, confirme que le risque de surendettement du Mali est faible, sous certaines réserves.** (Supplément 1 du présent rapport, 28 décembre 2009). Le scénario de référence de l'AVD tient compte du cadre macroéconomique à moyen terme mentionné ci-dessus, notamment d'une baisse projetée des exportations d'or. Dans ce scénario, ainsi que dans les autres scénarios de l'analyse de sensibilité classique, tous les indicateurs clés restent dans les limites du seuil de viabilité de la dette. Les scénarios de rechange font en fait apparaître une certaine vulnérabilité liée au profil des exportations d'or, dont la part dans le total des exportations devrait tomber de 75 % à environ 25 % en 2030. Cependant, seul le ratio valeur actualisée nette de la dette/exportations, en cas de choc sous forme d'emprunts non concessionnels élevés, se rapprocherait du seuil de 150 % (sans le dépasser) en 2029. En outre, le Mali faisant partie de la zone franc, le ratio dette/exportations de chaque pays membre revêt moins d'importance que cela ne serait autrement le cas, et les services du FMI jugent faible le risque de surendettement à terme.

15. **La préparation de l'AVD a en fait révélé les faiblesses de la Direction générale de la dette publique.** En particulier, les dettes annulées par allègement n'avaient pas été, dans plusieurs cas, effacées comme il se doit des données sur la dette (le stock de dette initial est en conséquence plus faible que dans l'AVD de 2008). Cependant, une évaluation de la performance en matière de gestion de la dette a été récemment effectuée pour le Mali, et les services de la Banque mondiale aussi bien que du FMI s'emploient à fournir l'assistance technique nécessaire pour remédier aux faiblesses identifiées. Certains des éléments de cette assistance, comme la publication des données sur la dette, pourraient être mis en place dans le court terme.

#### **D. Réformes structurelles et gestion des entreprises publiques**

16. **Les réformes structurelles dans le cadre des accords appuyés par le FMI ont été plus lentes que prévu, mais des progrès sensibles ont été réalisés au fil des ans dans divers domaines.** Pour 2010, les réformes liées au programme sont centrées sur la gestion des finances publiques (GFP), en particulier des opérations du Trésor, ainsi que sur la réforme des entreprises publiques d'une importance macroéconomique critique, notamment dans le secteur financier. En ce qui concerne la gestion des finances publiques, un vaste programme de réformes est décrit aux paragraphes 12-13 et 23-27 de la lettre d'intention.

17. **Après la privatisation de la Banque Internationale du Mali en 2008 et celle de la SOTELMA en 2009, seuls trois grandes entreprises commerciales restent entièrement**

**aux mains de l'État :** la Compagnie malienne de développement du textile (CMDT) (lettre d'intention, paragraphe 10); la Banque de l'habitat du Mali (BHM) (lettre d'intention, paragraphe 11) et l'EDM (compagnie d'électricité et d'eau). La privatisation de la CMDT est prévue pour 2010, celle de la BHM est à l'étude et l'EDM restera aux mains de l'État après l'échec d'un contrat de gestion privée il y a quelques années. L'État participe largement à l'exploitation, au financement et à la fixation des prix des trois entreprises, dont chacune entraîne des coûts importants pour le budget sous la forme de subventions, d'allègements fiscaux et de pertes d'exploitation.

**18. Des réformes sont actuellement opérées dans les trois entreprises, avec la participation intensive de la Banque mondiale, en particulier à la privatisation de la CMDT.** En conséquence, le programme FEC vise principalement à offrir un cadre pour la prise des grandes décisions stratégiques, en particulier pour les politiques propres à limiter le coût budgétaire et quasi budgétaire de ces entreprises, ce qui est pris en compte dans les repères structurels du programme : la décision qui sera prise prochainement par les autorités sur la stratégie de privatisation de la BHM sera examinée lors de la quatrième revue, et un repère ultérieur sera établi; le cadre de l'aide publique à la filière coton sera décidé d'ici à la mi-2010. Le programme de réforme du secteur énergétique, notamment de la politique de subventions et de tarifs, est soutenu par la Banque mondiale dans le cadre de son Crédit à l'appui de la réduction de la pauvreté (CARP) et au moyen d'une opération d'investissement à l'appui du secteur.

### **E. Modalités du programme**

**19. Le suivi du programme sera fondé sur les critères de réalisation et repères quantitatifs des tableaux 2-5.** Pour mieux assurer que les recettes procurées par la privatisation de la SOTELMA ne feront pas échec au rééquilibrage du solde budgétaire sous-jacent, le programme comportera un repère quantitatif additionnel concernant le solde budgétaire de base *sous-jacent*, c'est-à-dire le solde budgétaire de base hors dépenses financées par les ressources provenant de la privatisation de la SOTELMA. Pour fin décembre 2009, le déficit budgétaire de base sera plus élevé de 16 milliards de francs CFA du fait des paiements d'indemnités de licenciement aux employés de la SOTELMA, et l'objectif original portera sur le déficit de base sous-jacent.

**20. Tandis que les objectifs fondamentaux du programme demeurent inchangés, il est devenu nécessaire de modifier le critère de réalisation concernant le financement intérieur du budget pour fin décembre 2009.** Comme 16 milliards de francs CFA sur les fonds provenant de la privatisation de la SOTELMA ont été utilisés pour financer les paiements d'indemnités de licenciement à ses employés, les autorités ont demandé un relèvement correspondant du plafond global fixé au financement intérieur. Cependant, parce que les recettes de la privatisation de la SOTELMA ont été déposées dans un compte de l'État à la BCEAO, les autorités ont en outre proposé d'abaisser le sous-plafond fixé au financement bancaire et à celui du marché du montant net des recettes procurées par la

privatisation de la SOTELMA (164 milliards de francs CFA). Les services du FMI appuient ces demandes.

#### IV. ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

21. **Le programme pour 2009 demeure sur la voie tracée.** Tous les objectifs quantitatifs fixés pour fin juin et, sur la base des informations préliminaires, ceux retenus pour fin septembre étaient atteints. Les quatre repères structurels de la revue ont tous été observés, quoique l'un d'entre eux avec un certain retard.
22. **La crise mondiale n'a eu qu'un impact limité sur le Mali.** La croissance du PIB réel a bénéficié d'une bonne pluviosité, et l'inflation moyenne a fortement baissé. La bonne tenue des exportations d'or a donné lieu à une amélioration plus grande que prévu du déficit extérieur courant. En outre, la balance des paiements a été soutenue par des ressources extérieures exceptionnelles, d'un niveau équivalant à 5½ % du PIB : 400 millions de dollars EU au titre de la privatisation de la société de télécommunications parapublique SOTELMA et 100 millions de dollars EU d'allocations de DTS. Néanmoins, le Mali demeure très vulnérable aux chocs climatiques et autres chocs exogènes.
23. **Les résultats à fin septembre étant supérieurs aux prévisions, il est probable que les objectifs du programme pour 2009 soient atteints.** Le montant des arriérés intérieurs et des factures en souffrance devrait en outre être réduit comme prévu. Étant donné la forte impulsion budgétaire qui est impliquée pour le dernier trimestre, les services du FMI ont recommandé de maintenir une gestion budgétaire prudente en vue de prévenir une nouvelle accumulation importante des factures en souffrance à la fin de l'année.
24. **Le projet de loi de finances pour 2010 offre une assise adéquate au programme de 2010.** Le maintien de politiques macroéconomiques prudentes et le renforcement du programme de réformes structurelles soutiendront les objectifs du programme, qui sont d'assurer une croissance proche de 5 % et de réduire davantage l'inflation pour la ramener à 1½ %. Le programme de réformes structurelles pour 2010 restera centré sur la gestion des finances publiques et le secteur bancaire.
25. **Il importera de veiller à ce que les ressources provenant de la privatisation de la SOTELMA soient affectées à des dépenses non récurrentes qui favorisent la réduction de la pauvreté et la croissance.** Les autorités ont l'intention de préparer, avant la mi-2010, une loi de finances rectificative tenant compte des décisions qui seront prises prochainement sur les principales questions de politique économique, ainsi que d'une augmentation probable des projets financés à l'aide des recettes procurées par la privatisation de la SOTELMA. À cet égard, il sera important que le déficit budgétaire de base sous-jacent soit maintenu à 1,1 % du PIB.
26. **Sur la base des résultats satisfaisants obtenus jusqu'à ce jour par les autorités, les services du FMI recommandent la conclusion de la troisième revue de l'accord actuel au titre de la FEC.**

**PIECE JOINTE I**

Programme du Gouvernement Malien soutenu par un accord au titre  
de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance

**Lettre d'Intention pour la 3<sup>ème</sup> Revue**

*Bamako, le 23 décembre 2009*

*Le Ministre de l'Économie et des Finances*

*À*

**Monsieur Dominique Strauss-Kahn  
Directeur Général  
Fonds monétaire international  
20431 Washington D.C  
États-Unis d'Amérique**

**Monsieur le Directeur Général,**

1. Conformément à la lettre d'intention en date du 19 juin 2009, le Gouvernement malien a continué de mettre en œuvre de façon satisfaisante son programme économique dans un contexte international difficile. Nos efforts pour maintenir la stabilité macro-économique et poursuivre d'importantes réformes structurelles ont été confortés par la bonne tenue du cours de l'or et l'assistance continue de nos Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

**A. Mise en œuvre du programme 2009**

2. Comme anticipé lors de la deuxième revue du programme, les effets de la crise internationale sont restés limités. Les objectifs économiques et financiers du programme 2009 devraient être atteints à la fin de l'année. Nous avons aussi profité de cette situation pour persévérer dans nos efforts d'amélioration de nos finances publiques et pour renforcer notre programme de réformes structurelles. Notre position extérieure a été renforcée, en outre, par les allocations de Droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI et la cession de 51% du capital de la Société de Télécommunications du Mali (SOTELMA) à un opérateur extérieur pour 180,4 milliards de francs CFA. À l'exception de 15 milliards de FCFA déjà utilisés pour régler le plan social prévu dans le cadre de l'appel d'offres, le produit de cette cession a été déposé dans un compte spécial à la Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest



(BCEAO). Comme annoncé publiquement le 6 novembre 2009 par le Président de la République, ces ressources exceptionnelles seront utilisées d'ici à 2012, pour soutenir une liste d'actions susceptibles de conforter notre stratégie de croissance, conformément à la vision traduite dans le Programme de Développement Économique et Social (PDES). Un Comité interministériel a été mis en place sous l'autorité du Premier ministre pour suivre l'utilisation de ces ressources.

### **Cadrage macroéconomique 2009**

3. La croissance réelle de notre PIB est projetée à 4,3% pour 2009, en raison des bons résultats des campagnes rizicole, céréalière et cotonnière à la faveur d'une bonne pluviométrie et du soutien budgétaire à l'agriculture. Le dynamisme du secteur primaire a été en partie atténué par le fléchissement de la valeur ajoutée du secteur secondaire sous l'effet d'un léger tassement de la production aurifère et des activités agro-alimentaires et textiles.

4. L'inflation en glissement annuel a été ramenée à 0,4% en octobre 2009, sous l'effet du recul des cours mondiaux des produits alimentaires et énergétiques après leur flambée de 2008. Dans ce contexte, la BCEAO a assoupli les conditions monétaires au niveau régional en diminuant ses taux de pension et d'escompte de 4,75% à 4,25% et de 6,75% à 6,25% respectivement, et en poursuivant les opérations d'injection de liquidités. De même, le coefficient de réserves obligatoires ont été réduits dans plusieurs pays de l'Union, y compris le Mali où ils sont passés de 9% à 7%. En outre, en vue de préserver la stabilité du système bancaire régional, la BCEAO a soutenu les efforts des États de l'Union visant à réduire leurs stocks d'instances de paiement, en leur rétrocédant sous forme de prêt à dix ans, la contrepartie en FCFA des allocations de DTS faites en août 2009 par le FMI, dont 49,3 millions de FCFA pour le Mali.

5. Nous nous attendons à une légère réduction du déficit du compte courant de la balance des paiements en 2009. L'impact positif de la nette amélioration de nos termes de l'échange sur notre position extérieure ne sera que partiellement compensé par de moindres revenus tirés du tourisme et transferts reçus des migrants. Le solde du compte de capital et financier s'est nettement amélioré en 2009, principalement à la suite de la privatisation partielle de la SOTELMA et des allocations de DTS du FMI, entraînant ainsi une hausse sensible de la contribution du Mali aux réserves internationales de l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

### **Politique budgétaire**

6. Le solde budgétaire de base (hors PPTE) de l'État a enregistré un excédent de 66,1 milliards de FCFA (1,6% du PIB) à fin juin 2009, au lieu d'un déficit de 11,7 milliards de FCFA (0,3% du PIB) prévu lors de la 2<sup>ème</sup> revue de notre programme. Cette performance, qui s'est poursuivie au 3<sup>ème</sup> trimestre, reflète la bonne tenue des recettes fiscales ainsi que le maintien de nos efforts de régulation budgétaire à travers un gel des dépenses les moins

urgentes. L'amélioration du solde budgétaire de base a permis de réduire les instances de paiement de l'État vis-à-vis de ses fournisseurs et des correspondants du Trésor, qui sont passées de 145,7 milliards de FCFA à fin 2008 à 122 milliards de FCFA à fin septembre 2009. De plus, L'État a réduit ses arriérés de crédits TVA envers les compagnies minières, de 37,3 milliards de FCFA au premier semestre. Dans ce contexte, nous avons observé tous les critères de réalisation à fin juin ainsi que les repères quantitatifs à fin septembre 2009 (Tableau 1).

7. Au vu des résultats satisfaisants des trois premiers trimestres, il n'est pas paru opportun de modifier les objectifs budgétaires de fin 2009, sauf pour tenir compte du plan social de la SOTELMA reflété dans le Collectif budgétaire pour 2009 soumise à l'Assemblée nationale. Ainsi, l'objectif de déficit budgétaire de base pour 2009 s'établit à 78 milliards de FCFA (1,8% du PIB), au lieu des 62 milliards de FCFA (1,5% du PIB) prévus lors de la 2<sup>ème</sup> revue du programme.

8. Au 4<sup>ème</sup> trimestre, les crédits gelés pendant les neuf premiers mois de l'année n'ont été que partiellement ouverts, et une application stricte a été faite de la réglementation interdisant tout engagement après le 30 novembre. Nous avons par ailleurs mis en œuvre une politique flexible de fixation des prix des produits pétroliers, compte tenu des hausses récentes des cours mondiaux du pétrole. Ces politiques, ainsi que le recours au marché financier régional pour 33 milliards de FCFA, devraient permettre d'atteindre les objectifs budgétaires du programme pour 2009, y compris la réduction d'instances de paiement, à 66,4 milliards de FCFA à la fin de cette année.

### **Réformes structurelles**

9. Au plan structurel, nous avons observé les trois repères à fin septembre 2009 relatifs à (i) l'alignement du plan de trésorerie de l'État sur la nomenclature budgétaire, (ii) l'élaboration d'un tableau de bord financier mensuel de la campagne cotonnière 2009/10, et (iii) la mise en place d'un système de subventions ciblées et circonscrites aux intrants agricoles. Quelques imprévus logistiques ont retardé l'ouverture d'une nouvelle Direction des impôts pour les moyennes entreprises (DME) faisant elle aussi l'objet d'un repère structurel à fin septembre. Ces difficultés ont été résolues et la DME est opérationnelle depuis fin novembre 2009.

10. En ce qui concerne le secteur coton, l'appel d'offre en vue de la privatisation de la Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT) devrait être lancé d'ici fin décembre 2009 et les négociations se poursuivent sur un plan social destiné à indemniser les employés quittant l'entreprise.

11. S'agissant de la réforme de la Banque de l'Habitat du Mali (BHM), et comme prévu dans notre précédente lettre d'intention, l'État a pris à sa charge les arriérés d'intérêts dus au pool interbancaire (0,916 milliard de FCFA). Le coût prévisionnel d'un plan social estimé à

0,8 milliard de FCFA, visant à réduire les frais de personnel de 25%, est inscrit au Budget 2009. De plus, sur la base du plan de restructuration finalisé en tenant compte des avis formulés par la Commission bancaire et la BCEAO, le Gouvernement s'apprête à arrêter d'ici la fin de l'année, une stratégie et un calendrier de désengagement de l'État de la BHM.

12. En outre, l'État continue de renforcer le suivi des instances de paiement dans le contexte de l'amélioration de la comptabilité publique et des systèmes d'information du Trésor. Nos efforts d'amélioration de nos statistiques de finances publiques nous ont également conduit à entamer, en collaboration avec la BCEAO, un inventaire des comptes bancaires inclus dans la Position nette du gouvernement et à mettre au point une méthodologie d'enregistrement de ces comptes, basée sur une classification adéquate dans le Tableau des opérations financières de l'État (TOFE). Ces mesures devraient aboutir d'ici la fin de cette année, comme prévu au programme, de même que la finalisation d'une étude de l'impact macroéconomique (balance des paiements, emploi, croissance, budget) du secteur aurifère et de ses perspectives à moyen terme.

13. Par ailleurs, le gouvernement s'est attaché à renforcer le cadre institutionnel de gestion de la dette publique. À cet effet, un décret du 24 septembre 2009 a porté création auprès du Ministre de l'Économie et des Finances d'un Comité national de la dette publique chargé de la coordination de la politique d'endettement et de gestion de la dette publique avec les politiques budgétaire et monétaire. Ce Comité doit être saisi, pour avis, de tout projet d'emprunt intérieur ou extérieur et de demande de garantie octroyée par l'État ou ses démembrements. Nous poursuivons également nos efforts pour renforcer la qualité de la base de données sur la dette publique.

## **B. Perspectives pour 2010**

14. La priorité du Gouvernement reste de promouvoir une croissance économique soutenue tout en assurant la stabilité macroéconomique, afin de continuer à améliorer le niveau de vie de la population et réduire la pauvreté. Dans ce cadre, nous continuerons à mettre l'accent sur une gestion prudente des finances publiques et l'approfondissement de réformes structurelles clefs en vue des objectifs du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). L'appui des PTF du Mali demeure essentiel pour la poursuite de nos efforts en la matière.

15. La croissance de notre PIB réel devrait s'élever à près de 5% en 2010, grâce à une bonne campagne agricole et un regain d'activité dans les secteurs secondaires et tertiaires sur fond de reprise au plan mondial. La BCEAO continuera de mener, au plan régional, une politique monétaire prudente en vue d'encrener les anticipations inflationnistes et stabiliser l'inflation autour de 1,5% au Mali en 2010.

16. Notre position extérieure risque de se détériorer légèrement en 2010, principalement sous l'effet d'un accroissement de notre déficit commercial reflétant un tassement de nos

recettes d'exportation d'or et une augmentation de notre facture pétrolière, ainsi que d'une baisse des investissements directs étrangers par rapport au niveau exceptionnel atteint en 2009 du fait de la privatisation de la SOTELMA. De plus, notre économie demeure particulièrement dépendante de la pluviométrie et reste vulnérable à de nouveaux chocs extérieurs, y compris sur les termes de l'échange.

### **Politique budgétaire**

17. Le Gouvernement poursuivra une gestion prudente des finances publiques en 2010. Le projet de Loi de Finances pour 2010 soumis à l'Assemblée nationale met l'accent sur les investissements de nature à stimuler la croissance, tout en augmentant les dépenses courantes dans les secteurs de la santé et de l'éducation en vue des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ce projet vise un déficit budgétaire de base hors PPTE de 73,2 milliards de FCFA (1,6% du PIB). Il affecte 25 milliards de FCFA (0,5% du PIB) de recettes de privatisation de la SOTELMA au financement de certains des projets d'investissement retenus dans le programme pluriannuel récemment annoncé à ce sujet par le Président de la République. Ainsi, l'objectif de déficit budgétaire de base (hors PPTE) sous-jacent, c'est-à-dire excluant les dépenses financées par les recettes de privatisation de la SOTELMA, est équivalent à 1,1% du PIB pour 2010.

18. Les recettes totales sont projetées à 772 milliards de FCFA, soit 16,9% du PIB contre 16,6% du PIB programmé pour 2009. Cette légère augmentation de la pression fiscale illustre notre ferme intention de refléter les variations des prix internationaux du pétrole au niveau intérieur et de poursuivre nos efforts d'amélioration d'administration fiscale, y compris à travers la nouvelle DME.

19. Les dépenses totales et prêts nets sont projetés à 1.132 milliards de FCFA, soit 24,6% du PIB, contre 24,4% du PIB programmé pour 2009. À l'intérieur de cette enveloppe, il est prévu un tassement des dépenses courantes dont la part dans le PIB devrait baisser de 0,2% par rapport à 2009, et une augmentation sensible des dépenses en capital, principalement du fait de l'affectation de 25 milliards de FCFA de recettes de privatisation de la SOTELMA. De plus, le projet de Loi de Finances pour 2010 prend en charge le coût de certaines réformes structurelles, notamment 11,4 milliards de FCFA pour renforcer les capitaux propres et le compte d'exploitation de la BHM.

20. Le déficit budgétaire global (hors dons) prévu dans le projet de Loi de Finance pour 2010 s'établit à 7,7% du PIB, et est largement couvert par des financements extérieurs sous forme de dons ou de prêts à caractère concessionnel et l'affectation précitée de recettes de privatisation de la SOTELMA. Nous prévoyons ainsi de limiter notre recours au financement intérieur bancaire et au marché financier régional à 1% du PIB, dans un souci d'assurer la soutenabilité de nos finances publiques, conformément aux conclusions de la récente analyse de viabilité de la dette réalisée conjointement par les services du FMI et de la Banque mondiale.

21. Toutefois, le projet de Loi de Finances soumis à l'Assemblée nationale ne tient pas compte de certaines dépenses probables dont l'estimation dépend de décisions ou politiques attendues seulement en 2010. Tel est le cas de la politique de subvention aux intrants agricoles pour la campagne 2010/11 qui sera définie par le Conseil supérieur de l'agriculture au début 2010, de certains plans sociaux comme celui de la CMDT, ainsi que de l'appui budgétaire potentiel à la relance du secteur coton. De plus, les travaux du Comité de suivi de l'utilisation des ressources de la privatisation de la SOTELMA pourraient conduire à une augmentation des dépenses budgétaires financées sur ces ressources exceptionnelles en 2010.

22. Le gouvernement soumettra à l'Assemblée nationale, avant la conclusion de la 4<sup>ème</sup> revue du programme, un Collectif budgétaire pour refléter ces éléments encore en suspens, tout en limitant le déficit de base sous-jacent (hors PPTE) à 1,1% du PIB, et le déficit de base y compris les dépenses financées par des ressources de privatisation de la SOTELMA à 2,5% du PIB.

### **Structural reforms**

23. Le Gouvernement approfondira les réformes de gestion des finances publiques. Un nouveau train de réformes est en préparation avec l'appui des PTFs pour consolider les importants progrès accomplis dans le Programme d'action gouvernementale pour l'amélioration et la modernisation de la gestion des finances publiques (PAGAM). Le nouveau programme (PAGAM 2) mettra l'accent sur la conformité du cadre législatif et réglementaire avec les nouvelles directives de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) afin de renforcer des processus de préparation et d'exécution budgétaires, améliorer la gestion de trésorerie et accroître la transparence et la fiabilité des données comptables et financières de l'État et de ses démembrements. La mise en œuvre de ces réformes sera suivie par un comité présidé par le Ministre de l'Économie et des Finances sous l'autorité du Premier Ministre.

24. Dans le cadre de la transition aux budgets axés sur les résultats, nous nous attacherons également d'ici fin juin 2010 à (i) mettre en place le logiciel PRED5 de gestion de la dépense (Repère structurel); et (ii) adopter un décret réglementant la comptabilité matières pour rendre plus effectif le contrôle de la prestation et améliorer l'informatisation de cette comptabilité .

25. Par ailleurs, le Gouvernement mettra en place les instruments nécessaires à une meilleure gestion prévisionnelle de la trésorerie. Au plan institutionnel, il sera procédé à la création d'un Comité interministériel de trésorerie sous l'autorité du Ministre de l'Économie et des Finances, et d'un Comité de trésorerie au sein du Ministère de l'Économie et des Finances dont le secrétariat technique permanent sera assuré par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (Repère structurel) En outre, les plans d'engagement conformes au plan de trésorerie seront élaborés dès 2010, pour permettre un bon recours aux instruments financiers disponibles sur le marché financier régional. Nous nous engageons

aussi à améliorer nos statistiques de finances publiques et introduirons, d'ici fin Juin 2010, un nouveau tableau des opérations financières de l'État (TOFE) dont la présentation du financement intérieur (bancaire et non bancaire) correspondra aux meilleures pratiques internationales (Repère structurel).

26. Enfin, nous intensifierons en 2010 et à moyen terme, les actions visant à rationaliser les dépenses publiques et à renforcer le lien entre les priorités du Gouvernement contenues dans le DSRPet le budget de l'État, à travers l'amélioration de la qualité des budgets programmes et la poursuite de l'extension de l'approche des Cadres de Dépense à Moyen Terme (CDMT) à tous les départements ou secteurs. Dans ce contexte, nous affinerons d'ici fin juin 2010, en consultation avec les PTFs, la nomenclature budgétaire relative à la définition des dépenses de nature à réduire la pauvreté. Ceci servira de base pour la formulation et le suivi d'un repère structurel dans une prochaine revue du programme.

27. En ce qui concerne les recettes, les objectifs d'augmentation de la pression fiscale globale et de mise en œuvre d'une fiscalité propice au développement du secteur privé militent en faveur d'un élargissement de l'assiette fiscale et une reconsidération des régimes d'exonérations. Dans ce contexte, nous envisageons de moderniser notre fiscalité sur les sociétés et nos systèmes d'incitation fiscale dans le but de mettre en œuvre une réforme d'envergure qui soit neutre en matière de recettes. L'ensemble de ces mesures sera présenté au conseil des ministres avant fin septembre 2010. De plus, dans le cadre d'une gestion réglementaire du remboursement des crédits TVA, le Gouvernement procédera à la mise en place, en consultation avec les services du Fonds, d'un mécanisme efficace et performant de remboursement de ces crédits.

28. S'agissant de la politique agricole, un accent particulier sera mis sur le suivi-évaluation de l'utilisation de la subvention aux intrants. Des efforts seront déployés en 2010, notamment pour améliorer le recensement des producteurs et des superficies, ainsi que pour renforcer l'appui conseil pour le respect des itinéraires techniques et l'approvisionnement correct et régulier en intrants. De plus, le Gouvernement adoptera d'ici fin juin 2010 une lettre de politique sur le soutien au secteur coton suite à la privatisation de la CMDT. (Repère structurel).

### **C. Modalités de suivi du programme**

29. Les discussions sur la 4<sup>ème</sup> revue du programme se focaliseront sur la mise en œuvre du programme et des réformes structurelles à fin décembre 2009, ainsi que sur le projet de loi de finances rectificative pour 2010. La performance sous le programme en-cours sera évaluée sur la base des Tableaux 1 à 4 et le Protocole d'Accord Technique ci-joint. Dans ce contexte, nous sollicitons l'addition d'un repère quantitatif sur le solde budgétaire de base excluant les dépenses financées par les recettes de privatisation de la SOTELMA, avec application dès décembre 2009. Il est prévu que la 4<sup>ème</sup> revue du programme soit achevée d'ici fin juin 2010

sur la base des critères de réalisation à fin décembre 2009 et que la 5<sup>ème</sup> revue soit achevée d'ici fin 2010 sur la base des critères de réalisation à fin juin 2010.

30. Le Gouvernement estime que les politiques décrites dans la présente lettre sont appropriées pour atteindre les objectifs de son programme et prendra toute mesure supplémentaire qui pourrait s'avérer nécessaire à cette fin. Le Mali consultera le FMI sur l'adoption de telles mesures et préalablement à toute révision des politiques énoncées dans la présente lettre, conformément aux politiques du FMI sur ces consultations. Le Gouvernement est disposé à mettre à la disposition des services du Fonds toutes informations utiles contenues dans le Protocole d'Accord Technique sur les progrès accomplis dans le cadre du présent programme. Pendant l'exécution du programme, le Gouvernement n'entend introduire ou renforcer aucune restriction de change, pratique de taux de change multiples, restriction à l'importation pour soutenir la balance des paiements ni conclure d'accords de paiement bilatéraux en violation de l'Article VIII des Statuts du Fonds. Le Gouvernement autorise le FMI à publier la présente lettre et le rapport des services du FMI portant sur la présente revue.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma considération distinguée.

/s/

**Sanoussi TOURÉ**

**Tableau 1. Mali: Critères de Réalisation et Repères Indicatifs pour 2009.**<sup>1</sup>

|   | 2009                |          |                   |        |        |         |           |        |        |                        |        |
|---|---------------------|----------|-------------------|--------|--------|---------|-----------|--------|--------|------------------------|--------|
|   | Mars                |          |                   | Juin   |        |         | Septembre |        |        | Décembre               |        |
|   | Repères             | Cibles   | Réalisé           | Révisé | Ajusté | Réalisé | Révisé    | Ajusté | Estimé | Critère de Réalisation |        |
|   | Indic.              | Ajustées |                   |        |        |         |           |        |        | Initial                | Révisé |
| <b>Critères de réalisation</b> <sup>1</sup>   | (milliards de FCFA) |          |                   |        |        |         |           |        |        |                        |        |
| Financement intérieur net de l'Etat (plafond) <sup>2</sup>  | 10.0                | 11.8     | 13.1 <sup>7</sup> | 45.0   | 40.1   | -5.0    | 50.0      | 32.9   | -4.3   | 33.4                   | 49.4   |
| <i>dont:</i> Banques et marché financier <sup>2</sup>   | 15.0                | 16.8     | 22.3 <sup>7</sup> | 80.0   | 75.1   | 55.1    | 90.0      | 72.9   | -136.9 | 62.5                   | -101.5 |
| Augmentation cumulée des arriérés extérieurs (plafond) <sup>3</sup>   | 0.0                 | 0.0      | 0.0               | 0.0    | 0.0    | 0.0     | 0.0       | 0.0    | 0.0    | 0.0                    | 0.0    |
| Nouvelles dettes extérieures à un an ou plus, de nature non concessionnelle, contractées ou garanties par l'Etat (plafond) <sup>3,4</sup> | 0.0                 | 0.0      | 17.5 <sup>8</sup> | 0.0    | 0.0    | 0.0     | 0.0       | 0.0    | 0.0    | 0.0                    | 0.0    |
| Nouvelles dettes extérieures à court-terme (moins d'un an) contractées ou garanties par l'Etat (plafond) <sup>3</sup>                     | 0.0                 | 0.0      | 0.0               | 0.0    | 0.0    | 0.0     | 0.0       | 0.0    | 0.0    | 0.0                    | 0.0    |
| Recettes fiscales nettes (seuil)  | 140.0               | 140.0    | 143.5             | 290.0  | 290.0  | 319.9   | 430.0     | 430.0  | 451.3  | 603.0                  | 603.0  |
| <b>Indicateurs financiers (seuils)</b>  |                     |          |                   |        |        |         |           |        |        |                        |        |
| Solde budgétaire de base hors dépenses PPTE (seuil)   | -10.0               | -10.0    | 17.1              | -20.0  | -20.0  | 66.1    | -40.0     | -40.0  | 23.7   | -62.0                  | -78.0  |
| Solde budgétaire de base hors dépenses PPTE, ajusté (seuil) <sup>5</sup>  |                     |          |                   |        |        |         |           |        |        |                        | -62.0  |
| <i>Pour mémoire:</i>  |                     |          |                   |        |        |         |           |        |        |                        |        |
| Assistance budgétaire extérieure pendant l'année <sup>1 6</sup>   | 20.0                | ...      | 6.4               | 38.5   | ...    | 13.0    | 52.0      | ...    | 53.2   | 92.0                   | 92.0   |
| Allègement de dette PPTE <sup>1</sup>   | 1.0                 | ...      | 1.8               | 6.3    | ...    | 9.4     | 8.1       | ...    | 10.8   | 11.2                   | 11.2   |

<sup>1</sup> Montant cumulé depuis le début de chaque année. Pour juin et septembre 2009, les critères de performance qui ne sont pas l'objet d'un suivi continu ne sont que des repères. Voir Protocole d'Accord Technique pour les définitions.

<sup>2</sup> Ces objectifs quantitatifs excluent l'appurement des crédits de TVA en arriérés. Les cibles révisées pour fin juin, fin septembre et fin décembre 2009 reflètent la recapitalisation de la Banque de l'Habitat du Mali, pour un montant de 19,1 milliards de et les prévisions de réduction nette des instances de paiement à concurrence de 45 milliards de FCFA à fin juin et fin septembre, et de 30 milliards de FCFA à fin décembre 2009. Le programme inclut un ajusteur pour toute déviation par rapport aux objectifs de réduction des instances de paiement budgétaires.

<sup>3</sup> Ces critères de réalisation feront l'objet d'un suivi continu.

<sup>4</sup> Element don au moins égal à 35 pour cent.

<sup>5</sup> A l'exclusion des dépenses financées par des ressources de privatisation de la SOTELMA.

<sup>6</sup> Aide budgétaire globale exclusivement.

<sup>7</sup> Le non respect des critères de réalisation sur le financement intérieur net de l'Etat et sur le financement bancaire et de marché financier de l'Etat résulte d'une émission obligataire lancée en décembre 2008 mais enregistrée le 2 janvier 2009.

<sup>8</sup> Partie de deux prêts syndiqués en FCFA d'un montant total de 38 milliards de FCFA qui ont été signés en avril et mai 2009 pour le paiement d'arriérés de crédits de TVA et qui impliquaient des banques non-maliennes résidentes dans l'UEMOA et la CEMAC.



**Tableau 2. Mali: Critères de Réalisation et Repères Quantitatifs pour 2010<sup>1</sup>**

|   | 2010                  |                            |                       |                       |
|---|-----------------------|----------------------------|-----------------------|-----------------------|
|   | Mars                  | Juin                       | Septembre             | Décembre              |
|   | Repères<br>Indicatifs | Critères<br>de Réalisation | Repères<br>Indicatifs | Repères<br>Indicatifs |
| <b>Critères de réalisation<sup>1</sup></b>  | (milliards de FCFA)   |                            |                       |                       |
| Financement intérieur net de l'Etat (plafond)   | 0.0                   | 0.0                        | 10.0                  | 30.0                  |
| <i>dont:</i> Banques et marché financier  | 0.0                   | 0.0                        | 10.0                  | 30.0                  |
| Augmentation cumulée des arriérés extérieurs (plafond) <sup>2</sup>   | 0.0                   | 0.0                        | 0.0                   | 0.0                   |
| Nouvelles dettes extérieures à un an ou plus, de nature non<br>concessionnelle, contractées ou garanties par l'Etat (plafond) <sup>2, 3</sup> | 0.0                   | 0.0                        | 0.0                   | 0.0                   |
| Nouvelles dettes extérieures à court-terme (moins d'un an)<br>contractées ou garanties par l'Etat (plafond) <sup>2, 3</sup>                   | 0.0                   | 0.0                        | 0.0                   | 0.0                   |
| Recettes fiscales nettes (seuil)  | 130.0                 | 300.0                      | 470.0                 | 670.0                 |
| <b>Indicateurs financiers (seuils)</b>  |                       |                            |                       |                       |
| Solde budgétaire de base hors dépenses PPTE (seuil)   | -30.0                 | -40.0                      | -70.0                 | -75.0                 |
| Solde budgétaire de base hors dépenses PPTE, ajusté (seuil) <sup>4</sup>  | 10.0                  | 0.0                        | -20.0                 | -50.0                 |
| <i>Pour mémoire:</i>  |                       |                            |                       |                       |
| Assistance budgétaire extérieure pendant l'année <sup>1</sup>   | 20.0                  | 50.0                       | 80.0                  | 125.3                 |
| Allègement de dette PPTE <sup>1</sup>   | 3.1                   | 6.2                        | 9.3                   | 12.4                  |

<sup>1</sup> Montant cummulés depuis le début de chaque année. Pour mars et septembre 2010, les critères de réalisation qui ne font pas l'objet d'un suivi continu ne sont que des repères.

Voir Protocole d'Accord Technique pour les définitions.

<sup>2</sup> Ces critères de réalisation feront l'objet d'un suivi continu.

<sup>3</sup> Element don au moins égal à 35 pour cent.

<sup>4</sup> A l'exclusion des dépenses financées par des ressources de privatisation de la SOTELMA.

Tableau 3. Mali : Repères structurels pour les troisième et quatrième revues du programme au titre de la FRPC

| Mesures  | Statut                       |
|--|------------------------------|
| <b>Pour la fin de septembre 2009 (dans le contexte de la troisième revue du programme)</b>   |                              |
| 1 Mettre en place le centre des impôts des moyennes entreprises (CIME) et lancer ses activités   | Observé à fin-Novembre 2009  |
| 2 Préparer un plan de trésorerie de l'État qui corresponde à la nomenclature budgétaire (section, code économique) pour faciliter (i) le suivi trimestriel de l'exécution du budget en termes d'engagement, et de validation, d'ordonnancement et de paiement des dépenses et (ii) un meilleur alignement de l'exécution du budget sur les ressources disponibles  | Observé à fin-Septembre 2009 |
| 3 S'agissant du suivi de la filière coton et en consultation avec le FMI, préparer un plan financier mensuel pour la campagne de 2009/10 pour les opérations financières (recettes, engagements, paiements, dette, montants impayés) des différents participants du secteur (producteurs, CMDT, fournisseurs, banques, l'État)   | Observé à fin-Septembre 2009 |
| 4 S'agissant du soutien de l'État au secteur agricole et de la préparation du budget de 2010, mettre en place en un système de subventions des intrants dédiés et ciblés pour les céréales et le coton, qui inclue les modalités de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation   | Observé à fin-Septembre 2009 |
| <b>Pour la fin de décembre 2009 (dans le contexte de la quatrième revue du programme)</b>  |                              |
| 1 Sur la base de l'évaluation des engagements budgétaires à la fin de mars 2008 par l'Auditeur général et de l'évaluation des instances de paiements à la fin de mars 2009 par le Bureau du Contrôleur général et l'Inspection générale des finances, mettre en place un système destiné à suivre les engagements budgétaires grâce à des améliorations de la comptabilité du Trésor, de la gestion de la trésorerie et des systèmes d'information, en consultation avec les services du FMI |                              |
| 2 Sur décision du gouvernement, adopter une stratégie et un calendrier de désinvestissement de l'État dans la Banque de l'habitat du Mali (BHM)  |                              |
| 3 Finaliser l'étude du gouvernement sur l'impact macroéconomique du secteur aurifère (balance des paiements, croissance, emploi, budget) et sur ses perspectives à moyen terme   |                              |
| 4 Conjointement à la BCEAO, préparer (i) un inventaire exhaustif des comptes bancaires pris en compte dans la position nette de l'État et (ii) une méthodologie appropriée pour enregistrer les mouvements sur ses comptes, sur la base d'une classification acceptée (tels que les projets, les correspondants, etc.) dans le tableau des opérations financières de l'État (TOFE).  |                              |

**Tableau 4. Mali : Repères structurels pour la cinquième revue du programme au titre de la FRPC**

---

|         |
|---------|
| Mesures |
|---------|

---

**Pour la fin de juin 2010**

- 1 Mettre en place le nouveau logiciel de gestion des dépenses PRED5
- 2 Introduire une nouvelle présentation du Tableau des Opérations Financières de l'Etat, en conformité avec les meilleures pratiques internationales, y compris la présentation du financement intérieur
- 3 Créer un comité interministériel pour la gestion prévisionnelle de la trésorerie, sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, avec un secrétariat permanent assuré par le Trésor
- 4 Préparer une lettre de politique quant au rôle de l'Etat dans le secteur coton après la privatisation de CMDT

---

**PIECE JOINTE I – ANNEXE I****Protocole d'accord technique (PAT)**

Le 21 Décembre 2009

1. Ce protocole d'accord technique définit les repères et les critères d'évaluation du programme appuyé par la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). Il fixe également la périodicité et les délais limites de transmission aux services du Fonds monétaire international (FMI) des données permettant le suivi du programme.

**I. DÉFINITIONS**

2. Sauf indication contraire, l'État est défini comme l'Administration centrale de la République du Mali et n'inclut pas les collectivités locales, la banque centrale ou toute autre entité publique ayant une personnalité juridique autonome et n'étant pas dans le champ du tableau des opérations financières de l'État (TOFE).

3. Les définitions de la « dette » et des « emprunts concessionnels » retenues pour les besoins de ce protocole d'accord sont les suivantes :

- (a) Comme spécifié au point 9 des Directives sur les critères de réalisation concernant la dette extérieure (décision du Conseil d'administration du FMI n° 12274-(00/85) du 24 août 2000).
- (b) Un prêt est réputé concessionnel si, à la date initiale de signature de contrat, le ratio entre la valeur actuelle du prêt calculée sur la base des taux d'intérêt de référence, d'une part, et la valeur nominale du prêt, d'autre part, représente moins de 65 % (soit un élément don supérieur à 35 %). Les taux utilisés dans cette évaluation sont les taux d'intérêt commerciaux de référence (TICR) établis par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). Pour les dettes de maturité supérieure à 15 ans, le taux d'intérêt de référence à 10 ans publié par l'OCDE sera utilisé pour calculer l'élément de don. Pour les maturités plus courtes, le taux à utiliser sera le taux de marché de référence à six mois.

**II. CRITERES D'EVALUATION QUANTITATIFS ET INDICATEURS QUANTITATIFS**

Sauf indication contraire, les cibles financières suivantes serviront de critère de réalisation à fin juin 2009 et à fin décembre 2009 et d'indicateurs quantitatifs par ailleurs (Tableau 1 de la lettre d'intention). Le solde budgétaire de base sert d'indicateur quantitatif à chaque date d'évaluation.

**A. Plafond sur le financement intérieur net à l'État ; Sous-plafond sur le financement intérieur net des banques et du marché à l'État**

4. Le financement intérieur net à l'État est défini comme la somme i) de la position nette du Gouvernement telle que définie ci-dessous, et ii) des financements non bancaires de l'État.
5. Le crédit bancaire net à l'État est calculé par la BCEAO. Les financements non bancaires sont calculés par le Trésor public dont les chiffres font foi dans le cadre du programme.
6. La position nette du Gouvernement est définie comme le solde entre les dettes et les créances du Gouvernement vis-à-vis de la banque centrale et des banques commerciales, excluant les dépôts auprès de la BCEAO des recettes de privatisation de la SOTELMA. Le champ de la position nette du Gouvernement est celui utilisé par la BCEAO et conforme à la pratique générale du FMI en la matière. Il implique une définition de l'État qui est plus large que celle précisée au paragraphe 2 et inclut les collectivités locales et certains projets et établissements publics à caractère administratif. Les créances du Gouvernement incluent l'encaisse en francs CFA, les comptes chèques postaux, les obligations cautionnées ainsi que l'ensemble des dépôts auprès de la BCEAO et des banques commerciales des organismes publics, à l'exception des établissements publics à caractère industriel ou commercial (EPIC) et des sociétés d'État qui sont exclus de ce calcul. Les dettes du Gouvernement à l'égard du système bancaire comprennent l'ensemble des dettes vis-à-vis de ces mêmes institutions financières. Les dépôts au titre du Fonds de stabilisation du coton et les titres d'État détenus hors du système bancaire malien ne sont pas inclus dans le calcul de la position nette du Gouvernement.
7. Le financement non bancaire net à l'État est défini comme la somme du financement non bancaire net du marché à l'État et les autres financements non bancaires de l'État. Le financement non bancaire du marché à l'État inclut le solde entre les ventes et les remboursements des bons et obligations du Trésor détenus en dehors des institutions bancaires nationales. Les autres financements non bancaires incluent les recettes découlant de la vente d'actifs de l'État, les remboursements de la dette intérieure aux créanciers non bancaires, et les autres créances sur le trésor national. Ces recettes découlant de la vente d'actifs de l'État sont définies comme les revenus effectivement encaissés durant l'année budgétaire, de la vente de tout ou partie des actions détenues par l'État dans des entreprises privatisées. Dans le cas où les paiements relatifs à ces transactions de vente devraient s'étaler au-delà de l'année budgétaire, le reliquat sera inclus dans le calcul du financement non bancaire de l'État dans chacune des années suivantes, conformément à l'échéancier annuel des paiements attendus.
8. Le financement intérieur net des banques et du marché à l'État est défini comme la somme (i) de la position nette du Gouvernement telle que définie ci-dessus, et (ii) des

financements non bancaires de l'État à travers l'émission de titres à des personnes physiques ou morales en dehors du système bancaire ou aux banques non-résidentes établies dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine.

### **Facteurs de correction**

9. Le plafond sur la variation du crédit intérieur net à l'État fera l'objet d'une correction négative (positive) si l'aide budgétaire extérieure est supérieure (inférieure) aux prévisions du programme. L'aide budgétaire correspond à l'appui budgétaire global défini comme les dons budgétaires et prêts budgétaires et les opérations d'allègement de la dette (hors dons et prêts projets et ressources FMI). Le facteur de correction sera appliqué au taux de 0 % jusqu'à un seuil de FCFA 10 milliards ; 50 % pour les écarts par rapport au programme compris entre FCFA 10 milliards et FCFA 25 milliards ; et 75 % au delà de FCFA 25 milliards.

10. Le plafond sur la variation du crédit intérieur net à l'État et le plafond sur le financement intérieur net des banques et du marché à l'État fera l'objet d'un ajustement positif équivalent à la valeur d'émission d'obligations à titre des remboursements de crédit TVA et droits des douanes de 2006 et 2007 jusqu'à un montant maximum de FCFA 62 milliards.

11. Le plafond sur la variation du crédit intérieur net à l'État et le sous-plafond sur le financement intérieur net des banques et du marché à l'État sera ajusté à la hausse (baisse) si la réduction actuelle nette des instances de paiement budgétaire est supérieure (inférieure) aux objectifs programmés (FCFA 45 milliards à fin juin et fin septembre 2009, et FCFA 30 milliards à fin décembre 2009).

### **B. Non accumulation d'arriérés de paiements publics extérieurs**

12. L'encours des arriérés de paiements extérieurs est défini comme la somme des paiements dus et non payés sur les engagements extérieurs de l'État et la dette extérieure détenue ou garantie par l'État. La définition de dette extérieure présentée au paragraphe 3(a) s'applique ici.

13. Dans le cadre du programme, le Gouvernement s'engage à ne pas accumuler d'arriérés de paiements extérieurs (sauf cas de dettes en cours de renégociation ou de rééchelonnement). Le critère de réalisation de non-accumulation des arriérés de paiements extérieurs sera appliqué sur une base continue pendant la durée du programme.

### **C. Plafond sur la dette extérieure non-concessionnelle à échéance d'un an ou plus contractée ou garantie par l'État et/ou les entreprises publiques**

14. Ce critère de réalisation s'applique non seulement à la dette telle que définie au point 9 des Directives sur les critères de réalisation concernant la dette extérieure (décision

du Conseil d'administration n° 6230-(79/140), amendée par la décision du Conseil d'administration n° 12274-(00/85) du 24/08/2000), mais aussi aux engagements contractés ou garantis pour lesquels aucune somme n'a été perçue.

15. Le concept de Gouvernement utilisé pour ce critère de réalisation inclut l'État comme défini au paragraphe 2, les Établissements publics à caractère administratifs (EPA), les Établissements publics à caractère scientifique et technique, les Établissements publics à caractère professionnel, les Établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) et les Collectivités locales.

16. À partir de la date d'approbation du programme par le Conseil d'administration du FMI, un plafond de zéro est fixé pour les emprunts à des conditions non concessionnelles. Ce critère de réalisation est suivi sur une base continue.

17. Le Gouvernement s'engage à ne contracter ou garantir aucun emprunt extérieur d'une durée d'un an ou plus ayant un élément de libéralité inférieur à 35 % (calculé en utilisant les taux d'intérêt de référence correspondant aux devises d'emprunt fournies par le FMI). Ce critère de réalisation s'applique non seulement à la dette telle que définie au point 9 des Directives sur les critères de réalisation concernant la dette extérieure adoptée par le Conseil d'Administration du FMI le 24 août 2000, mais aussi à toute obligation contractée ou garantie en contrepartie de laquelle aucune valeur n'a été reçue. Cependant, ce critère de réalisation ne s'applique pas (i) aux financements accordés par le FMI, (ii) aux transactions de rééchelonnement de la dette existant à la date de l'approbation du programme par le Conseil d'administration du FMI, et (iii) à la dette en franc CFA contractée ou garantie par l'État avec des résidents dans la zone de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA), y compris la dette en franc CFA initialement contractée ou garantie par le gouvernement avec des résidents de l'UEMOA et acquises ultérieurement par des non-résidents.

#### **D. Plafond sur la dette extérieure à court terme nouvellement contractée ou garantie par le Gouvernement et/ou des entreprises publiques**

18. La définition aux paragraphes 2 et 3 s'applique également à ce critère de réalisation. La dette extérieure à court terme est la dette d'une durée contractuelle inférieure à un an. Les crédits liés aux importations, les emprunts extérieurs de la CMDT garantis par les recettes d'exportation de coton, et les opérations d'allègement de la dette sont exclus de ce critère de réalisation. Les bons du Trésor et obligations émis en franc CFA sur le marché régional de l'UEMOA sont également exclus de ce critère de réalisation. Dans le cadre du programme, le Gouvernement et les entreprises publiques s'engagent à ne pas contracter, garantir ou avaliser la dette extérieure non concessionnelle à court terme. Ce critère de réalisation est suivi sur une base continue.

### **E. Niveau plancher sur les recettes fiscales nettes**

19. Les recettes fiscales de l'État sont définies comme celles apparaissant dans le TOFE, et comprennent toutes les recettes fiscales du budget national. Les recettes fiscales nettes comprennent les recettes fiscales brutes moins les remboursements fiscaux, notamment au titre de la TVA. Le Gouvernement communiquera mensuellement les recettes fiscales aux services du FMI dans le cadre du TOFE. Les critères de réalisation et les indicateurs quantitatifs de réalisation pour les recettes fiscales sont inclus dans le tableau 1 joint à la Lettre d'intention.

### **F. Niveau plancher sur le solde budgétaire de base hors dépenses PPTE**

20. Le solde budgétaire de base est défini comme la différence entre les recettes totales, hors dons et recettes de privatisation, et les dépenses totales augmentées des prêts nets, hormis la part des dépenses d'investissement financée par les créanciers ou donateurs extérieurs et les dépenses PPTE. Les planchers pour les indicateurs de réalisation relatifs au solde budgétaire de base tel que défini ci-dessus sont présentés dans le tableau 1 joint à la Lettre d'intention.

### **G. Niveau plancher sur le solde budgétaire de base hors dépenses PPTE et dépenses financées avec les ressources de privatisation de SOTELMA**

21. Le solde budgétaire de base hors dépenses PPTE et dépenses financées avec les ressources de privatisation de SOTELMA est défini conformément à la section II-F, déduit des dépenses budgétaires financées avec les recettes de privatisation de SOTELMA logées dans un compte spécial auprès de la BCEAO.

## **III. MESURES STRUCTURELLES**

22. Les informations concernant la mise en place des mesures retenues comme critères et repères structurels seront communiquées aux services du FMI dans les deux semaines suivant la date prévue de sa mise en application.

## **IV. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR LE SUIVI DU PROGRAMME**

23. Dans le but de faciliter le suivi du programme, le Gouvernement communiquera aux services du FMI les informations telles que définies dans le tableau résumé suivant.



### Résumé des données à transmettre

| Type de données  | Tableaux  | Fréquence                | Délai de communication  |
|--|---|--------------------------|---|
| Secteur réel   | Comptes nationaux   | Annuelle                 | Fin de l'année + 9 mois   |
|  | Révisions des comptes nationaux   | Variable                 | 8 semaines après la révision  |
| Finances Publiques   | Indices désagrégés des prix à la consommation   | Mensuelle                | Fin du mois + 2 semaines  |
|  | Position nette du Gouvernement (y compris la situation des comptes des autres établissements publics auprès du système bancaire) et détail des financements non bancaires | Mensuelle                | Fin du mois + 3 semaines (provisoire); fin de mois +6 semaines (définitive) |
|  | Solde du compte des recettes de privatisation de SOTELMA en dépôt auprès de la BCEAO  | Mensuelle                | Fin du mois + 3 semaines  |
|  | Balance générale du Trésor  | Mensuelle                | Fin du mois + 4 semaines  |
|  | TOFE du Gouvernement central et TOFE consolidé  | Mensuelle                | Fin du mois + 3 semaines (provisoire); fin du mois +6 semaines (définitive) |
|  | Exécution budgétaire le long de la chaîne de la dépense, telle qu'enregistrée dans le circuit informatisé   | Mensuelle                | Fin du mois + 2 semaines  |
|  | Tableau de suivi des instances de paiement  | Mensuelle                | Fin du mois + 4 semaines  |
|  | Détail des recettes et dépenses dans le cadre du TOFE   | Mensuelle                | Fin du mois + 6 semaines  |
|  | Distinguer les dépenses financées sur les ressources PPTE   | Mensuelle                | Fin du mois + 6 semaines  |
|  | Exécution du budget d'investissement  | Trimestrielle            | Fin du trimestre + 8 semaines   |
|  | Recettes fiscales dans le cadre du TOFE   | Mensuelle                | Fin du mois + 6 semaines  |
|  | Masse salariale dans le cadre du TOFE   | Mensuelle                | Fin du mois + 6 semaines  |
|  | Solde budgétaire de base dans le cadre du TOFE  | Mensuelle                | Fin du mois + 6 semaines  |
|  | Exonérations douanières   | Mensuelle                | Fin du mois + 4 semaines  |
|  | Arrêté de fixation du prix des produits pétroliers, recettes de la taxation des produits pétroliers et montant des exonérations octroyées                                 | Mensuelle                | Fin du mois   |
| Importations de produits pétroliers ventilées par nature et par corridor d'importation | Mensuelle   | Fin du mois + 2 semaines |   |
| Plan de trésorerie de la CMDT  | Mensuelle   | Fin du mois + 4 semaines |   |

| Type de données                   | Tableaux  | Fréquence     | Délai de communication   |
|-----------------------------------|---|---------------|--|
| Données monétaires et financières | Situation résumée de la BCEAO, situation résumée des banques, situation des institutions monétaires               | Mensuelle     | Fin du mois + 4 semaines (provisoire); fin du mois + 8 semaines (définitive) |
|                                   | Avoirs et engagements extérieurs, et détails des autres éléments nets de la BCEAO et des banques commerciales     | Mensuelle     | Fin du mois + 8 semaines   |
|                                   | Taux d'intérêt créditeurs et débiteurs, taux d'intervention de la BCEAO, réserves obligatoires de la BCEAO        | Mensuelle     | Fin du mois + 4 semaines   |
|                                   | Ratios prudentiels bancaires  | Mensuelle     | Fin du mois + 6 semaines   |
| Balance des paiements             | Balance des paiements   | Annuelle      | Fin de l'année + 12 mois   |
|                                   | Révisions de la balance des paiements   | Variable      | 8 semaines après chaque révision   |
| Dette extérieure                  | Détail de tous les nouveaux emprunts extérieurs   | Mensuelle     | Fin du mois + 4 semaines   |
|                                   | Service de la dette distinguant l'amortissement, la charge d'intérêts et les allègements obtenus au titre du PPTE | Mensuelle     | Fin du mois + 4 semaines   |
| CSLP                              | Part des dépenses de réduction de la pauvreté   | Trimestrielle | Fin du trimestre + 4 semaines  |
|                                   | Part de l'éducation primaire dans le total des dépenses allouées au secteur de l'éducation                        | Trimestrielle | Fin du trimestre + 4 semaines  |
|                                   | Taux brut de scolarisation et sa répartition entre garçons et filles  | Annuelle      | Début de l'année scolaire suivante + 1 mois (final)                          |
|                                   | Pourcentage de la population ayant accès aux structures sanitaires dans un rayon de 15 kilomètres                 | Annuelle      | Fin de l'année + 2 mois  |
|                                   | Taux d'accouchements assistés   | Annuelle      | Fin de l'année + 2 mois  |
|                                   | Taux de vaccination DTCP3 des enfants de moins d'un an  | Annuelle      | Fin de l'année + 2 mois  |

Tableau 1. Mali : Indicateurs économiques et financiers, 2007- 12

|   | 2007   | 2008   | 2009       |       | 2010  | 2011  | 2012  |       |       |       |       |
|---|--------|--------|------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
|   |        |        | Est.       | Prog. |       |       |       | Proj. | Prog. | Proj. | Proj. |
|   |        |        | 2nd Review |       |       |       |       |       |       |       |       |
| (Variation annuelle en pourcentage)                                       |        |        |            |       |       |       |       |       |       |       |       |
| Comptes nationaux et prix   |        |        |            |       |       |       |       |       |       |       |       |
| PIB à prix constants  | 4.3    | 4.9    | 4.1        | 4.3   | 4.8   | 5.1   | 5.3   |       |       |       |       |
| Déflateur du PIB  | 2.6    | 8.6    | 2.7        | 4.3   | 2.6   | 1.8   | 2.0   |       |       |       |       |
| Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)                      | 1.5    | 9.1    | 2.5        | 2.2   | 1.2   | 1.6   | 2.0   |       |       |       |       |
| Secteur extérieur (pourcentage change)                                    |        |        |            |       |       |       |       |       |       |       |       |
| Termes de l'échange (deterioration -)                                     | 0.0    | 5.0    | 35.0       | 27.2  | -8.4  | -1.0  | -0.5  |       |       |       |       |
| Taux de change effectif réel (depreciation -)                             | 0.5    | 8.0    | ...        | ...   | ...   | ...   | ...   |       |       |       |       |
| Monnaie et crédit (contributions à croissance de la masse monétaire)      |        |        |            |       |       |       |       |       |       |       |       |
| Crédit à l'État   | 0.5    | -3.2   | 10.2       | -7.6  | 5.3   | 3.9   | 3.3   |       |       |       |       |
| Crédits au reste de l'économie  | 4.6    | 5.2    | 0.2        | 5.6   | 6.9   | 3.6   | 3.6   |       |       |       |       |
| Masse monétaire au sens large (M2)  | 9.3    | 0.5    | 9.9        | 15.3  | 10.5  | 5.7   | 5.8   |       |       |       |       |
| (Pourcentage du PIB, sauf indications contraires)                         |        |        |            |       |       |       |       |       |       |       |       |
| Investissement et épargne   |        |        |            |       |       |       |       |       |       |       |       |
| Investissement intérieur brut   | 21.0   | 20.8   | 19.3       | 18.4  | 19.7  | 20.9  | 21.7  |       |       |       |       |
| dont: État  | 8.5    | 5.7    | 7.7        | 6.8   | 7.2   | 7.5   | 7.4   |       |       |       |       |
| Épargne nationale brute   | 13.3   | 12.9   | 11.4       | 12.2  | 11.7  | 12.3  | 13.2  |       |       |       |       |
| dont: État  | 2.9    | 1.8    | 3.0        | 1.2   | 0.5   | 1.4   | 1.4   |       |       |       |       |
| Épargne domestique brute  | 12.0   | 9.9    | 10.5       | 10.7  | 9.9   | 10.9  | 11.9  |       |       |       |       |
| Budget de l'État  |        |        |            |       |       |       |       |       |       |       |       |
| Recettes  | 16.6   | 15.5   | 16.7       | 16.6  | 16.9  | 17.0  | 17.2  |       |       |       |       |
| Dons  | 4.7    | 3.4    | 5.0        | 4.9   | 3.8   | 3.7   | 3.7   |       |       |       |       |
| Total des dépenses et prêts nets  | 24.5   | 21.2   | 25.8       | 24.7  | 24.6  | 24.8  | 24.9  |       |       |       |       |
| Solde global (base ordonnancement, hors dons)                             | -7.9   | -5.7   | -9.1       | -8.0  | -7.7  | -7.8  | -7.7  |       |       |       |       |
| Solde de base <sup>2</sup>  | -0.9   | -1.0   | -1.6       | -1.4  | -1.1  | -1.2  | -1.1  |       |       |       |       |
| Secteur extérieur   |        |        |            |       |       |       |       |       |       |       |       |
| Solde extérieur courant, transferts officiels compris                     | -7.7   | -7.8   | -7.9       | -6.1  | -8.0  | -8.6  | -8.5  |       |       |       |       |
| Solde extérieur courant, hors transferts officiels                        | -9.5   | -9.5   | -9.7       | -8.2  | -10.2 | -10.6 | -10.5 |       |       |       |       |
| Exportations  | 26.6   | 28.4   | 24.6       | 27.5  | 26.8  | 26.3  | 26.5  |       |       |       |       |
| Importations  | -35.6  | -39.3  | -33.5      | -35.2 | -36.6 | -36.3 | -36.3 |       |       |       |       |
| Service de la dette (en pourcentage de exportations de biens et services) | 3.4    | 3.8    | 4.5        | 4.0   | 4.0   | 2.6   | 2.6   |       |       |       |       |
| Dette extérieure (fin de période)   | 19.4   | 19.1   | 25.0       | 20.2  | 22.2  | 24.2  | 26.1  |       |       |       |       |
| Pour mémoire:   |        |        |            |       |       |       |       |       |       |       |       |
| PIB nominal (en milliards de CFAF)  | 3,425  | 3,906  | 4,183      | 4,248 | 4,564 | 4,893 | 5,251 |       |       |       |       |
| Balance globale des paiements (en million USD)                            | -21.2  | -10.3  | -3.1       | 419.6 | -90.9 | -60.7 | -41.7 |       |       |       |       |
| Réserves internationales brutes (en million USD)                          |        |        |            |       |       |       |       |       |       |       |       |
| BCEAO   | 10,658 | 10,494 | ...        | ...   | ...   | ...   | ...   |       |       |       |       |
| en pourcentage de la masse monétaire                                      | 57.8   | 56.0   | ...        | ...   | ...   | ...   | ...   |       |       |       |       |
| en mois d'importation   | 5.9    | 6.4    | ...        | ...   | ...   | ...   | ...   |       |       |       |       |
| BCEAO Mali  | 1,061  | 1,033  | 1,258      | 1,637 | 1,575 | 1,507 | 1,443 |       |       |       |       |
| (en pourcentage de la masse monétaire)                                    | 46.9   | 48.6   | 45.3       | 64.4  | 56.3  | 51.3  | 46.8  |       |       |       |       |
| (en mois d'importations de biens de l'année suivante)                     | 4.7    | 3.9    | 4.6        | 3.7   | 5.5   | 4.6   | 4.2   |       |       |       |       |
| Taux du dollar E.U. (fin de période)                                      | 449.9  | 481.5  | 477.3      | 464.5 | 466.5 | 469.3 | 473.2 |       |       |       |       |

Sources: Les autorités maliennes et les estimations et prévisions des services du FMI.

<sup>1</sup> Les données pour 2006 sont ajustées pour l'IADM du FMI et la Banque mondiale.<sup>2</sup> Recettes (hors dons) moins dépenses totales (hors projets sur financement extérieur et dépenses de l'initiative PPTE).

**Tableau 2. Mali: Critères de réalisation quantitatifs et objectifs indicatifs, 2009<sup>1</sup>**

|   | 2009           |          |                   |                     |          |        |                   |          |        |                |                 |
|---|----------------|----------|-------------------|---------------------|----------|--------|-------------------|----------|--------|----------------|-----------------|
|   | March          |          |                   | June                |          |        | Sept.             |          |        | Dec.           |                 |
|   | Indic. Targets | Adjusted | Actual            | Rev. Perf. Criteria | Adjusted | Actual | Rev. Ind. Targets | Adjusted | Prel.  | Perf. Criteria | Rev. Perf. Crit |
| <b>Critères de réalisation quantitatifs <sup>1</sup></b>  |                |          |                   |                     |          |        |                   |          |        |                |                 |
| Financement intérieur net de l'État (plafond) 2   | 10.0           | 11.8     | 13.1 <sup>7</sup> | 45.0                | 40.1     | -5.0   | 50.0              | 32.9     | -4.3   | 33.4           | 49.4            |
| <i>Dont:</i> Financement bancaire et sur le marché  | 15.0           | 16.8     | 22.3 <sup>7</sup> | 80.0                | 75.1     | 55.1   | 90.0              | 72.9     | -136.9 | 62.5           | -101.5          |
| Augmentation cumulée des arriérés de paiements extérieurs (plafond) 3   | 0.0            | 0.0      | 0.0               | 0.0                 | 0.0      | 0.0    | 0.0               | 0.0      | 0.0    | 0.0            | 0.0             |
| Nouveaux emprunts extérieurs d'un an ou plus contractés ou garantis par l'État à des conditions non concessionnelles <sup>2,3</sup> | 0.0            | 0.0      | 17.5 <sup>8</sup> | 0.0                 | 0.0      | 0.0    | 0.0               | 0.0      | 0.0    | 0.0            | 0.0             |
| Nouveaux emprunts extérieurs à court terme (moins d'un an) contractés ou garantis par l'État (plafond) <sup>2</sup>                 | 0.0            | 0.0      | 0.0               | 0.0                 | 0.0      | 0.0    | 0.0               | 0.0      | 0.0    | 0.0            | 0.0             |
| Recettes fiscales nettes  | 140.0          | 140.0    | 143.5             | 290.0               | 290.0    | 319.9  | 430.0             | 430.0    | 451.3  | 603.0          | 603.0           |
| <b>Indicateurs financiers (planchers)</b>   |                |          |                   |                     |          |        |                   |          |        |                |                 |
| Solde budgétaire de base  | -10.0          | -10.0    | 17.1              | -20.0               | -20.0    | 66.1   | -40.0             | -40.0    | 23.7   | -62.0          | -78.0           |
| Solde budgétaire de base sous-jacent 5  |                |          |                   |                     |          |        |                   |          |        | ...            | -62.0           |
| <i>Pour mémoire:</i>  |                |          |                   |                     |          |        |                   |          |        |                |                 |
| Aide budgétaire extérieure au cours de l'année <sup>14</sup>  | 20.0           | ...      | 6.4               | 38.5                | ...      | 13.0   | 52.0              | ...      | 53.2   | 92.0           | 92.0            |
| Allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE  | 1.0            | ...      | 1.8               | 6.3                 | ...      | 9.4    | 8.1               | ...      | 10.8   | 11.2           | 11.2            |

<sup>1</sup> Chiffres cumulés depuis le début de chaque année. Les critères de réalisation non continus à fin mars et fin septembre 2009 sont des repères quantitatifs.

<sup>2</sup> Ces objectifs quantitatifs sont avant paiement des crédits de TVA en arriérés. Les objectifs révisés pour fin juin, fin septembre et fin décembre 2009 tiennent compte de la recapitalisation de la Banque de l'habitat du Mali (BHM) à hauteur de 19,1 milliards de francs CFA en mai 2009 et des réductions nettes prévues du flottant de 45 milliards de francs CFA fin juin et fin septembre 2009 et de 30 milliards de francs CFA fin décembre 2009 (le programme inclut un facteur d'ajustement pour tout écart par rapport aux objectifs de réduction du flottant).

<sup>3</sup> Ces critères de réalisation seront suivis sur une base continue.

<sup>4</sup> Élément don égal ou supérieure à 35 %.

<sup>5</sup> Hors dépenses financées par des recettes de privatisation de la SOTELMA.

<sup>6</sup> Aide budgétaire générale uniquement.

<sup>7</sup> L'inobservation des indicateurs quantitatifs pour le financement intérieur net et le financement bancaire et sur le marché résulte d'une émission obligataire lancée en décembre 2008 mais avec prise d'effet le 2 janvier 2009, qui a entraîné une révision à la baisse de 12,3 milliards de francs CFA fin décembre 2008 et une révision à la hausse du même montant fin mars 2009

<sup>8</sup> Une partie de deux prêts consortiaux en francs CFA qui ont été signés en avril et en mai 2009 pour un total de 38 milliards de francs CFA pour le paiement d'arriérés de crédits de TVA et qui impliquaient des banques non maliennes dans les zones de l'UEMOA et de la CEMAC; prêts revendus ultérieurement à des banques maliennes

**Tableau 3. Mali : Critères de réalisation quantitatifs et objectifs indicatifs, 2010** <sup>1</sup>

|   | 2010                   |                   |                   |                   |
|---|------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|   | March                  | June              | Sep.              | Dec.              |
|   | Indic.<br>Targets      | Perf.<br>Criteria | Indic.<br>Targets | Indic.<br>Targets |
| <b>Critères de réalisation quantitatifs</b> <sup>1</sup>  | (en milliards de FCFA) |                   |                   |                   |
| Financement intérieur net de l'État (plafond)   | 0.0                    | 0.0               | 10.0              | 30.0              |
| <i>Dont:</i> Financement bancaire et sur le marché  | 0.0                    | 0.0               | 10.0              | 30.0              |
| Augmentation cumulée des arriérés de paiements extérieurs (plafond) <sup>2</sup>  | 0.0                    | 0.0               | 0.0               | 0.0               |
| Nouveaux emprunts extérieurs d'un an ou plus contractés ou garantis par l'État à des conditions non concessionnelles <sup>2,3</sup> | 0.0                    | 0.0               | 0.0               | 0.0               |
| Nouveaux emprunts extérieurs à court terme (moins d'un an) contractés ou garantis par l'État (plafond) <sup>2,3</sup>               | 0.0                    | 0.0               | 0.0               | 0.0               |
| Recettes fiscales nettes  | 130.0                  | 300.0             | 470.0             | 670.0             |
| <b>Indicateurs financiers (planchers)</b>   |                        |                   |                   |                   |
| Solde budgétaire de base  | -30.0                  | -40.0             | -70.0             | -75.0             |
| Solde budgétaire de base sous-jacent <sup>4</sup>   | 10.0                   | 0.0               | -20.0             | -50.0             |
| <i>Pour mémoire:</i>  |                        |                   |                   |                   |
| Aide budgétaire extérieure au cours de l'année <sup>1</sup>   | 20.0                   | 50.0              | 80.0              | 125.3             |
| Allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE <sup>1</sup>   | 3.1                    | 6.2               | 9.3               | 12.4              |

<sup>1</sup> Chiffres cumulés depuis le début de chaque année. Les critères de réalisation non continus à fin mars et fin septembre 2009 sont des repères quantitatifs.

Voir le protocole technique de suivi pour les explications et les définitions.

<sup>2</sup> Ces critères de réalisation seront suivis sur une base continue.

<sup>3</sup> Élément don égal ou supérieur à 35 %.

<sup>4</sup> Hors dépenses financées sur les recettes de privatisation de la SOTELMA.

Tableau 4. Mali : Repères structurels pour les troisième et quatrième revues du programme au titre de la FRPC

| Mesures  | Motif macroéconomique  | État d'avancement              |
|--|--|--------------------------------|
| <b>Pour la fin de septembre 2009 (dans le contexte de la troisième revue du programme)</b>   |  |                                |
| 1 Mettre en place le centre des impôts des moyennes entreprises (CIME) et lancer ses activités   | Renforcer la mobilisation des recettes   | Observé fin novembre 2009      |
| 2 Préparer un plan de trésorerie de l'État qui corresponde à la nomenclature budgétaire (section, code économique) pour faciliter (i) le suivi trimestriel de l'exécution du budget en termes d'engagement, et de validation, d'ordonnancement et de paiement des dépenses et (ii) un meilleur alignement de l'exécution du budget sur les   | Renforcer la gestion des finances publiques, l'exécution du budget et la gestion de la trésorerie  | Observé fin septembre 2009     |
| 3 S'agissant du suivi de la filière coton et en consultation avec le FMI, préparer un plan financier mensuel pour la campagne de 2009/10 pour les opérations financières (recettes, engagements, paiements, dette, montants impayés) des différents participants du secteur (producteurs, CMDT, fournisseurs, banques, l'État)   | Améliorer la gouvernance et la transparence de la filière coton en vue d'éviter les difficultés lors de la campagne 2009-2010 et de limiter les risques budgétaires          | Observé fin septembre 2009     |
| 4 S'agissant du soutien de l'État au secteur agricole et de la préparation du budget de 2010, mettre en place un système de subventions des intrants dédiés et ciblés pour les céréales et le coton, qui inclut les modalités de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation  | Accroître l'efficacité et la transparence de la politique agricole, éviter les contributions budgétaires non limitatives et assurer le suivi et l'évaluation des subventions | Observed at end-September 2009 |
| <b>Pour la fin de décembre 2009 (dans le contexte de la quatrième revue du programme)</b>  |  |                                |
| 1 Sur la base de l'évaluation des engagements budgétaires à la fin de mars 2008 par l'Auditeur général et de l'évaluation des instances de paiements à la fin de mars 2009 par le Bureau du Contrôleur général et l'Inspection générale des finances, mettre en place un système destiné à suivre les engagements budgétaires grâce à des améliorations de la comptabilité du Trésor, de la gestion de la trésorerie et des systèmes d'information, en consultation avec les services du FMI | Améliorer la transparence, la mesurabilité et la gestion de la dette intérieure et éviter l'accumulation d'arriérés de paiements intérieurs                                  |                                |
| 2 Sur décision du gouvernement, adopter une stratégie et un calendrier de désinvestissement de l'État dans la Banque de l'habitat du Mali (BHM)  | Accroître la confiance dans le secteur bancaire et sa résistance et éviter de nouveaux plans de sauvetage coûteux  |                                |
| 3 Finaliser l'étude du gouvernement sur l'impact macroéconomique du secteur aurifère (balance des paiements, croissance, emploi, budget) et sur ses perspectives à moyen terme   | Aider la prise de décision et la formulation de politiques dans le contexte d'un secteur en déclin (les réserves connues sont équivalentes à 10 ans d'exploitation)          |                                |
| 4 Conjointement à la BCEAO, préparer (i) un inventaire exhaustif des comptes bancaires pris en compte dans la position nette de l'État et (ii) une méthodologie appropriée pour enregistrer les mouvements sur ses comptes, sur la base d'une classification acceptée (tels que les projets, les correspondants, etc.) dans le tableau des opérations financières de l'État (TOFE).  | Améliorer les statistiques de finances publiques   |                                |

**Tableau 5. Mali : repères structurels pour la cinquième revue du programme FRPC**

| Mesures  | Motif macroéconomique   |
|--|---|
| <b>Pour fin juin 2010 (dans le cadre de la cinquième revue)</b>  |   |
| Mettre en œuvre le nouveau logiciel de gestion des dépenses (PRED5)  | Améliorer la gestion budgétaire.  |
| Mettre en place le nouveau système d'information sur les opérations financières de l'État (tableau TOFE) qui correspond aux meilleures pratiques internationales, y compris pour la présentation du financement intérieur. | Renforcer les statistiques et l'information sur les opérations de l'État                        |
| Créer un comité interministériel pour la planification de la gestion de trésorerie sous les auspices du Ministère de l'économie et des finances, avec un secrétariat technique permanent fourni par le Trésor              | Améliorer la gestion de trésorerie et sa coordination avec la gestion budgétaire.               |
| Établir un projet de document sur le rôle que l'État jouera probablement dans la filière coton après la privatisation de la CMDT.  | Établir l'environnement économique dans la filière coton pour l'après-privatisation de la CMDT. |

Table 6. Mali: Comptes Nationaux, 2007-12

|  | 2007  | 2008<br>Est. | 2009                |       | 2010<br>Prog. | 2011<br>Proj. | 2012<br>Proj. |
|--|-------|--------------|---------------------|-------|---------------|---------------|---------------|
|  |       |              | Prog.<br>2nd review | Proj. |               |               |               |
| (Taux de croissance annuels, à prix constants)       |       |              |                     |       |               |               |               |
| Secteur primaire                                     | 2.5   | 13.2         | 5.8                 | 5.9   | 5.3           | 5.1           | 5.3           |
| Agriculture  | 1.0   | 20.2         | 6.5                 | 6.7   | 5.9           | 5.7           | 5.8           |
| Agriculture vivrière hors riz                        | 6.4   | 14.4         | 6.1                 | 6.1   | 4.0           | 5.0           | 5.0           |
| Branche consolidée du riz                            | 2.6   | 48.5         | 6.6                 | 6.0   | 8.0           | 6.0           | 6.0           |
| Agriculture industrielle hors coton                  | 8.0   | 22.0         | 11.9                | 9.0   | 9.5           | 5.0           | 5.0           |
| Branche consolidée du coton                          | -41.1 | -16.8        | 5.0                 | 17.3  | 15.0          | 15.0          | 15.0          |
| Élevage  | 4.6   | 4.0          | 4.2                 | 4.2   | 4.3           | 4.0           | 4.0           |
| Pêche, Forêt   | 4.5   | 3.7          | 5.7                 | 5.3   | 4.6           | 4.3           | 4.0           |
| Secteur secondaire                                   | -4.6  | -4.6         | 0.9                 | 3.4   | 4.7           | 5.5           | 5.9           |
| Industries extractives                               | -8.4  | -6.4         | -2.4                | -0.6  | 2.6           | 3.2           | 4.3           |
| Industries manufacturières                           | -12.0 | -14.4        | -4.2                | 4.4   | 3.4           | 5.9           | 6.3           |
| Agroalimentaire-boisson-tabac                        | 0.7   | -20.0        | -5.0                | 7.4   | 2.0           | 5.5           | 6.0           |
| Textile  | -19.9 | -34.0        | -10.5               | -1.5  | 1.6           | 3.0           | 3.5           |
| Autres branches manufacturières (spinning)           | -19.1 | 16.2         | 0.7                 | 5.0   | 6.0           | 8.0           | 8.0           |
| Énergie  | 9.7   | 10.0         | 9.0                 | 7.8   | 8.8           | 8.0           | 7.0           |
| Bâtiments et travaux publics                         | 8.7   | 4.5          | 7.5                 | 6.0   | 7.0           | 7.0           | 7.0           |
| Secteur tertiaire General                            | 10.4  | 4.1          | 4.2                 | 3.3   | 4.1           | 4.8           | 5.2           |
| Transports et télécommunications                     | 20.9  | 10.0         | 7.3                 | 3.0   | 5.0           | 6.5           | 6.5           |
| Commerce   | 12.0  | 4.4          | 3.5                 | 3.5   | 4.5           | 5.5           | 6.0           |
| Services financiers                                  | 5.0   | 2.0          | 4.5                 | 3.5   | 3.5           | 5.0           | 5.0           |
| Autres services non financiers                       | 7.9   | 1.0          | 5.1                 | 5.1   | 4.7           | 5.0           | 4.0           |
| Services non marchands                               | 2.1   | 1.2          | 1.8                 | 2.0   | 1.9           | 1.7           | 3.5           |
| PIB au coût des facteurs                             | 3.9   | 5.5          | 4.2                 | 4.3   | 4.7           | 5.1           | 5.3           |
| DTI et TVA intérieure                                | 9.5   | -2.0         | 3.0                 | 4.0   | 6.0           | 6.0           | 6.0           |
| PIB aux prix du marché                               | 4.3   | 4.9          | 4.1                 | 4.3   | 4.8           | 5.1           | 5.3           |
| PIB hors secteur aurifère                            | 5.5   | 5.9          | 4.6                 | 4.7   | 4.9           | 5.3           | 5.4           |
| (en pourcentage du PIB, sauf indications contraires) |       |              |                     |       |               |               |               |
| Demande agrégée                                      |       |              |                     |       |               |               |               |
| Consommation   | 88.0  | 90.1         | 89.5                | 89.3  | 90.1          | 89.1          | 88.1          |
| Privée   | 73.9  | 77.6         | 75.4                | 75.5  | 76.3          | 75.2          | 74.0          |
| Publique   | 14.1  | 12.6         | 14.1                | 13.8  | 13.8          | 13.9          | 14.2          |
| Investissement brut                                  | 21.0  | 20.8         | 19.3                | 18.4  | 19.7          | 20.9          | 21.7          |
| Gouvernement   | 8.5   | 5.7          | 7.7                 | 6.8   | 7.2           | 7.5           | 7.4           |
| Privé  | 12.5  | 15.1         | 11.6                | 11.5  | 12.5          | 13.4          | 14.3          |
| Investissement net                                   | 10.3  | 11.5         | 9.5                 | 9.5   | 10.5          | 11.5          | 12.5          |
| Variations des stocks                                | 2.2   | 3.6          | 2.1                 | 2.0   | 2.0           | 1.9           | 1.8           |
| Balance extérieure nette                             | -9.0  | -10.9        | -8.9                | -7.7  | -9.8          | -10.1         | -9.8          |
| Épargne nationale brute                              | 13.3  | 12.9         | 11.4                | 12.2  | 11.7          | 12.3          | 13.2          |
| <i>Dont</i> : épargne intérieure                     | 12.0  | 9.9          | 10.5                | 10.7  | 9.9           | 10.9          | 11.9          |
| Pour mémoire:  |       |              |                     |       |               |               |               |
| Solde du compte extérieur courant <sup>1</sup>       | -7.7  | -7.8         | -7.9                | -6.1  | -8.0          | -8.6          | -8.5          |
| PIB nominal (en milliards de francs CFA)             | 3,425 | 3,906        | 4,183               | 4,248 | 4,564         | 4,893         | 5,251         |
| Déflateur du PIB (variation annuelle)                | 2.6   | 8.6          | 2.5                 | 4.3   | 2.6           | 1.8           | 2.0           |

Sources: Autorités du Mali; et projections du FMI.

<sup>1</sup>Y compris les transferts officiels.



Tableau 7. Mali: Balance des Paiements, 2007-12<sup>1</sup>

|  | 2007   | 2008     | 2009   |                     | 2010     | 2011     | 2012     |
|--|--------|----------|--------|---------------------|----------|----------|----------|
|  |        |          | Est.   | Prog.<br>2nd review |          |          |          |
| (en milliards de FCFA)   |        |          |        |                     |          |          |          |
| Solde extérieur courant  |        |          |        |                     |          |          |          |
| Transferts officiels non compris   | -324.5 | -370.9   | -405.7 | -349.0              | -463.4   | -519.7   | -552.3   |
| Transferts officiels compris   | -262.2 | -305.7   | -331.9 | -259.9              | -363.4   | -421.8   | -447.3   |
| Balance commerciale  | -113.6 | -201.0   | -135.8 | -76.1               | -174.0   | -209.8   | -205.3   |
| Exportations, f.à.b.   | 733.7  | 895.2    | 845.1  | 978.4               | 1,010.3  | 1,065.9  | 1,164.5  |
| Coton (fibre)  | 109.6  | 65.6     | 60.7   | 60.9                | 55.2     | 60.2     | 73.8     |
| Or   | 545.9  | 656.1    | 679.8  | 737.2               | 752.3    | 790.4    | 850.0    |
| Autres   | 78.2   | 173.4    | 104.6  | 180.3               | 202.9    | 215.3    | 240.7    |
| Importations, f.à.b.   | -847.2 | -1,096.2 | -980.9 | -1,054.5            | -1,184.4 | -1,275.7 | -1,369.8 |
| Produits pétroliers (hors secteur miniers)                                     | -188.1 | -259.6   | -180.3 | -182.0              | -230.1   | -253.6   | -273.5   |
| Importations de produits alimentaires  | -125.5 | -152.5   | -144.0 | -143.8              | -147.7   | -153.9   | -158.9   |
| Autres   | -533.6 | -684.1   | -656.6 | -728.7              | -806.6   | -868.2   | -937.4   |
| Services, net  | -193.7 | -224.8   | -235.2 | -250.2              | -272.8   | -282.0   | -309.1   |
| Credit   | 176.5  | 214.0    | 184.3  | 191.5               | 211.2    | 218.9    | 228.2    |
| Debit  | -370.2 | -438.8   | -419.5 | -441.7              | -484.0   | -500.8   | -537.3   |
| dont: Frêt   | -188.6 | -265.5   | -237.6 | -255.4              | -286.9   | -294.4   | -316.1   |
| Revenus, net   | -143.2 | -109.2   | -146.5 | -155.4              | -160.3   | -181.9   | -184.0   |
| dont: Intérêts sur dette publique  | -11.1  | -12.5    | -12.5  | -12.5               | -14.8    | -10.0    | -11.3    |
| Transferts, net  | 188.3  | 229.3    | 185.6  | 221.8               | 243.7    | 251.9    | 251.1    |
| Transferts privés, net   | 126.0  | 164.1    | 111.8  | 132.7               | 143.6    | 154.0    | 146.0    |
| Transferts officiels, net  | 62.3   | 65.2     | 73.8   | 89.1                | 100.0    | 97.9     | 105.0    |
| dont: Aide budgétaire  | 27.9   | 25.0     | 46.6   | 46.6                | 54.4     | 48.9     | 52.5     |
| Compte de capital et d'opérations financières                                  | 252.0  | 308.3    | 330.3  | 460.3               | 320.9    | 393.5    | 427.6    |
| Compte de capital, net   | 141.7  | 139.5    | 181.2  | 158.2               | 140.6    | 152.5    | 164.4    |
| dont: Dons projet  | 134.2  | 109.2    | 163.6  | 140.1               | 120.7    | 131.2    | 141.5    |
| Compte d'opérations financières  | 104.4  | 168.8    | 149.1  | 302.1               | 180.3    | 240.9    | 263.3    |
| Secteur privé (net) <sup>2</sup>   | 17.1   | 97.2     | -3.0   | 125.5               | 41.7     | 75.7     | 84.3     |
| Investissement direct (net)  | 78.7   | 81.9     | 31.6   | 206.3               | 60.7     | 68.4     | 71.4     |
| Investissement en portefeuille (net)   | -1.0   | 2.4      | 4.4    | 4.4                 | 4.4      | 4.7      | 5.1      |
| Autres flux de capitaux privés   | -60.6  | 12.9     | -39.0  | -85.2               | -23.5    | 2.6      | 7.8      |
| Officiel, net  | 87.3   | 71.6     | 152.1  | 176.6               | 138.7    | 165.3    | 179.0    |
| Déboursments   | 118.7  | 99.9     | 186.0  | 158.0               | 172.6    | 188.3    | 203.1    |
| Aides budgétaires  | 18.0   | 29.1     | 45.9   | 45.9                | 29.9     | 34.3     | 36.8     |
| Financement de projets   | 100.7  | 70.8     | 140.1  | 112.1               | 142.7    | 154.1    | 166.4    |
| Autorités monétaires   | 0.0    | 0.0      | 0.0    | 52.5                | 0.0      | 0.0      | 0.0      |
| Amortissement de la dette publique   | -31.4  | -28.3    | -33.9  | -33.9               | -33.9    | -23.1    | -24.1    |
| Erreurs et omissions   | 5.9    | -7.2     | 0.0    | 0.1                 | 0.1      | 0.0      | 0.0      |
| Solde global   | -10.1  | -4.6     | -1.5   | 200.4               | -42.3    | -28.4    | -19.6    |
| Financement  | 10.1   | 4.6      | 1.5    | -200.4              | 42.3     | 28.4     | 19.6     |
| Avoirs extérieurs (net)  | -0.6   | -6.3     | -10.0  | -211.9              | 30.0     | 28.4     | 19.6     |
| dont: FMI (net)  | 2.0    | 13.4     | 2.6    | 1.5                 | 4.3      | 1.1      | -0.9     |
| Assistance au titre de l'initiative PPTE 3/                                    | 10.7   | 10.9     | 11.5   | 11.5                | 12.4     | 0.0      | 0.0      |
| Gap de financement   | 0.0    | 0.0      | 0.0    | 0.0                 | 0.0      | 0.0      | 0.0      |
| Pour mémoire: (variation annuelle en pourcentage, sauf indications contraires) |        |          |        |                     |          |          |          |
| Commerce extérieur   |        |          |        |                     |          |          |          |
| Volume d'exportations  | -10.8  | -3.4     | -3.5   | -0.8                | 3.7      | 3.7      | 7.6      |
| Volume d'importations  | 6.4    | 7.6      | 16.0   | 11.1                | 3.4      | 7.4      | 5.6      |
| Valeur unitaire des exportations   | 3.4    | 26.3     | 15.5   | 10.1                | -0.4     | 1.7      | 1.5      |
| Valeur unitaire des importations   | 3.4    | 20.3     | -14.5  | -13.4               | 8.6      | 2.7      | 2.1      |
| Termes de l'échange  | 0.0    | 5.0      | 35.0   | 27.2                | -8.4     | -1.0     | -0.5     |

Sources: autorités maliennes, estimations et projections FMI.

1/ Présentée selon la 5ème édition du Manuel de Balance des Paiements du FMI

2/ Inclut les entrées de capital de court terme

3/ Somme de l'Initiative PPTE originale et de l'Initiative PPTE renforcée

1  
**Tableau 7. Mali: Balance des Paiements, 2007-12 (fin)**

|   | 2007  | 2008  | 2009       |             | 2010  | 2011  | 2012  |
|---|-------|-------|------------|-------------|-------|-------|-------|
|   |       |       | Est.       | Prog. Proj. |       |       |       |
|   |       |       | 2nd review |             |       |       |       |
| (en pourcentage du PIB)                               |       |       |            |             |       |       |       |
| Solde extérieur courant                               |       |       |            |             |       |       |       |
| Transferts officiels non compris                      | -9.5  | -9.5  | -9.7       | -8.2        | -10.2 | -10.6 | -10.5 |
| Transferts officiels compris                          | -7.7  | -7.8  | -7.9       | -6.1        | -8.0  | -8.6  | -8.5  |
| Balance commerciale                                   | -3.3  | -5.1  | -3.2       | -1.8        | -3.8  | -4.3  | -3.9  |
| Exportations, f.à.b.                                  | 21.4  | 22.9  | 20.2       | 23.0        | 22.1  | 21.8  | 22.2  |
| Coton (fibre)   | 3.2   | 1.7   | 1.5        | 1.4         | 1.2   | 1.2   | 1.4   |
| Or  | 15.9  | 16.8  | 16.3       | 17.4        | 16.5  | 16.2  | 16.2  |
| Autres  | 2.3   | 4.4   | 2.5        | 4.2         | 4.4   | 4.4   | 4.6   |
| Importations, f.à.b.                                  | -24.7 | -28.1 | -23.5      | -24.8       | -26.0 | -26.1 | -26.1 |
| Produits pétroliers (hors secteur miniers)            | -5.5  | -6.6  | -4.3       | -4.3        | -5.0  | -5.2  | -5.2  |
| Importations de produits alimentaires                 | -3.7  | -3.9  | -3.4       | -3.4        | -3.2  | -3.1  | -3.0  |
| Autres  | -15.6 | -17.5 | -15.7      | -17.2       | -17.7 | -17.7 | -17.9 |
| Services, net   | -5.7  | -5.8  | -5.6       | -5.9        | -6.0  | -5.8  | -5.9  |
| Credit  | 5.2   | 5.5   | 4.4        | 4.5         | 4.6   | 4.5   | 4.3   |
| Debit   | -10.8 | -11.2 | -10.0      | -10.4       | -10.6 | -10.2 | -10.2 |
| <i>dont:</i> Frêt                                     | -5.5  | -6.8  | -5.7       | -6.0        | -6.3  | -6.0  | -6.0  |
| Revenus, net  | -4.2  | -2.8  | -3.5       | -3.7        | -3.5  | -3.7  | -3.5  |
| <i>dont:</i> Intérêts sur dette publique              | -0.3  | -0.3  | -0.3       | -0.3        | -0.3  | -0.2  | -0.2  |
| Transferts, net                                       | 5.5   | 5.9   | 4.4        | 5.2         | 5.3   | 5.1   | 4.8   |
| Transferts privés, net                                | 3.7   | 4.2   | 2.7        | 3.1         | 3.1   | 3.1   | 2.8   |
| Transferts officiels, net                             | 1.8   | 1.7   | 1.8        | 2.1         | 2.2   | 2.0   | 2.0   |
| <i>dont:</i> Aide budgétaire                          | 0.8   | 0.6   | 1.1        | 1.1         | 1.2   | 1.0   | 1.0   |
| Compte de capital et d'opérations financières         | 7.4   | 7.9   | 7.9        | 10.8        | 7.0   | 8.0   | 8.1   |
| Compte de capital, net                                | 4.1   | 3.6   | 4.3        | 3.7         | 3.1   | 3.1   | 3.1   |
| <i>dont:</i> Dons projet                              | 3.9   | 2.8   | 3.9        | 3.3         | 2.6   | 2.7   | 2.7   |
| Compte d'opérations financières                       | 3.0   | 4.3   | 3.6        | 7.1         | 4.0   | 4.9   | 5.0   |
| Secteur privé (net) <sup>2</sup>                      | 0.5   | 2.5   | -0.1       | 3.0         | 0.9   | 1.5   | 1.6   |
| Investissement direct (net)                           | 2.3   | 2.1   | 0.8        | 4.9         | 1.3   | 1.4   | 1.4   |
| Investissement en portefeuille (net)                  | 0.0   | 0.1   | 0.1        | 0.1         | 0.1   | 0.1   | 0.1   |
| Autres flux de capitaux privés                        | -1.8  | 0.3   | -0.9       | -2.0        | -0.5  | 0.1   | 0.1   |
| Officiel, net   | 2.6   | 1.8   | 3.6        | 4.2         | 3.0   | 3.4   | 3.4   |
| Déboursements (net)                                   | 3.5   | 2.6   | 4.4        | 3.7         | 3.8   | 3.8   | 3.9   |
| Aide budgétaire                                       | 0.5   | 0.7   | 1.1        | 1.1         | 0.7   | 0.7   | 0.7   |
| Financement de projets                                | 2.9   | 1.8   | 3.3        | 2.6         | 3.1   | 3.1   | 3.2   |
| Autorités monétaires                                  | 0.0   | 0.0   | 0.0        | 1.2         | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| Amortissement de la dette publique                    | -0.9  | -0.7  | -0.8       | -0.8        | -0.7  | -0.5  | -0.5  |
| Erreurs et omissions                                  | 0.2   | -0.2  | 0.0        | 0.0         | 0.0   | 0.0   | 0.0   |
| Solde global  | -0.3  | -0.1  | 0.0        | 4.7         | -0.9  | -0.6  | -0.4  |
| Financement   | 0.3   | 0.1   | 0.0        | -4.7        | 0.9   | 0.6   | 0.4   |
| Avoirs extérieurs (net)                               | 0.0   | -0.2  | -0.2       | -5.0        | 0.7   | 0.6   | 0.4   |
| <i>dont:</i> FMI (net)                                | 0.1   | 0.3   | 0.1        | 0.0         | 0.1   | 0.0   | 0.0   |
| Assistance au titre de l'initiative PPTE <sup>3</sup> | 0.3   | 0.3   | 0.3        | 0.3         | 0.3   | 0.0   | 0.0   |
| Gap de financement                                    | 0.0   | 0.0   | 0.0        | 0.0         | 0.0   | 0.0   | 0.0   |

Sources: autorités maliennes, estimations et projections FMI.

1 Présentée selon la 5ème édition du Manuel de Balance des Paiements du FMI

2 Inclut les entrées de capital de court terme

3 Somme de l'Initiative PPTE originale et de l'Initiative PPTE renforcée

Tableau 8. Mali: Opérations Financières du Gouvernement Central, 2007-2012

|   | 2007   | 2008   | 2009                |         | 2010    | 2011    | 2012    |
|---|--------|--------|---------------------|---------|---------|---------|---------|
|   |        |        | Prog.<br>2nd review | Proj.   |         |         |         |
| (en milliards de FCFA)                      |        |        |                     |         |         |         |         |
| Recettes et dons                            | 730.3  | 741.5  | 907.3               | 917.0   | 947.5   | 1,011.3 | 1,096.6 |
| Recettes totales                            | 569.9  | 607.3  | 697.1               | 706.8   | 772.5   | 831.2   | 902.6   |
| Recettes budgétaires                        | 509.4  | 540.6  | 625.6               | 635.3   | 701.0   | 754.5   | 819.6   |
| Recettes fiscales                           | 487.2  | 519.4  | 599.6               | 609.3   | 674.1   | 725.5   | 788.1   |
| Impôts directs                              | 142.8  | 149.7  | 175.4               | 181.4   | 187.7   | 196.3   | 212.6   |
| Impôts indirects                            | 344.4  | 369.7  | 424.2               | 427.9   | 486.3   | 529.1   | 575.5   |
| TVA   | 194.4  | 200.8  | 230.2               | 232.1   | 275.7   | 298.0   | 322.3   |
| Accises sur produits pétroliers             | 36.6   | 35.2   | 37.7                | 37.7    | 22.5    | 24.6    | 26.9    |
| Droits de douanes sur importations          | 62.4   | 64.3   | 86.5                | 87.6    | 91.0    | 100.8   | 111.3   |
| Autres impôts indirects                     | 85.1   | 91.9   | 77.3                | 77.3    | 99.1    | 105.7   | 115.1   |
| Reboursement de TVA                         | -34.1  | -22.5  | -7.5                | -6.8    | -2.0    | -2.0    | -2.1    |
| Recettes non fiscales                       | 22.2   | 21.2   | 26.0                | 26.0    | 26.9    | 29.1    | 31.5    |
| Fonds spéciaux et budgets annexes           | 60.5   | 66.7   | 71.5                | 71.5    | 71.5    | 76.7    | 83.0    |
| Dons  | 160.4  | 134.2  | 210.2               | 210.2   | 175.1   | 180.1   | 194.0   |
| Projets                                     | 79.6   | 54.6   | 117.5               | 94.0    | 79.8    | 86.2    | 93.0    |
| Sectoriels                                  | 50.6   | 54.6   | 46.1                | 46.1    | 40.9    | 44.9    | 48.5    |
| Appui budgétaire                            | 27.9   | 25.0   | 46.6                | 46.6    | 54.4    | 48.9    | 52.5    |
| Initiative Allègement Dette Multilatérale   | 2.3    | 0.0    | 0.0                 | 0.0     | 0.0     | 0.0     | 0.0     |
| Dépenses totales et prêts nets              | 839.0  | 828.2  | 1,077.1             | 1,047.4 | 1,122.6 | 1,212.9 | 1,306.2 |
| Dépenses budgétaires                        | 826.1  | 753.9  | 994.6               | 966.9   | 1,039.8 | 1,140.2 | 1,227.1 |
| Dépenses courantes                          | 437.1  | 459.1  | 562.4               | 581.1   | 602.3   | 650.0   | 711.3   |
| Masse salariale                             | 162.9  | 186.0  | 217.1               | 217.1   | 235.8   | 256.5   | 277.3   |
| Biens et services                           | 161.3  | 164.7  | 179.1               | 201.3   | 214.1   | 226.2   | 253.9   |
| Transferts et subventions                   | 99.1   | 94.3   | 135.7               | 146.9   | 133.4   | 152.1   | 163.6   |
| Intérêts                                    | 13.9   | 14.1   | 14.8                | 15.8    | 19.9    | 15.2    | 16.5    |
| dont: intérieurs                            | 2.7    | 1.6    | 2.3                 | 3.3     | 5.1     | 5.1     | 5.1     |
| Dépenses en capital                         | 389.0  | 294.9  | 432.2               | 385.9   | 437.5   | 490.2   | 515.8   |
| Sur financement extérieur                   | 227.6  | 172.8  | 303.7               | 252.2   | 263.3   | 285.2   | 307.8   |
| Sur financement intérieur                   | 161.4  | 122.1  | 128.5               | 133.7   | 174.2   | 205.0   | 208.0   |
| Fonds spéciaux et budgets annexes           | 60.5   | 66.7   | 71.5                | 71.5    | 71.5    | 76.7    | 83.0    |
| Prêts nets                                  | -47.6  | 7.6    | 11.0                | 9.0     | 11.3    | -4.0    | -4.0    |
| Balance budgétaire (hors dons)              | -269.1 | -220.9 | -380.1              | -340.6  | -350.2  | -381.7  | -403.6  |
| Balance budgétaire (y.c. dons)              | -108.7 | -86.7  | -169.9              | -130.4  | -175.1  | -201.6  | -209.6  |
| Ajustement base caisse                      | 5.2    | 49.2   | -87.6               | -93.8   | -3.5    | 10.4    | 5.3     |
| Balance budgétaire (base caisse, y.c. dons) | -103.5 | -37.5  | -257.5              | -224.2  | -178.6  | -191.2  | -204.3  |
| Financement                                 | 103.5  | 37.5   | 257.5               | 224.3   | 178.6   | 191.2   | 204.3   |
| Financement extérieur                       | 98.0   | 82.5   | 163.6               | 135.6   | 151.0   | 165.3   | 179.0   |
| Prêts                                       | 118.7  | 99.9   | 186.0               | 158.0   | 172.6   | 188.3   | 203.1   |
| Prêts projets                               | 100.7  | 70.8   | 140.1               | 112.1   | 142.7   | 154.1   | 166.4   |
| Prêts budgétaires                           | 18.0   | 29.1   | 45.9                | 45.9    | 29.9    | 34.3    | 36.8    |
| Amortissement                               | -31.4  | -28.3  | -33.9               | -33.9   | -33.9   | -23.1   | -24.1   |
| Allègement de la dette                      | 10.7   | 10.9   | 11.5                | 11.5    | 12.4    | 0.0     | 0.0     |
| Financement intérieur                       | 5.5    | -45.0  | 93.9                | 88.7    | 27.6    | 25.9    | 25.3    |
| Système bancaire                            | 11.5   | -32.6  | 104.6               | -77.9   | 62.9    | 50.9    | 45.3    |
| Position nette du Gouvernement              | 11.5   | -32.6  | 104.6               | -77.9   | 62.9    | 50.9    | 45.3    |
| Tirages nets FMI                            | 1.9    | 12.5   | 3.0                 | 3.0     | 2.1     | 1.5     | -0.9    |
| Credit net BCEAO                            | -1.1   | -2.3   | -2.4                | 46.9    | -2.5    | -5.0    | -4.9    |
| Autres postes nets                          | 10.6   | -42.8  | 104.0               | -127.8  | 63.3    | 54.4    | 51.1    |
| Autres financements monétaires              | 0.0    | 0.0    | 0.0                 | 0.0     | 0.0     | 0.0     | 0.0     |
| Recettes de privatisation                   | 0.7    | 39.1   | 13.0                | 180.4   | 3.3     | 0.0     | 0.0     |
| Autres                                      | -6.7   | -51.5  | -23.7               | -13.8   | -38.6   | -25.0   | -20.0   |
| Gap de financement                          | 0.0    | 0.0    | 0.0                 | 0.0     | 0.0     | 0.0     | 0.0     |
| <i>Pour mémoire:</i>                        | 56.6   | 65.0   | 104.0               | 104.0   | 96.7    | 83.2    | 89.3    |
| Balance fiscale de base (hors dons et PPTE) | -30.8  | -37.3  | -65.0               | -77.0   | -74.5   | -96.5   | -95.7   |
| Balance fiscale de base sous-jacente        | -30.8  | -37.3  | -65.0               | -61.0   | -49.5   | -56.5   | -58.7   |
| Epargne publique intérieure                 | 72.3   | 81.5   | 63.1                | 54.2    | 98.7    | 104.5   | 108.3   |
| Assistance budgétaire extérieure            | 45.9   | 54.1   | 92.5                | 92.5    | 84.3    | 83.2    | 89.3    |
| Masse salariale sur recettes fiscales       | 33.4   | 35.8   | 36.2                | 35.6    | 35.0    | 35.4    | 35.2    |

Sources: Ministère des finances; et estimations et projections du FMI.

Tableau 8. Mali: Opérations Financières du Gouvernement Central, 2007-12 (fin)

|   | 2007 | 2008 | 2009                |       | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|------|------|---------------------|-------|------|------|------|
|   |      |      | Prog.<br>2nd review | Proj. |      |      |      |
| (en pourcentage du PIB)                           |      |      |                     |       |      |      |      |
| Recettes et dons                                  | 21.3 | 19.0 | 21.7                | 21.6  | 20.8 | 20.7 | 20.9 |
| Recettes totales                                  | 16.6 | 15.5 | 16.7                | 16.6  | 16.9 | 17.0 | 17.2 |
| Recettes budgétaires                              | 14.9 | 13.8 | 15.0                | 15.0  | 15.4 | 15.4 | 15.6 |
| Recettes fiscales                                 | 14.2 | 13.3 | 14.3                | 14.3  | 14.8 | 14.8 | 15.0 |
| Impôts directs                                    | 4.2  | 3.8  | 4.2                 | 4.3   | 4.1  | 4.0  | 4.0  |
| Impôts indirects                                  | 10.1 | 9.5  | 10.1                | 10.1  | 10.7 | 10.8 | 11.0 |
| TVA   | 5.7  | 5.1  | 5.5                 | 5.5   | 6.0  | 6.1  | 6.1  |
| Accises sur produits pétroliers                   | 1.1  | 0.9  | 0.9                 | 0.9   | 0.5  | 0.5  | 0.5  |
| Droits de douanes sur importations                | 1.8  | 1.6  | 2.1                 | 2.1   | 2.0  | 2.1  | 2.1  |
| Autres impôts indirects                           | 2.5  | 2.4  | 1.8                 | 1.8   | 2.2  | 2.2  | 2.2  |
| Reboursement de TVA                               | -1.0 | -0.6 | -0.2                | -0.2  | 0.0  | 0.0  | 0.0  |
| Recettes non fiscales                             | 0.6  | 0.5  | 0.6                 | 0.6   | 0.6  | 0.6  | 0.6  |
| Fonds spéciaux et budgets annexes                 | 1.8  | 1.7  | 1.7                 | 1.7   | 1.6  | 1.6  | 1.6  |
| Dons  | 4.7  | 3.4  | 5.0                 | 4.9   | 3.8  | 3.7  | 3.7  |
| Projets   | 2.3  | 1.4  | 2.8                 | 2.2   | 1.7  | 1.8  | 1.8  |
| Sectoriels  | 1.5  | 1.4  | 1.1                 | 1.1   | 0.9  | 0.9  | 0.9  |
| Appui budgétaire                                  | 0.8  | 0.6  | 1.1                 | 1.1   | 1.2  | 1.0  | 1.0  |
| Initiative Allègement Dette Multilatérale         | 0.1  | 0.0  | 0.0                 | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 0.0  |
| Dépenses totales et prêts nets                    | 24.5 | 21.2 | 25.8                | 24.7  | 24.6 | 24.8 | 24.9 |
| Dépenses budgétaires                              | 24.1 | 19.3 | 23.8                | 22.8  | 22.8 | 23.3 | 23.4 |
| Dépenses courantes                                | 12.8 | 11.8 | 13.4                | 13.7  | 13.2 | 13.3 | 13.5 |
| Masse salariale                                   | 4.8  | 4.8  | 5.2                 | 5.1   | 5.2  | 5.2  | 5.3  |
| Biens et services                                 | 4.7  | 4.2  | 4.3                 | 4.7   | 4.7  | 4.6  | 4.8  |
| Transferts et subventions                         | 2.9  | 2.4  | 3.2                 | 3.5   | 2.9  | 3.1  | 3.1  |
| Intérêts  | 0.4  | 0.4  | 0.4                 | 0.4   | 0.4  | 0.3  | 0.3  |
| dont: intérieurs                                  | 0.1  | 0.0  | 0.1                 | 0.1   | 0.1  | 0.1  | 0.1  |
| Dépenses en capital                               | 11.4 | 7.5  | 10.3                | 9.1   | 9.6  | 10.0 | 9.8  |
| Sur financement extérieur                         | 6.6  | 4.4  | 7.3                 | 5.9   | 5.8  | 5.8  | 5.9  |
| Sur financement intérieur                         | 4.7  | 3.1  | 3.1                 | 3.1   | 3.8  | 4.2  | 4.0  |
| Fonds spéciaux et budgets annexes                 | 1.8  | 1.7  | 1.7                 | 1.7   | 1.6  | 1.6  | 1.6  |
| Prêts nets  | -1.4 | 0.2  | 0.3                 | 0.2   | 0.2  | -0.1 | -0.1 |
| Balance budgétaire (hors dons)                    | -7.9 | -5.7 | -9.1                | -8.0  | -7.7 | -7.8 | -7.7 |
| Balance budgétaire (y.c. dons)                    | -3.2 | -2.2 | -4.1                | -3.1  | -3.8 | -4.1 | -4.0 |
| Ajustement base caisse                            | 0.2  | 1.3  | -2.1                | -2.2  | -0.1 | 0.2  | 0.1  |
| Balance budgétaire (base caisse, y.c. dons)       | -3.0 | -1.0 | -6.2                | -5.3  | -3.9 | -3.9 | -3.9 |
| Financement                                       | 3.0  | 1.0  | 6.2                 | 5.3   | 3.9  | 3.9  | 3.9  |
| Financement extérieur                             | 2.9  | 2.1  | 3.9                 | 3.2   | 3.3  | 3.4  | 3.4  |
| Prêts   | 3.5  | 2.6  | 4.4                 | 3.7   | 3.8  | 3.8  | 3.9  |
| Prêts projets                                     | 2.9  | 1.8  | 3.3                 | 2.6   | 3.1  | 3.1  | 3.2  |
| Prêts budgétaires                                 | 0.5  | 0.7  | 1.1                 | 1.1   | 0.7  | 0.7  | 0.7  |
| Amortissement                                     | -0.9 | -0.7 | -0.8                | -0.8  | -0.7 | -0.5 | -0.5 |
| Allègement de la dette                            | 0.3  | 0.3  | 0.3                 | 0.3   | 0.3  | 0.0  | 0.0  |
| Financement intérieur                             | 0.2  | -1.2 | 2.2                 | 2.1   | 0.6  | 0.5  | 0.5  |
| Système bancaire                                  | 0.3  | -0.8 | 2.5                 | -1.8  | 1.4  | 1.0  | 0.9  |
| Position nette du Gouvernement                    | 0.3  | -0.8 | 2.5                 | -1.8  | 1.4  | 1.0  | 0.9  |
| Tirages nets FMI                                  | 0.1  | 0.3  | 0.1                 | 0.1   | 0.0  | 0.0  | 0.0  |
| Avance statutaire                                 | 0.0  | -0.1 | -0.1                | 1.1   | -0.1 | -0.1 | -0.1 |
| Autres postes nets                                | 0.3  | -1.1 | 2.5                 | -3.0  | 1.4  | 1.1  | 1.0  |
| Autres financements monétaires                    | 0.0  | 0.0  | 0.0                 | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 0.0  |
| Recettes de privatisation                         | 0.0  | 1.0  | 0.3                 | 4.2   | 0.1  | 0.0  | 0.0  |
| Autres  | -0.2 | -1.3 | -0.6                | -0.3  | -0.8 | -0.5 | -0.4 |
| Gap de financement                                | 0.0  | 0.0  | 0.0                 | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 0.0  |
| <i>Pour mémoire:</i>                              |      |      |                     |       |      |      |      |
| Balance fiscale de base sous-jacente              | -0.9 | -1.0 | -1.6                | -1.8  | -1.6 | -2.0 | -1.8 |
| Balance fiscale de base sous-jacente <sup>1</sup> | -0.9 | -1.0 | -1.6                | -1.4  | -1.1 | -1.2 | -1.1 |
| Epargne publique intérieure                       | 2.1  | 2.1  | 1.5                 | 1.3   | 2.2  | 2.1  | 2.1  |
| Assistance budgétaire extérieure                  | 1.3  | 1.4  | 2.2                 | 2.2   | 1.8  | 1.7  | 1.7  |

Sources: Ministère des finances; et estimations et projections du FMI.

<sup>1</sup>Total des recettes moins dépenses courantes hors intérêts et prêts nets, hors dons, dépenses d'équipement financées sur ressources extérieurs, et dépenses financées par l'aide PPTE.

Tableau 9. Mali : Situation Monétaire, 2007-12

|   | 2007<br>Dec | 2008<br>Dec | 2009         |                            |              | 2010<br>Dec.<br>Prog. | 2011<br>Dec.<br>Proj. | 2012<br>Dec.<br>Proj. |
|---|-------------|-------------|--------------|----------------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
|   |             |             | Sept<br>Prel | Dec<br>Prog.<br>2nd review | Dec<br>Proj. |                       |                       |                       |
| (En milliards de francs CFA)                                |             |             |              |                            |              |                       |                       |                       |
| Avoirs extérieurs nets                                      | 526.4       | 496.2       | 699.5        | 516.2                      | 718.1        | 698.1                 | 674.7                 | 660.1                 |
| Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)   | 460.5       | 466.8       | 636.6        | 476.8                      | 678.7        | 648.7                 | 620.4                 | 600.7                 |
| Banques commerciales  | 65.9        | 29.4        | 62.9         | 39.4                       | 39.4         | 49.4                  | 54.4                  | 59.4                  |
| Avoirs intérieurs nets                                      | 491.9       | 527.4       | 388.8        | 609.2                      | 461.9        | 605.8                 | 703.7                 | 798.5                 |
| Crédit net au gouvernement                                  | -123.5      | -156.2      | -319.3       | -51.6                      | -234.1       | -171.2                | -120.2                | -74.9                 |
| BCEAO, net  | -0.1        | 5.5         | -206.6       | ...                        | ...          | ...                   | ...                   | ...                   |
| Banques commerciales, net                                   | -122.9      | -161.7      | -112.7       | ...                        | ...          | ...                   | ...                   | ...                   |
| Autres institutions   | -0.5        | 0.0         | 0.0          | ...                        | ...          | ...                   | ...                   | ...                   |
| Crédits à l'économie  | 618.3       | 671.2       | 738.4        | 673.7                      | 728.9        | 809.9                 | 856.8                 | 906.3                 |
| Autres postes, nets   | -2.9        | 12.4        | -30.3        | -12.9                      | -32.9        | -32.9                 | -32.9                 | -32.9                 |
| Masse monétaire   | 1,018.3     | 1,023.6     | 1,088.3      | 1,125.4                    | 1,180.0      | 1,303.9               | 1,378.4               | 1,458.6               |
| Circulation fiduciaire                                      | 323.9       | 317.1       | 291.4        | 348.6                      | 354.0        | 391.2                 | 413.5                 | 437.6                 |
| Depots en banques   | 694.4       | 706.6       | 796.9        | 776.8                      | 826.0        | 912.7                 | 964.9                 | 1,021.0               |
| Monnaie centrale (M0)                                       | 467.5       | 491.1       | 443.5        | 515.2                      | 540.2        | 596.9                 | 631.0                 | 667.7                 |
| Reserves internationales brutes BCEAO                       | 477.4       | 497.3       | 666.8        | 510.0                      | 760.1        | 734.6                 | 707.3                 | 682.6                 |
| en pourcentage de la masse monétaire                        | 46.9        | 48.6        | 61.3         | 45.3                       | 64.4         | 56.3                  | 51.3                  | 46.8                  |
| (En pourcentage de la masse monétaire du debut de periode.) |             |             |              |                            |              |                       |                       |                       |
| Contribution à la croissance de la masse monétaire          |             |             |              |                            |              |                       |                       |                       |
| Masse monétaire   | 9.3         | 0.5         | 6.3          | 9.9                        | 15.3         | 10.5                  | 5.7                   | 5.8                   |
| Avoirs extérieurs nets                                      | 0.3         | -3.0        | 19.9         | 2.0                        | 21.7         | -1.7                  | -1.8                  | -1.1                  |
| BCEAO   | 0.1         | 0.6         | 16.6         | 1.0                        | 20.7         | -2.5                  | -2.2                  | -1.4                  |
| Banques commerciales  | 0.2         | -3.6        | 3.3          | 1.0                        | 1.0          | 0.8                   | 0.4                   | 0.4                   |
| Actifs domestiques  | 9.0         | 3.5         | -13.5        | 8.0                        | -6.4         | 12.2                  | 7.5                   | 6.9                   |
| Crédit au gouvernement                                      | 0.5         | -3.2        | -15.9        | 10.2                       | -7.6         | 5.3                   | 3.9                   | 3.3                   |
| Crédits à l'économie  | 4.6         | 5.2         | 6.6          | 0.2                        | 5.6          | 6.9                   | 3.6                   | 3.6                   |
| Autres postes, nets   | 3.9         | 1.5         | -4.2         | -2.5                       | -4.4         | 0.0                   | 0.0                   | 0.0                   |
| (en pourcentage, sauf indication contraire)                 |             |             |              |                            |              |                       |                       |                       |
| Pour mémoire:   |             |             |              |                            |              |                       |                       |                       |
| Masse monétaire   | 9.3         | 0.5         | 6.3          | 9.9                        | 15.3         | 10.5                  | 5.7                   | 5.8                   |
| Base monétaire  | 4.0         | 5.0         | -9.7         | 4.9                        | 10.0         | 10.5                  | 5.7                   | 5.8                   |
| Crédits à l'économie  | 7.5         | 8.5         | 10.0         | 0.4                        | 8.6          | 11.1                  | 5.8                   | 5.8                   |
| Vitesse de circulation                                      | 3.4         | 3.8         | 3.9          | 3.7                        | 3.6          | 3.5                   | 3.6                   | 3.6                   |
| Multiplicateur monétaire                                    | 2.2         | 2.1         | 2.5          | 2.2                        | 2.2          | 2.2                   | 2.2                   | 2.2                   |
| Circulation fiduciaire / M2 (en %)                          | 31.8        | 31.0        | 26.8         | 31.0                       | 30.0         | 30.0                  | 30.0                  | 30.0                  |

Sources: Les autorités maliennes et les estimations et prévisions des services du FMI.

Tableau 10. Mali: Critères de convergence de l'UEMOA, 2007-12

|   | Critere | 2007 | 2008 | 2009<br>Prog. | 2009<br>Proj. | 2010<br>Proj. | 2011<br>Proj. | 2012<br>Proj. |
|---|---------|------|------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Critères primaires  |         |      |      |               |               |               |               |               |
| Balance budgétaire de base / PIB                          | >=0     | -0.9 | -1.0 | -1.6          | -1.4          | -1.1          | -1.2          | -1.1          |
| Inflation (moyenne annuelle)                              | <=3     | 1.5  | 9.1  | 2.5           | 2.2           | 1.2           | 1.6           | 2.0           |
| Dette nominale / PIB                                      | <=70    | 19.4 | 21.6 | 38.7          | 22.3          | 23.7          | 25.2          | 26.8          |
| Accumulation d'arriérés intérieurs (en milliards de FCFA) | <=0     | 0.0  | 0.0  | 0.0           | -87.6         | 0.0           | 0.0           | 0.0           |
| Accumulation d'arriérés extérieurs (en milliards de FCFA) | <=0     | 0.0  | 0.0  | 0.0           | 0.0           | 0.0           | 0.0           | 0.0           |
| Critères secondaires                                      |         |      |      |               |               |               |               |               |
| Masse salariale / recettes fiscales                       | <=35    | 33.4 | 35.8 | 36.2          | 35.6          | 35.0          | 35.4          | 35.2          |
| Investissement sur fonds propres / recettes budgétaires   | >=20    | 31.7 | 22.6 | 20.5          | 21.0          | 24.9          | 27.2          | 25.4          |
| Deficit du compte courant, hors dons                      | <=5     | -9.5 | -9.5 | -9.7          | -8.2          | -10.2         | -10.6         | -10.5         |
| Recettes fiscales / PIB                                   | >=17    | 14.2 | 13.3 | 14.3          | 14.3          | 14.8          | 14.8          | 15.0          |

Sources autorités Maliennes; et estimations et projections du FMI.

Tableau 11. Mali : calendrier des décaissements au titre de l'accord FCE, 2008–11

| Montant               | Date de disponibilité | Date de décaissement | Conditions de décaissement <sup>1</sup>   |
|-----------------------|-----------------------|----------------------|---|
| 12,99 millions de DTS | 28-May-08             | 18-Jun-08            | Approbation de l'accord FCE triennal par le Conseil d'administration  |
| 5,00 millions de DTS  | 10-Dec-08             | 22-Dec-08            | Observation des critères de réalisation au 30 juin 2008 et achèvement de la première revue de l'accord      |
| 2,00 millions de DTS  | 6-Jul-09              | 13-Jul-09            | Observation des critères de réalisation au 31 décembre 2008 et achèvement de la deuxième revue de l'accord  |
| 2,00 millions de DTS  | 11-Jan-09             | 1-Feb-10             | Observation des critères de réalisation au 30 juin 2009 et achèvement de la troisième revue de l'accord     |
| 2,00 millions de DTS  | 15-May-10             | 1-Jun-10             | Observation des critères de réalisation au 31 décembre 2009 et achèvement de la quatrième revue de l'accord |
| 2,00 millions de DTS  | 15-Nov-10             | 1-Dec-10             | Observation des critères de réalisation au 30 juin 2010 et achèvement de la cinquième revue de l'accord     |
| 2,00 millions de DTS  | 15-May-11             | 1-Jun-11             | Observation des critères de réalisation au 31 décembre 2010 et achèvement de la sixième revue de l'accord   |

Source : Fonds monétaire international.

<sup>1</sup> En plus des conditions généralement applicables à un accord FCE.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL  
ET  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT  
MALI

**Analyse conjointe FMI/AID de la viabilité de la dette des pays à faible revenu**

Préparée par les services de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

Approuvée par Roger Nord et Tom Dorsey (Fonds monétaire international)

et Sudhir Shetty et Carlos Braga (Banque mondiale)

28 décembre 2009

Il ressort de l'analyse de viabilité de la dette (AVD) effectuée en 2009 que le Mali continue de présenter un faible risque de surendettement<sup>1</sup>. Les perspectives restent à peu près conformes à l'AVD précédente, achevée en mai 2008 et utilisant les données à fin 2006, malgré un scénario de référence moins favorable, dû à un déclin plus marqué de l'activité des mines d'or. Selon ces projections de référence, aucun des indicateurs de la dette extérieure ne dépasse, à long terme, les seuils dépendant de la politique économique. Dans les scénarios qui intègrent des chocs, le pays s'approcherait des seuils de référence pour les ratios valeur actuelle de la dette/exportations et valeur actuelle de la dette/PIB. L'AVD budgétaire fait apparaître une dynamique viable d'endettement, même en présence de tensions.

L'analyse souligne la nécessité de politiques macroéconomiques et financières prudentes, car les tests de résistance laissent entrevoir des menaces éventuelles pour la viabilité de la dette extérieure. Les vulnérabilités en matière de dette se sont quelque peu accentuées car l'analyse tient compte de manière plus explicite de la baisse de la production aurifère, principale source de devises du Mali, pendant les cinq à dix prochaines années. Contracter des emprunts à des conditions non concessionnelles risquerait de compromettre la viabilité de la dette publique. Le Mali devrait continuer à financer son déficit budgétaire surtout au moyen de dons extérieurs et de prêts concessionnels, sans recourir à de coûteux emprunts à moyen et long terme, d'origine externe ou interne. La conduite d'une politique budgétaire prudente, l'application de réformes structurelles visant à créer les conditions d'un essor du secteur

---

<sup>1</sup> Une version préliminaire de cette AVD a été examinée avec les autorités maliennes, qui partagent le point de vue des services sur le risque de surendettement.



privé et à réduire la vulnérabilité aux chocs ainsi qu'une meilleure gestion de la dette permettraient au Mali de diminuer davantage le risque de surendettement.

## I. CONTEXTE ET HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES

1. **Grâce à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), le stock de la dette extérieure du Mali a nettement baissé depuis 2002<sup>2</sup>.** Le stock de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État est passé de 90 % du PIB en 2002 à 19 % à la fin de 2008. On estime qu'à cette date l'endettement extérieur public totalisait 1,55 milliards de dollars EU; en valeur actuelle nette (VAN), il représentait l'équivalent de 12 % du PIB, de 42 % des exportations et de 77 % des recettes budgétaires. Ces estimations sont inférieures aux projections pour 2008 de l'AVD précédente, surtout en raison d'une accumulation de dette moins importante que prévu et de révisions en baisse du stock, elles-mêmes attribuables à une comptabilisation plus systématique de l'annulation d'emprunts découlant des allègements.

2. **Le scénario de référence reflète des projections macroéconomiques prudentes et de bons résultats budgétaires (Encadré 1)<sup>3</sup>.** Il envisage, à moyen terme, le maintien de la stabilité macroéconomique et une croissance soutenue, grâce à la poursuite des réformes structurelles et à des emprunts concessionnels. La croissance devrait se maintenir aux alentours de son taux tendanciel récent de 5 %, en dépit d'un recul de 20 % de la production d'or à l'horizon de 2020 (elle sera ensuite relativement stable)<sup>4</sup>. Ce recul se traduit par un ralentissement de la croissance des exportations, par une aggravation du déficit des paiements courants et par une progression du PIB juste un peu moins forte que dans les précédentes AVD. Le déficit budgétaire (dons compris), dont dépend

---

<sup>2</sup> L'allègement de la dette PPTE a été accordé par tous les créanciers multilatéraux, par les créanciers bilatéraux membres du Club de Paris et par trois créanciers non membres du Club de Paris (Arabie saoudite, Koweït et Chine). Des négociations se poursuivent avec quatre pays.

<sup>3</sup> Le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) table sur une croissance économique annuelle de 7 %. Les équipes ont suivi une démarche plus prudente, tenant compte des tendances historiques, de la baisse anticipée de la production d'or, et de la transition économique difficile qui s'en suit et qui exige davantage de réformes structurelles.

<sup>4</sup> En 2009, la production d'or représentait à peu près 7 % du PIB et 75 % des exportations. Les services ont établi un autre scénario de référence, avec une croissance annuelle d'un peu plus de 4½ %, pour illustrer les effets d'une réponse moins dynamique de secteurs comme l'agriculture aux réformes structurelles et aux politiques de développement en cours. Avec ce scénario, la prudence de la gestion macroéconomique permet de bien contenir le risque de surendettement. Dans l'analyse de sensibilité, seul le ratio valeur actuelle de la dette/exportations dépasse légèrement le seuil de 150% au-delà de 2025, en faisant l'hypothèse du choc le plus extrême. Ce scénario de substitution montre qu'il sera nécessaire à l'avenir de surveiller les nouveaux emprunts et d'appliquer des stratégies de croissance efficaces.

l'endettement public net, devrait avoisiner 3½ % du PIB pendant toute la période couverte par l'AVD.

**Encadré 1. Mali: Analyse de viabilité de la dette et hypothèses macroéconomiques, 2009-2029**

- Le PIB réel devrait connaître un taux de croissance de 5 % en moyenne annuelle de 2009 à 2019, conformément à la tendance observée pendant la décennie écoulée, puis de 5½ % de 2019 à 2029. Le taux de croissance du secteur primaire devrait augmenter de 5 à 5½ % par an grâce à la mise en place de politiques favorisant le développement agricole. L'agro-alimentaire, l'énergie et le BTP tireront le secteur secondaire malgré la stabilité de la production d'or. Les transports et le commerce resteront les piliers du secteur tertiaire. Le taux annuel de croissance démographique étant actuellement de plus de 3½ %, le scénario de référence fait l'hypothèse d'une élévation limitée du revenu par habitant (et ne retient donc pas une baisse de l'élément don des crédits).
- L'inflation des prix à la consommation resterait de l'ordre de 2 % par an, respectant le critère de convergence de l'UEMOA.
- Le déficit budgétaire de base (différence entre dépenses et recettes totales, à l'exclusion des projets d'investissement financés sur ressources extérieures et des dépenses PPTE), évolue autour de 1 % du PIB, conformément à l'aide budgétaire prévue. Si l'on inclut les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures, le déficit global est stable à quelque 7 % du PIB. Il est financé dans la même proportion par les dons et les emprunts. Au cours de la période 2009-2012, une relance budgétaire temporaire est couverte par les recettes exceptionnelles tirées de la privatisation de l'entreprise parapublique de télécommunications SOTELMA. Les nouveaux emprunts extérieurs du secteur public devraient être assortis d'un taux d'intérêt nominal d'à peu près 1 % et présenter un élément don de 45 % en moyenne. Aucun autre emprunt intérieur à moyen ou long terme n'est prévu autre que le renouvellement des concours de la banque centrale.
- Le solde des transactions courantes devrait se dégrader de près d'un point de PIB en moyenne pour s'établir à 10 % du PIB de 2009 à 2019, d'abord sous l'effet de la relance budgétaire, puis de la baisse des exportations d'or. Il s'améliore légèrement par la suite, car la stabilité des exportations d'or est plus que compensée par l'essor d'autres exportations : produits alimentaires, coton et minerais. Selon le scénario de référence, l'économie réussit à passer d'une dépendance vis-à-vis des exportations d'or—elles représentaient 17 % du PIB en 2009 et devrait tomber à moins de 5 % en 2029—à une structure plus diversifiée, les exportations d'autres produits s'élevant parallèlement de 6 à 12 % du PIB.

## II. RÉSULTATS DE L'ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE EXTÉRIEURE

3. **De 2009 à 2029, il devrait se produire une hausse graduelle des ratios d'endettement extérieur du Mali, qui resteraient néanmoins bien en deçà des seuils indicatifs applicables** (Graphique 1 et Tableau 1a)<sup>5</sup>. Les ratios de dette du scénario de

<sup>5</sup> Au vu de la moyenne sur trois ans des notations EPIN de la Banque mondiale, la performance du Mali est classée comme «moyenne». En conséquence, les seuils de dette extérieure pertinents sont : i) 150 % pour le

(continued)

référence sont du même ordre de grandeur que ceux de l'AVD précédente, mais supérieurs à ceux du scénario historique, en raison de la dégradation de l'évolution économique prévue comparativement au passé. Bien que le montant initial de la dette en 2008 soit inférieur à ce que prévoyait l'AVD précédente, les indicateurs d'endettement sont similaires à cause de la moindre progression des exportations (elle serait en moyenne de 2 % inférieure pendant les 20 années couvertes par la projection). La VAN de la dette devrait passer de 13 % du PIB en 2009 à 26 % en 2029. Parallèlement à la baisse de la production des mines d'or actuelles, le ratio VAN de la dette/exportations s'élèverait de 42 % en 2008 à 122 % en 2029. Le service de la dette ne devrait pas dépasser 5 % des exportations pendant la période de projection.

4. **Les tests de sensibilité montrent que la capacité du Mali à honorer le service de la dette résiste assez bien aux chocs standards** (Tableau 1b). Dans un autre scénario, qui fait l'hypothèse de taux d'intérêt supérieurs sur les emprunts du secteur public—résultant en fait du recours à des emprunts extérieurs assortis de conditions moins concessionnelles—le ratio VAN de la dette/exportations atteint 145 % en 2029, niveau trop proche du seuil indicatif. Le même ratio atteint 140 % dans un scénario de choc sur les exportations, avec baisse permanente de quelque 2 points du ratio exportations/PIB. Les ratios VAN de la dette/PIB et service de la dette/exportations restent largement inférieurs aux seuils dans les scénarios de substitution intégrant toute la gamme des chocs.

5. **Aucun seuil indicatif n'étant dépassé dans les divers scénarios, le risque de surendettement extérieur reste faible.** En faisant l'hypothèse d'un endettement à des conditions moins favorables, on s'approche d'un seuil indicatif au bout de 20 ans, mais tous les autres indicateurs sont satisfaisants. Toutefois, ce résultat dépend de l'application d'une politique macroéconomique prudente et de réformes structurelles destinées à compenser le recul prévu de la production d'or. Sachant que l'économie malienne reste très vulnérable à des chocs exogènes, il faudra surveiller constamment le risque de surendettement.

### III. RÉSULTATS DE L'ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE PUBLIQUE

6. **Dans le scénario de référence, la dette publique du Mali augmente modérément pendant la période de projection** (Graphique 2 et Tableau 2a). La dette intérieure devrait tomber à un niveau négligeable car il n'y a pas de financement intérieur du budget. Le ratio VAN de la dette/recettes (et dons) devrait s'élever de 76 % en 2008 à 108 % en 2029 (et à 131 % hors dons). Le ratio service de la dette/recettes (hors dons) resterait inférieur à 6 % à partir de 2012, en raison du remboursement d'un emprunt à moyen terme contracté auprès d'un consortium de banques régionales pour résorber des arriérés de paiement intérieurs. La

---

ratio VAN de la dette/exportations; ii) 250 % pour le ratio VAN de la dette/ recettes publiques; iii) 40 % pour le ratio VAN de la dette/PIB; iv) 20 et 30 % respectivement pour les ratios service de la dette/exportations et service de la dette/recettes publiques.

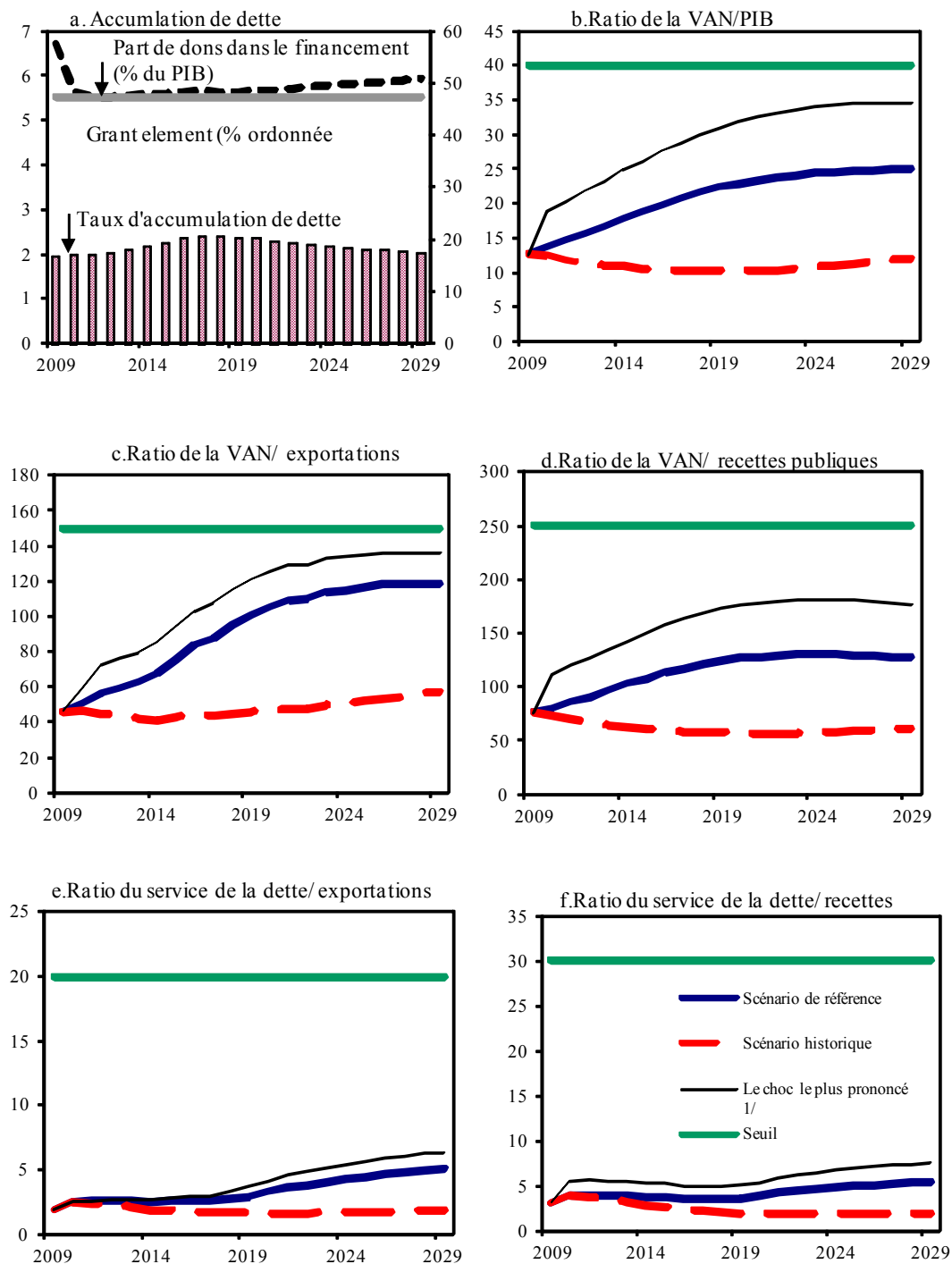
dette publique du Mali est jugée gérable sur le plan budgétaire, tant que les autorités pratiquent une stratégie d'endettement prudente et ne font pas appel à des financements intérieurs à moyen et long terme.

7. **Les analyses de sensibilité montrent que la capacité du Mali à assurer le service de la dette publique pourrait être compromise en cas de chocs** (Tableau 2b). Plus précisément, un freinage de la croissance économique de 1 % en moyenne annuelle, accompagné d'un repli des recettes, porteraient les ratios de service de la dette publique à des niveaux risquant de s'avérer préoccupants. Certes, compte tenu du profil relativement uniforme du service de la dette après le remboursement, intervenant de 2010 à 2012, du prêt régional destiné à régler les arriérés de paiement, les ratios correspondants resteraient confortables dans ce scénario. Mais l'analyse de sensibilité souligne la nécessité de poursuivre une politique macroéconomique prudente pour obtenir un taux de croissance élevé et des déficits publics modestes.

#### IV. CONCLUSION

8. **Les indicateurs d'endettement du Mali sont comparables à ceux ressortant de l'AVD de 2008 et le risque de surendettement demeure faible.** Que ce soit dans le scénario de référence ou dans les analyses de sensibilité standard, aucun des seuils d'endettement indicatifs n'est dépassé pendant la période de projection de 20 ans. Néanmoins, pour s'assurer que la dette reste viable, il faudra que le Mali s'efforce, dans les années à venir, d'élargir l'éventail de ses exportations, de poursuivre l'assainissement budgétaire et d'améliorer la compétitivité, tout en suivant une prudente stratégie d'endettement.

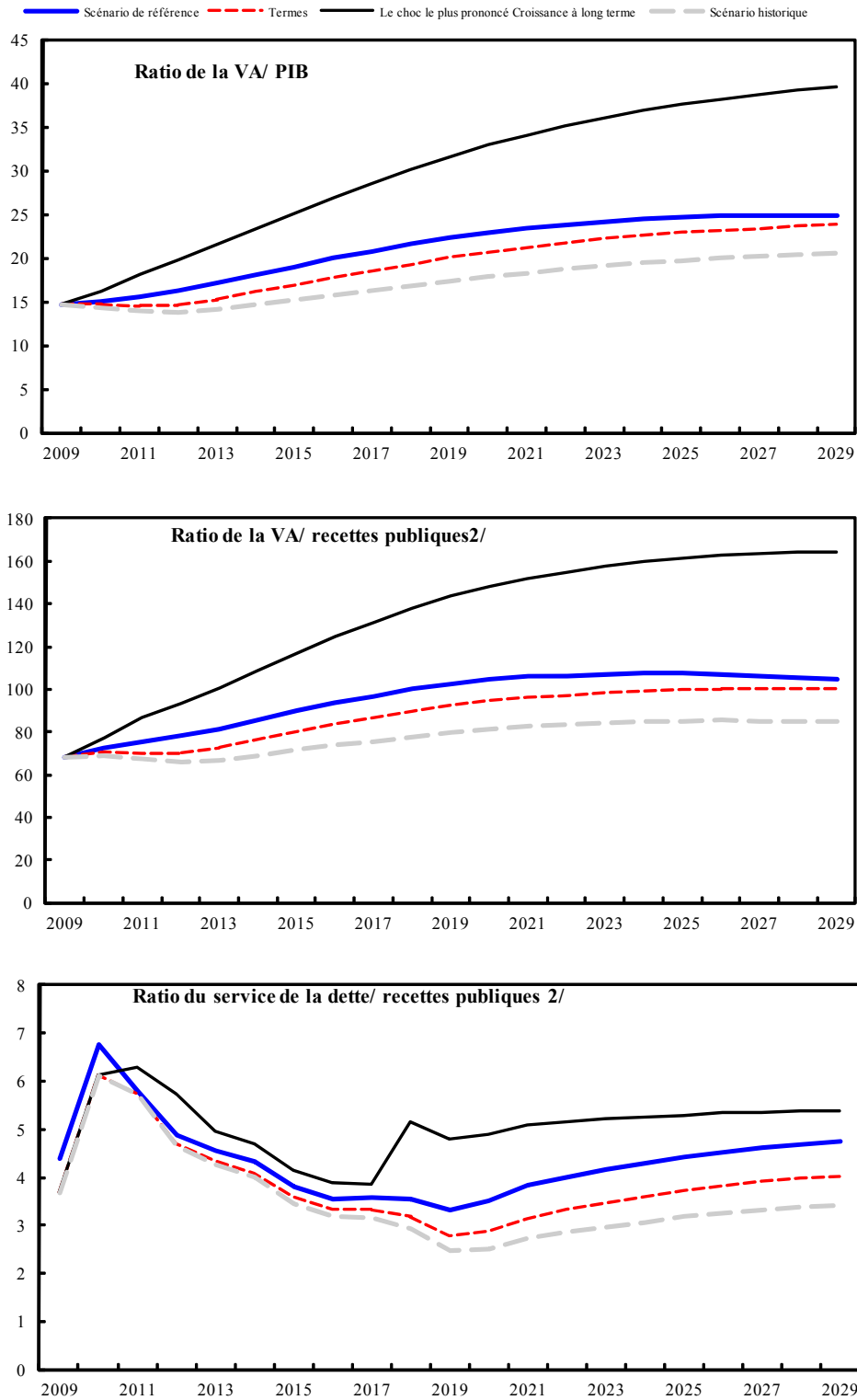
Graphique 1. Mali: Indicateurs d' Endettement Extérieur Générés par les Scénarios Alternatifs, 2009-2029 1/



Sources: Projections et simulations des fonctionnaires du FMI.

1/ Le test de résilience le plus extrême est celui qui génère le ratio d'endettement le plus élevé en 2019. 1 / Le test dans le graphique a. reflète celui du choc Une dépréciation survenant une fois; dans le graphique b., celui du choc Exportations; dans le graphique c., celui du choc Une dépréciation survenant une fois; dans le graphique d., celui du choc Termes et dans le graphique e., celui du choc Une dépréciation survenant une fois

Graphique 2.Mali: Indicateurs d'Endettement Public Générés par les Scénarios Alternatifs, 2009-2029 1



Sources: Les données des autorités des pays; et projections et estimations des fonctionnaires du FMI.

1/ Le test de résilience le plus extrême est celui qui génère le ratio d'endettement le plus élevé en 2019.

2/ Les recettes budgétaires incluent les dons.

Table 1a. Cadre d'Analyse de la Viabilité de la Dette du Secteur Public, Scénario de Base, 2006-2029 1/  
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

|   | Chiffres réels |             |             | Moyenne<br>Average 7/<br>0 | Ecart-type<br>0 | Projections |             |             |             |             |              | 2009-2014 |      |      | 2015-2029    |              |
|---|----------------|-------------|-------------|----------------------------|-----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|-----------|------|------|--------------|--------------|
|   | 2006           | 2007        | 2008        |                            |                 | 2009        | 2010        | 2011        | 2012        | 2013        | 2014         | Moyenne   | 2019 | 2029 | Moyenne      |              |
| <b>Dette extérieure (nominale) 1/</b>   | <b>18.9</b>    | <b>19.4</b> | <b>19.1</b> |                            |                 | <b>20.2</b> | <b>22.2</b> | <b>24.2</b> | <b>26.1</b> | <b>28.0</b> | <b>30.0</b>  |           |      |      | <b>36.8</b>  | <b>39.8</b>  |
| dont : dette publique et publiquement garantie (PPG)                                  | 18.9           | 19.4        | 19.1        |                            |                 | 20.2        | 22.2        | 24.2        | 26.1        | 28.0        | 30.0         |           |      |      | 36.8         | 39.8         |
| Variation de la dette extérieure  | -31.9          | 0.5         | -0.3        |                            |                 | 1.1         | 2.0         | 2.0         | 1.9         | 1.9         | 1.9          |           |      |      | 1.0          | 0.0          |
| Flux créateurs de dette identifiés  | -6.3           | -1.3        | -2.6        |                            |                 | -0.7        | 3.1         | 3.4         | 3.3         | 2.7         | 2.7          |           |      |      | 2.4          | 0.8          |
| <b>Déficit du compte courant hors intérêts</b>  | <b>-0.4</b>    | <b>3.4</b>  | <b>2.7</b>  | <b>3.4</b>                 | <b>2.8</b>      | <b>4.8</b>  | <b>5.1</b>  | <b>5.7</b>  | <b>5.6</b>  | <b>5.1</b>  | <b>5.2</b>   |           |      |      | <b>4.9</b>   | <b>3.7</b>   |
| Déficit de la balance des biens et services   | 5.1            | 9.0         | 10.9        |                            |                 | 7.7         | 9.8         | 10.1        | 9.8         | 9.4         | 9.3          |           |      |      | 10.9         | 11.3         |
| Exportations  | 30.0           | 26.6        | 28.4        |                            |                 | 27.5        | 26.8        | 26.3        | 26.5        | 26.7        | 26.5         |           |      |      | 22.3         | 21.0         |
| Importations  | 35.1           | 35.6        | 39.3        |                            |                 | 35.2        | 36.6        | 36.3        | 36.3        | 36.2        | 35.8         |           |      |      | 33.2         | 32.3         |
| Transferts courants nets (négatifs = entrée)  | -5.3           | -5.5        | -5.9        | -4.7                       | 0.7             | -5.2        | -5.3        | -5.1        | -4.8        | -4.9        | -4.5         |           |      |      | -4.7         | -5.1         |
| dont : transferts officiels   | -2.7           | -1.8        | -1.7        |                            |                 | -2.1        | -2.2        | -2.0        | -2.0        | -2.0        | -2.0         |           |      |      | -2.0         | -2.2         |
| Autres flux du compte courant (négatifs = entrée nette)                               | -0.2           | -0.1        | -2.3        |                            |                 | 2.4         | 0.7         | 0.8         | 0.6         | 0.6         | 0.4          |           |      |      | -1.3         | -2.5         |
| <b>Investissements directs étrangers, net (négatifs = entrée de capital)</b>          | <b>-1.2</b>    | <b>-2.3</b> | <b>-2.1</b> | <b>-2.2</b>                | <b>1.0</b>      | <b>-4.9</b> | <b>-1.3</b> | <b>-1.4</b> | <b>-1.4</b> | <b>-1.4</b> | <b>-1.3</b>  |           |      |      | <b>-1.1</b>  | <b>-0.9</b>  |
| <b>Dynamiques endogènes de la dette 2/</b>  | <b>-4.7</b>    | <b>-2.3</b> | <b>-3.2</b> |                            |                 | <b>-0.7</b> | <b>-0.7</b> | <b>-0.9</b> | <b>-1.0</b> | <b>-1.1</b> | <b>-1.1</b>  |           |      |      | <b>-1.5</b>  | <b>-1.9</b>  |
| Contribution du taux d'intérêt nominal  | 0.5            | 0.4         | 0.3         |                            |                 | 0.2         | 0.2         | 0.2         | 0.2         | 0.2         | 0.2          |           |      |      | 0.3          | 0.3          |
| Contribution de la croissance du PIB réel   | -2.4           | -0.7        | -0.8        |                            |                 | -0.8        | -0.9        | -1.1        | -1.2        | -1.3        | -1.3         |           |      |      | -1.7         | -2.2         |
| Contribution des variations de prix et des taux de change                             | -2.8           | -2.0        | -2.8        |                            |                 | 0.5         | -1.0        | -0.3        | -0.3        | -0.3        | -0.3         |           |      |      | -0.7         | -0.8         |
| <b>Résiduel (3-4) 3/</b>  | <b>-25.5</b>   | <b>1.8</b>  | <b>2.3</b>  |                            |                 | <b>1.8</b>  | <b>-1.1</b> | <b>-1.4</b> | <b>-1.3</b> | <b>-0.8</b> | <b>-0.8</b>  |           |      |      | <b>-1.4</b>  | <b>-0.9</b>  |
| dont: financement exceptionnel  | -34.6          | -0.3        | -0.3        |                            |                 | -0.3        | -0.3        | 0.0         | 0.0         | 0.0         | 0.0          |           |      |      | 0.0          | 0.0          |
| VA de la dette extérieure 4/  | ...            | ...         | 12.1        |                            |                 | 12.7        | 13.7        | 14.9        | 16.0        | 17.1        | 18.3         |           |      |      | 23.0         | 25.7         |
| En pourcentage des exportations   | ...            | ...         | 42.7        |                            |                 | 46.1        | 51.4        | 56.6        | 60.2        | 63.8        | 68.8         |           |      |      | 103.2        | 122.4        |
| <b>VA de la dette extérieure PPG</b>  | <b>...</b>     | <b>...</b>  | <b>12.1</b> |                            |                 | <b>12.7</b> | <b>13.7</b> | <b>14.9</b> | <b>16.0</b> | <b>17.1</b> | <b>18.3</b>  |           |      |      | <b>23.0</b>  | <b>25.7</b>  |
| <b>En pourcentage des exportations</b>  | <b>...</b>     | <b>...</b>  | <b>42.7</b> |                            |                 | <b>46.1</b> | <b>51.4</b> | <b>56.6</b> | <b>60.2</b> | <b>63.8</b> | <b>68.8</b>  |           |      |      | <b>103.2</b> | <b>122.4</b> |
| <b>En pourcentage des recettes budgétaires</b>  | <b>...</b>     | <b>...</b>  | <b>77.9</b> |                            |                 | <b>76.3</b> | <b>81.2</b> | <b>87.4</b> | <b>92.8</b> | <b>98.5</b> | <b>104.8</b> |           |      |      | <b>128.6</b> | <b>130.8</b> |
| <b>Ratio du service de la dette/ exportations (en pourcentage) 5/</b>                 | <b>5.4</b>     | <b>6.7</b>  | <b>3.7</b>  |                            |                 | <b>1.8</b>  | <b>2.5</b>  | <b>2.6</b>  | <b>2.6</b>  | <b>2.6</b>  | <b>2.5</b>   |           |      |      | <b>2.9</b>   | <b>5.0</b>   |
| <b>Ratio du service de la dette PPG/ exportations (en pourcentage)</b>                | <b>5.4</b>     | <b>6.7</b>  | <b>3.7</b>  |                            |                 | <b>1.8</b>  | <b>2.5</b>  | <b>2.6</b>  | <b>2.6</b>  | <b>2.6</b>  | <b>2.5</b>   |           |      |      | <b>2.9</b>   | <b>5.0</b>   |
| <b>Ratio du service de la dette PPG/ recettes budgétaires (en pourcentage)</b>        | <b>9.3</b>     | <b>10.6</b> | <b>6.7</b>  |                            |                 | <b>3.0</b>  | <b>4.0</b>  | <b>4.0</b>  | <b>4.0</b>  | <b>3.9</b>  | <b>3.8</b>   |           |      |      | <b>3.6</b>   | <b>5.4</b>   |
| Besoins de financement brut (en Milliards de dollars EU)                              | 0.0            | 0.2         | ...         |                            |                 | 0.0         | 0.4         | 0.5         | 0.6         | 0.5         | 0.6          |           |      |      | 0.8          | 1.4          |
| Déficit du compte courant hors intérêt stabilisant la dette en point de PIB           | 31.5           | 2.9         | 3.0         |                            |                 | 3.7         | 3.1         | 3.7         | 3.7         | 3.2         | 3.3          |           |      |      | 3.9          | 3.7          |
| <b>Hypothèses clés macroéconomiques</b>   |                |             |             |                            |                 |             |             |             |             |             |              |           |      |      |              |              |
| Taux de croissance du PIB réel (en pourcent)  | 5.3            | 4.3         | 5.0         | 4.9                        | 3.8             | 4.3         | 4.8         | 5.3         | 5.2         | 5.2         | 5.0          | 5.0       | 5.2  | 5.9  | 5.5          |              |
| Variation du déflateur du PIB exprimée en dollar EU (en pourcent)                     | 5.9            | 12.0        | 16.7        | 6.8                        | 9.6             | -2.7        | 5.2         | 1.4         | 1.2         | 1.1         | 0.9          | 1.2       | 2.0  | 2.0  | 2.0          |              |
| Taux d'intérêt effectif (en pourcent) 6/  | 1.1            | 2.2         | 2.1         | 1.4                        | 0.6             | 0.8         | 1.0         | 1.0         | 0.9         | 0.9         | 0.9          | 0.9       | 0.8  | 0.8  | 0.8          |              |
| Croissance des exportations de biens et services exprimées en dollar EU (en pourcent) | 36.4           | 3.5         | 30.9        | 15.2                       | 15.0            | -1.6        | 7.1         | 4.7         | 7.6         | 7.3         | 5.1          | 5.0       | 4.7  | 8.2  | 6.0          |              |
| Croissance des importations de biens et services exprimées en dollar EU (en pourcent) | 17.2           | 18.3        | 35.4        | 15.1                       | 14.7            | -9.0        | 14.4        | 6.0         | 6.6         | 5.9         | 4.9          | 4.8       | 5.9  | 8.2  | 6.9          |              |
| Éléments des nouveaux emprunts du secteur public (en pourcent)                        | ...            | ...         | ...         | ...                        | ...             | 44.9        | 44.9        | 44.9        | 44.9        | 44.9        | 44.9         | 44.9      | 44.9 | 44.9 | 44.9         |              |
| Recettes publiques (à l'exclusion des dons, en pourcentage du PIB)                    | 17.3           | 16.7        | 15.5        |                            |                 | 16.6        | 16.9        | 17.0        | 17.2        | 17.3        | 17.4         |           |      |      | 17.9         | 19.6         |
| Apports d'aide (en Milliards de dollars EU) 8/  | 0.6            | 0.6         | 0.5         |                            |                 | 0.8         | 0.7         | 0.8         | 0.8         | 0.9         | 1.0          |           |      |      | 1.3          | 3.0          |
| dont : les dons   | 0.3            | 0.3         | 0.3         |                            |                 | 0.4         | 0.4         | 0.4         | 0.4         | 0.4         | 0.5          |           |      |      | 0.7          | 1.6          |
| dont : les prêts concessionnels   | 0.3            | 0.2         | 0.2         |                            |                 | 0.3         | 0.4         | 0.4         | 0.4         | 0.5         | 0.5          |           |      |      | 0.7          | 1.4          |
| Financement équivalent en don (en pourcentage du PIB) 9/                              | ...            | ...         | ...         |                            |                 | 6.6         | 5.5         | 5.4         | 5.4         | 5.5         | 5.5          |           |      |      | 5.5          | 5.8          |
| Financement équivalent en don (en pourcentage du financement extérieur) 9/            | ...            | ...         | ...         |                            |                 | 76.3        | 72.6        | 71.8        | 71.8        | 71.8        | 71.7         |           |      |      | 72.5         | 74.1         |
| <i>Pour mémoire :</i>   |                |             |             |                            |                 |             |             |             |             |             |              |           |      |      |              |              |
| PIB nominal (en Milliards de dollars EU)  | 6.1            | 7.2         | 8.8         |                            |                 | 8.9         | 9.8         | 10.5        | 11.1        | 11.9        | 12.6         |           |      |      | 17.7         | 37.7         |
| Croissance du PIB nominal en dollars EU   | 11.5           | 16.8        | 22.5        |                            |                 | 1.5         | 10.2        | 6.7         | 6.5         | 6.4         | 6.0          | 6.2       | 7.3  | 8.1  | 7.6          |              |
| VA de la dette extérieure PPG (en Milliards de dollars EU)                            | ...            | ...         | 1.0         |                            |                 | 1.2         | 1.3         | 1.5         | 1.8         | 2.0         | 2.3          |           |      |      | 4.0          | 9.6          |
| (VA1-VA1-1)/PIB1-1 (en pourcent)  | ...            | ...         | ...         |                            |                 | 2.0         | 2.1         | 2.1         | 2.1         | 2.2         | 2.3          | 2.1       | 2.4  | 2.1  | 2.3          |              |

Source: Simulations des fonctionnaires du FMI.

1/ Comprend la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Dérivé de  $[r - g - r(1+g)] / (1+g+r+gr)$  multiplié par les ratios de dette antérieurs, où  $r$  = taux d'intérêt nominal;  $g$  = taux de croissance du PIB réel, et  $r$  = taux de croissance du déflateur du PIB (exprimé en dollars EU).

3/ Inclut les financements exceptionnels (tels que les variations d'arriérés et d'allègement de la dette); variation des avoirs extérieurs bruts; et ajustements de valeur. Pour les projections, la contribution des variations de prix et des taux de change est égale à sa valeur nominale.

4/ La VA de la dette du secteur privée est supposée être égale à sa valeur nominale.

5/ Debt service after 2008 fully reflects HIPC and MDRI debt relief.

6/ Paiement d'intérêts de l'année courante divisés par l'encours de la dette de la période précédente.

7/ Moyennes historiques et écarts-types sont le plus souvent déterminés sur une période de 10 ans en fonction de la disponibilité des données.

8/ Définis comme dons, prêts concessionnels et allègement de dette

9/ Le financement équivalent en don inclut les dons accordés directement aux gouvernements et au travers des nouveaux emprunts (c'est à dire la différence entre la valeur nominale et la VA).

Table 1b. Mali: Analyse de Sensibilité pour les indicateurs fondamentaux de la dette extérieure publique et publiquement garantie, 2009-2029  
(En pourcentage)

|   | Projections |      |      |      |      |            |      |
|---|-------------|------|------|------|------|------------|------|
|   | 2009        | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2019       | 2029 |
| <b>Ratio de la VAN/PIB</b>  |             |      |      |      |      |            |      |
| <b>Scénario de Référence</b>  | 13          | 14   | 15   | 16   | 17   | <b>23</b>  | 26   |
| <b>A. Scénarios alternatifs</b>   |             |      |      |      |      |            |      |
| A1. Croissance des variables clé revenant à leur moyenne historique de 2008 à 2028 1/                           | 13          | 13   | 12   | 12   | 11   | <b>11</b>  | 12   |
| A2. Obtention de financement du secteur public à des conditions moins favorables de 2008 à 2028 2/              | 13          | 14   | 16   | 17   | 18   | <b>26</b>  | 30   |
| <b>B. Tests de Résilience</b>   |             |      |      |      |      |            |      |
| B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010                    | 13          | 14   | 16   | 17   | 18   | <b>25</b>  | 28   |
| B2. Croissance des exportations revenant à leur moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010 3/          | 13          | 15   | 17   | 18   | 19   | <b>25</b>  | 26   |
| B3. Déflateur du PIB (estimé en dollar EU) reflétant sa moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010     | 13          | 15   | 17   | 18   | 19   | <b>26</b>  | 29   |
| B4. Flux nets non-créditeur de dette en ligne avec leurs moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010 4/ | 13          | 15   | 16   | 17   | 18   | <b>24</b>  | 26   |
| B5. Combinaison des scénarios B1 à B4 utilisant un demi écart-type sur les chocs                                | 13          | 15   | 16   | 17   | 18   | <b>25</b>  | 27   |
| B6. Dévaluation de 30 pourcent du taux de change en 2009 5/   | 13          | 19   | 20   | 22   | 24   | <b>32</b>  | 36   |
| <b>Ratio de la VAN/ exportations</b>  |             |      |      |      |      |            |      |
| <b>Scénario de Référence</b>  | 46          | 51   | 57   | 60   | 64   | <b>103</b> | 122  |
| <b>A. Scénarios alternatifs</b>   |             |      |      |      |      |            |      |
| A1. Croissance des variables clé revenant à leur moyenne historique de 2008 à 2028 1/                           | 46          | 47   | 46   | 44   | 43   | <b>48</b>  | 59   |
| A2. Obtention de financement du secteur public à des conditions moins favorables de 2008 à 2028 2/              | 46          | 53   | 59   | 64   | 69   | <b>117</b> | 145  |
| <b>B. Tests de Résilience</b>   |             |      |      |      |      |            |      |
| B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010                    | 46          | 51   | 56   | 60   | 64   | <b>103</b> | 122  |
| B2. Croissance des exportations revenant à leur moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010 3/          | 46          | 59   | 74   | 77   | 81   | <b>124</b> | 140  |
| B3. Déflateur du PIB (estimé en dollar EU) reflétant sa moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010     | 46          | 51   | 56   | 60   | 64   | <b>103</b> | 122  |
| B4. Flux nets non-créditeur de dette en ligne avec leurs moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010 4/ | 46          | 54   | 62   | 66   | 69   | <b>108</b> | 124  |
| B5. Combinaison des scénarios B1 à B4 utilisant un demi écart-type sur les chocs                                | 46          | 53   | 56   | 59   | 63   | <b>100</b> | 118  |
| B6. Dévaluation de 30 pourcent du taux de change en 2009 5/   | 46          | 51   | 56   | 60   | 64   | <b>103</b> | 122  |
| <b>Ratio de la VAN/ recettes publiques</b>  |             |      |      |      |      |            |      |
| <b>Scénario de Référence</b>  | 76          | 81   | 87   | 93   | 99   | <b>129</b> | 131  |
| <b>A. Scénarios alternatifs</b>   |             |      |      |      |      |            |      |
| A1. Croissance des variables clé revenant à leur moyenne historique de 2008 à 2028 1/                           | 76          | 75   | 71   | 67   | 66   | <b>59</b>  | 63   |
| A2. Obtention de financement du secteur public à des conditions moins favorables de 2008 à 2028 2/              | 76          | 83   | 92   | 99   | 107  | <b>146</b> | 155  |
| <b>B. Tests de Résilience</b>   |             |      |      |      |      |            |      |
| B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010                    | 76          | 84   | 94   | 100  | 106  | <b>138</b> | 140  |
| B2. Croissance des exportations revenant à leur moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010 3/          | 76          | 87   | 102  | 107  | 112  | <b>139</b> | 133  |
| B3. Déflateur du PIB (estimé en dollar EU) reflétant sa moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010     | 76          | 88   | 98   | 104  | 111  | <b>144</b> | 147  |
| B4. Flux nets non-créditeur de dette en ligne avec leurs moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010 4/ | 76          | 86   | 96   | 101  | 107  | <b>134</b> | 132  |
| B5. Combinaison des scénarios B1 à B4 utilisant un demi écart-type sur les chocs                                | 76          | 88   | 95   | 101  | 107  | <b>138</b> | 139  |
| B6. Dévaluation de 30 pourcent du taux de change en 2009 5/   | 76          | 113  | 122  | 129  | 137  | <b>179</b> | 182  |



Table 1b. Mali: Analyse de Sensibilité pour les indicateurs fondamentaux de la dette extérieure publique et publiquement garantie, 2009-2029 (suite)  
(En pourcentage)

|  | Projections |      |      |      |      |             |      |
|--|-------------|------|------|------|------|-------------|------|
|  | 2009        | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2019        | 2029 |
| <b>Ratio du service de la dette/ exportations</b>  |             |      |      |      |      |             |      |
| <b>Scénario de Référence</b>   | 1.84        | 2.53 | 2.59 | 2.59 | 2.56 | <b>2.89</b> | 5.02 |
| <b>A. Scénarios alternatifs</b>  |             |      |      |      |      |             |      |
| A1. Croissance des variables clé revenant à leur moyenne historique de 2008 à 2028 1/                            | 2           | 2    | 2    | 2    | 2    | <b>2</b>    | 2    |
| A2. Obtention de financement du secteur public à des conditions moins favorables de 2008 à 2028 2/               | 2           | 3    | 3    | 3    | 3    | <b>4</b>    | 6    |
| <b>B. Tests de Résilience</b>  |             |      |      |      |      |             |      |
| B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010                     | 2           | 3    | 3    | 3    | 3    | <b>3</b>    | 5    |
| B2. Croissance des exportations revenant à leur moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010 3/           | 2           | 3    | 3    | 3    | 3    | <b>4</b>    | 6    |
| B3. Déflateur du PIB (estimé en dollar EU) reflétant sa moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010      | 2           | 3    | 3    | 3    | 3    | <b>3</b>    | 5    |
| B4. Flux nets non-créditeur de dette en ligne avec leurs moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010 4/  | 2           | 3    | 3    | 3    | 3    | <b>3</b>    | 5    |
| B5. Combinaison des scénarios B1 à B4 utilisant un demi écart-type sur les chocs                                 | 2           | 3    | 3    | 3    | 2    | <b>3</b>    | 5    |
| B6. Dévaluation de 30 pourcent du taux de change en 2009 5/  | 2           | 3    | 3    | 3    | 3    | <b>3</b>    | 5    |
| <b>Ratio du service de la dette/ recettes publiques</b>  |             |      |      |      |      |             |      |
| <b>Scénario de Référence</b>   | 3           | 4    | 4    | 4    | 4    | <b>4</b>    | 5    |
| <b>A. Scénarios alternatifs</b>  |             |      |      |      |      |             |      |
| A1. Croissance des variables clé revenant à leur moyenne historique de 2008 à 2028 1/                            | 3           | 4    | 4    | 3    | 3    | <b>2</b>    | 2    |
| A2. Obtention de financement du secteur public à des conditions moins favorables de 2008 à 2028 2/               | 3           | 4    | 4    | 4    | 4    | <b>5</b>    | 7    |
| <b>B. Tests de Résilience</b>  |             |      |      |      |      |             |      |
| B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010                     | 3           | 4    | 4    | 4    | 4    | <b>4</b>    | 6    |
| B2. Croissance des exportations revenant à leur moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010 3/           | 3           | 4    | 4    | 4    | 4    | <b>4</b>    | 6    |
| B3. Déflateur du PIB (estimé en dollar EU) reflétant sa moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010      | 3           | 4    | 5    | 5    | 4    | <b>4</b>    | 6    |
| B4. Flux nets non-créditeur de dette en ligne avec leurs moyenne historique moins un écart-type en 2009-2010 4/  | 3           | 4    | 4    | 4    | 4    | <b>4</b>    | 6    |
| B5. Combinaison des scénarios B1 à B4 utilisant un demi écart-type sur les chocs                                 | 3           | 4    | 4    | 4    | 4    | <b>4</b>    | 6    |
| B6. Dévaluation de 30 pourcent du taux de change en 2009 5/  | 3           | 6    | 6    | 6    | 6    | <b>5</b>    | 8    |
| <i>Pour mémoire :</i>  |             |      |      |      |      |             |      |
| Elément don projeté du financement résiduel (financement supplémentaire par rapport au scénario de référence) 6/ | 42          | 42   | 42   | 42   | 42   | <b>42</b>   | 42   |

Sources: Projections et simulations des fonctionnaires du FMI.

1/ Les variables sont la croissance du PIB réel, du déflateur du PIB exprimé en dollar américain, le compte-courant hors intérêt (en pourcentage du PIB) et les flux non-créditeur

2/ On suppose le taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts est supérieur de 2 points à celui du scénario de référence; le délai de grâce et la maturité restant identiques.

3/ On suppose que les exportations demeurent définitivement à leur niveau le plus bas, mais le compte courant revient à son niveau initial après le choc

(ce qui implique un ajustement automatique compensatoire sur les importations).

4/ Inclut les transferts officiels et privés, et les investissements directs étrangers.

5/ La dépréciation est définie comme la diminution en pourcentage de la valeur de la monnaie locale par rapport au dollar américain, et cette diminution ne peut excéder 100 po

6/ S'applique aux scénarios de sensibilité, sauf pour le scénario A2 (financement sous termes moins favorable) dans lequel les termes des nouveaux financements sont ceux r

Table 2a. Mali: Analyse de Sensibilité des Principaux Indicateurs de la Dette Publique 2006-2029  
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

|   | Chiffres réels |      |      | Moyenne historique 5/ | Ecart type 5/ | Estimation |      |      |      |       |       | Projections     |       |       |                 |
|---|----------------|------|------|-----------------------|---------------|------------|------|------|------|-------|-------|-----------------|-------|-------|-----------------|
|   | 2006           | 2007 | 2008 |                       |               | 2009       | 2010 | 2011 | 2012 | 2013  | 2014  | 2009-14 Moyenne | 2019  | 2029  | 2015-29 Moyenne |
| <b>Dette du secteur public 1/</b>   | 18.9           | 19.4 | 21.6 |                       |               | 22.3       | 23.7 | 25.2 | 26.8 | 28.5  | 30.2  |                 | 36.8  | 39.8  |                 |
| dont la part libellée en devises  | 18.9           | 19.4 | 19.1 |                       |               | 20.2       | 22.2 | 24.2 | 26.1 | 28.0  | 30.0  |                 | 36.8  | 39.8  |                 |
| Variation de la dette du secteur public   | -31.9          | 0.5  | 2.3  |                       |               | 0.7        | 1.4  | 1.5  | 1.6  | 1.7   | 1.7   |                 | 1.0   | 0.0   |                 |
| Flux créateurs de dette identifiés  | -41.6          | -0.2 | -0.2 |                       |               | -4.0       | 1.9  | 2.6  | 2.5  | 1.8   | 1.6   |                 | 0.7   | -0.1  |                 |
| Déficit primaire  | 2.1            | 2.8  | 1.9  | 2.2                   | 0.7           | 2.7        | 3.4  | 3.8  | 3.7  | 3.1   | 2.9   | 3.2             | 2.9   | 2.6   | 2.8             |
| Recettes et dons  | 22.3           | 21.3 | 19.0 |                       |               | 21.6       | 20.8 | 20.7 | 20.9 | 21.0  | 21.1  |                 | 21.7  | 23.8  | 22.3            |
| dont : dons   | 5.0            | 4.6  | 3.4  |                       |               | 4.9        | 3.8  | 3.7  | 3.7  | 3.7   | 3.7   |                 | 3.8   | 4.2   | 3.9             |
| Dépenses primaires (hors intérêt)   | 24.4           | 24.1 | 20.8 |                       |               | 24.3       | 24.2 | 24.5 | 24.6 | 24.1  | 24.0  |                 | 24.6  | 26.4  | 25.2            |
| Dynamiques endogènes de la dette  | -9.1           | -2.5 | -0.8 |                       |               | -2.1       | -1.2 | -1.2 | -1.2 | -1.3  | -1.3  |                 | -2.2  | -2.7  |                 |
| Contribution des différentiels entre taux d'intérêt et croissance                                 | -3.5           | -0.9 | -0.9 |                       |               | -1.1       | -1.1 | -1.2 | -1.4 | -1.5  | -1.6  |                 | -2.1  | -2.7  |                 |
| dont: contribution du taux d'intérêt réel moyen   | -1.0           | -0.1 | 0.0  |                       |               | -0.2       | 0.0  | 0.0  | -0.1 | -0.2  | -0.2  |                 | -0.4  | -0.4  |                 |
| dont: contribution du taux de croissance réel du PIB  | -2.5           | -0.8 | -0.9 |                       |               | -0.9       | -1.0 | -1.2 | -1.2 | -1.3  | -1.4  |                 | -1.8  | -2.2  |                 |
| Contribution de la dépréciation du taux de change réel  | -5.6           | -1.6 | 0.1  |                       |               | -1.1       | -0.1 | 0.0  | 0.1  | 0.2   | 0.3   |                 | ...   | ...   |                 |
| Autres flux créateurs de dette identifiés   | -34.6          | -0.4 | -1.3 |                       |               | -4.5       | -0.3 | 0.0  | 0.0  | 0.0   | 0.0   |                 | 0.0   | 0.0   |                 |
| Recettes de privatisation (négatives)   | 0.0            | 0.0  | -1.0 |                       |               | -4.2       | -0.1 | 0.0  | 0.0  | 0.0   | 0.0   |                 | 0.0   | 0.0   |                 |
| Reconnaissance de passifs éventuels ou implicites   | 0.0            | 0.0  | 0.0  |                       |               | 0.0        | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0   | 0.0   |                 | 0.0   | 0.0   |                 |
| Allègement de dette (PTE et autres allègement)  | -34.6          | -0.4 | -0.3 |                       |               | -0.3       | -0.3 | 0.0  | 0.0  | 0.0   | 0.0   |                 | 0.0   | 0.0   |                 |
| Autres (spécifier, ex recapitalisation bancaire)  | 0.0            | 0.0  | 0.0  |                       |               | 0.0        | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0   | 0.0   |                 | 0.0   | 0.0   |                 |
| Résiduel, incluant des variations d'actif   | 9.8            | 0.7  | 2.5  |                       |               | 4.7        | -0.5 | -1.1 | -0.8 | -0.1  | 0.2   |                 | 0.2   | 0.1   | 0.2             |
| <b>Autres Indicateurs de Soutenabilité</b>  |                |      |      |                       |               |            |      |      |      |       |       |                 |       |       |                 |
| <b>VAN de la dette du secteur public</b>  | 0.0            | 0.0  | 14.7 |                       |               | 14.7       | 15.2 | 15.8 | 16.6 | 17.5  | 18.5  |                 | 23.0  | 25.7  |                 |
| dont : la part libellée en devises  | 0.0            | 0.0  | 12.1 |                       |               | 12.7       | 13.7 | 14.9 | 16.0 | 17.1  | 18.3  |                 | 23.0  | 25.7  |                 |
| dont : la dette extérieure  | ...            | ...  | 12.1 |                       |               | 12.7       | 13.7 | 14.9 | 16.0 | 17.1  | 18.3  |                 | 23.0  | 25.7  |                 |
| VAN des passifs éventuels (exclus de la dette du secteur public)                                  | ...            | ...  | ...  |                       |               | ...        | ...  | ...  | ...  | ...   | ...   |                 | ...   | ...   |                 |
| Besoin de financement brut 2/   | 3.7            | 4.6  | 2.9  |                       |               | 3.6        | 4.8  | 5.0  | 4.7  | 4.0   | 3.8   |                 | 3.6   | 3.7   |                 |
| Ratio de la VAN de la dette publique/ recettes budgétaires, incluant les dons (en pourcentage)    | 0.0            | 0.0  | 77.2 |                       |               | 68.6       | 73.4 | 76.6 | 79.7 | 83.4  | 87.6  |                 | 105.9 | 107.9 |                 |
| Ratio de la VAN de la dette publique/ recettes budgétaires, excluant les dons (en pourcentage)    | 0.0            | 0.0  | 94.2 |                       |               | 89.0       | 90.0 | 93.2 | 96.8 | 101.2 | 106.3 |                 | 128.6 | 130.8 |                 |
| dont : la dette extérieure 3/   | ...            | ...  | 77.9 |                       |               | 76.3       | 81.2 | 87.4 | 92.8 | 98.5  | 104.8 |                 | 128.6 | 130.8 |                 |
| Ratio du service de la dette publique/ recettes budgétaires, incluant les dons (en pourcentage)/4 | 7.2            | 8.5  | 5.5  |                       |               | 4.4        | 6.8  | 5.8  | 4.9  | 4.6   | 4.3   |                 | 3.3   | 4.7   |                 |
| Ratio du service de la dette publique/ recettes budgétaires, excluant les dons (en pourcentage)/4 | 9.3            | 10.8 | 6.7  |                       |               | 5.7        | 8.3  | 7.1  | 5.9  | 5.5   | 5.3   |                 | 4.0   | 5.7   |                 |
| Déficit primaire stabilisant la dette en point de PIB   | 34.0           | 2.3  | -0.4 |                       |               | 2.0        | 2.0  | 2.3  | 2.0  | 1.4   | 1.1   |                 | 1.9   | 2.6   |                 |
| <b>Hypothèses clés macroéconomiques et budgétaires</b>  |                |      |      |                       |               |            |      |      |      |       |       |                 |       |       |                 |
| Croissance du PIB réel (en pourcent)  | 5.3            | 4.3  | 5.0  | 4.9                   | 3.8           | 4.3        | 4.8  | 5.3  | 5.2  | 5.2   | 5.0   | 5.0             | 5.2   | 5.9   | 5.5             |
| Taux d'intérêt nominal moyen de la dette publique intérieure (en pourcent)                        | 1.1            | 2.2  | 2.1  | 1.4                   | 0.6           | 0.8        | 1.0  | 1.0  | 0.9  | 0.9   | 0.9   | 0.9             | 0.8   | 0.8   | 0.8             |
| Taux d'intérêt réel moyen de la dette intérieure (en pourcent)                                    | ...            | ...  | ...  | ...                   | ...           | ...        | ...  | ...  | ...  | ...   | ...   | ...             | ...   | ...   | ...             |
| Dépréciation du taux de change réelle (en pourcent, + = dépréciation)                             | -11.8          | -9.1 | 0.6  | -5.6                  | 9.3           | -6.0       | ...  | ...  | ...  | ...   | ...   | ...             | ...   | ...   | ...             |
| Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcent)  | 5.1            | 2.6  | 8.6  | 3.6                   | 3.7           | 4.3        | 2.6  | 1.8  | 2.0  | 2.0   | 2.1   | 2.5             | 2.0   | 2.0   | 2.0             |
| Croissance des dépenses primaires réelles (application du déflateur du PIB, en pourcent)          | 0.1            | 0.0  | -0.1 | 0.1                   | 0.1           | 0.2        | 0.0  | 0.1  | 0.1  | 0.0   | 0.0   | 0.1             | 0.1   | 0.1   | 0.1             |
| Élément don des nouveaux emprunts extérieurs (en pourcent)  | ...            | ...  | ...  | ...                   | ...           | 44.9       | 44.9 | 44.9 | 44.9 | 44.9  | 44.9  | 44.9            | 44.9  | 44.9  | 44.9            |

Sources: Les autorités des pays; et estimations et projections des fonctionnaires du FMI.

1/ Indiquer le champ d'application des données sur le secteur public (si les données couvrent par exemple l'ensemble des administrations publiques ou le secteur public non financier). Préciser aussi s'il s'agit de la dette publique nette ou brute.

2/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'encours de dette à court terme à la fin de la dernière période.

3/ Recettes budgétaires hors dons.

4/ Le service de la dette est égal à la somme des paiements d'intérêts et d'amortissements de la dette à moyen et long terme.

5/ Moyennes historiques et écarts-type sont normalement calculés sur les 10 dernières années en fonction de la disponibilité des données.

Table 2b. Mali: Analyse de Sensibilité pour les indicateurs fondamentaux de la dette publique 2009-2029

|   | Projections |      |      |      |      |      |      |      |
|---|-------------|------|------|------|------|------|------|------|
|   | 2009        | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2019 | 2029 |
| <b>Ratio de la VA/ PIB</b>  |             |      |      |      |      |      |      |      |
| <b>Scénario de Référence</b>  | 15          | 15   | 16   | 17   | 18   | 19   | 23   | 26   |
| <b>A. Scénarios alternatifs</b>   |             |      |      |      |      |      |      |      |
| A1. Croissance du PIB réel et solde primaire budgétaire revenant à leur moyenne historique  | 15          | 15   | 14   | 14   | 14   | 15   | 18   | 21   |
| A2. Solde primaire demeurant inchangé à partir de 2008                                      | 15          | 15   | 15   | 15   | 16   | 17   | 21   | 25   |
| A3. Plus faible croissance du PIB de façon permanente 1/                                    | 15          | 16   | 16   | 18   | 19   | 21   | 30   | 48   |
| <b>B. Tests de Résilience</b>   |             |      |      |      |      |      |      |      |
| B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins 1 écart-type en 2009-2010 | 15          | 16   | 18   | 20   | 22   | 24   | 32   | 40   |
| B2. Solde primaire reflétant sa moyenne historique moins 1 écart type en 2009-2010          | 15          | 15   | 15   | 16   | 17   | 18   | 22   | 26   |
| B3. Combinaison des scénarios B1-B2 en utilisant un demi écart-type sur les chocs           | 15          | 15   | 15   | 16   | 18   | 19   | 26   | 32   |
| B4. Dépréciation réelle de 30 pourcent du taux de change en 2009                            | 15          | 20   | 20   | 20   | 20   | 20   | 22   | 23   |
| B5. Augmentation de 10 pourcent des flux créateurs de dette en 2009                         | 15          | 22   | 22   | 23   | 24   | 24   | 28   | 29   |
| <b>Ratio de la VA/ recettes publiques2/</b>   |             |      |      |      |      |      |      |      |
| <b>Scénario de Référence</b>  | 69          | 73   | 77   | 80   | 83   | 88   | 106  | 108  |
| <b>A. Scénarios alternatifs</b>   |             |      |      |      |      |      |      |      |
| A1. Croissance du PIB réel et solde primaire budgétaire revenant à leur moyenne historique  | 69          | 70   | 68   | 67   | 69   | 71   | 83   | 89   |
| A2. Solde primaire demeurant inchangé à partir de 2008                                      | 69          | 72   | 71   | 72   | 74   | 78   | 96   | 103  |
| A3. Plus faible croissance du PIB de façon permanente 1/                                    | 69          | 75   | 79   | 84   | 90   | 97   | 135  | 195  |
| <b>B. Tests de Résilience</b>   |             |      |      |      |      |      |      |      |
| B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins 1 écart-type en 2009-2010 | 69          | 78   | 88   | 95   | 103  | 111  | 147  | 168  |
| B2. Solde primaire reflétant sa moyenne historique moins 1 écart type en 2009-2010          | 69          | 72   | 72   | 76   | 79   | 84   | 103  | 108  |
| B3. Combinaison des scénarios B1-B2 en utilisant un demi écart-type sur les chocs           | 69          | 72   | 72   | 78   | 84   | 90   | 119  | 135  |
| B4. Dépréciation réelle de 30 pourcent du taux de change en 2009                            | 69          | 96   | 95   | 94   | 94   | 95   | 102  | 95   |
| B5. Augmentation de 10 pourcent des flux créateurs de dette en 2009                         | 69          | 105  | 108  | 109  | 112  | 115  | 128  | 120  |
| <b>Ratio du service de la dette/ recettes publiques 2/</b>                                  |             |      |      |      |      |      |      |      |
| <b>Scénario de Référence</b>  | 4           | 7    | 6    | 5    | 5    | 4    | 3    | 5    |
| <b>A. Scénarios alternatifs</b>   |             |      |      |      |      |      |      |      |
| A1. Croissance du PIB réel et solde primaire budgétaire revenant à leur moyenne historique  | 4           | 6    | 6    | 5    | 4    | 4    | 2    | 3    |
| A2. Solde primaire demeurant inchangé à partir de 2008                                      | 4           | 6    | 6    | 5    | 4    | 4    | 3    | 4    |
| A3. Plus faible croissance du PIB de façon permanente 1/                                    | 4           | 6    | 6    | 5    | 5    | 5    | 4    | 7    |
| <b>B. Tests de Résilience</b>   |             |      |      |      |      |      |      |      |
| B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins 1 écart-type en 2009-2010 | 4           | 6    | 6    | 5    | 5    | 5    | 4    | 7    |
| B2. Solde primaire reflétant sa moyenne historique moins 1 écart type en 2009-2010          | 4           | 6    | 6    | 5    | 4    | 4    | 3    | 4    |
| B3. Combinaison des scénarios B1-B2 en utilisant un demi écart-type sur les chocs           | 4           | 6    | 6    | 5    | 5    | 4    | 3    | 5    |
| B4. Dépréciation réelle de 30 pourcent du taux de change en 2009                            | 4           | 7    | 7    | 6    | 6    | 6    | 5    | 7    |
| B5. Augmentation de 10 pourcent des flux créateurs de dette en 2009                         | 4           | 6    | 6    | 6    | 5    | 5    | 5    | 5    |

Sources: Les données des autorités des pays; et projections et estimations des fonctionnaires du FMI.

1/ On suppose que la croissance du PIB réel correspond au scénario de référence moins un écart-type divisé par la racine carrée de 20 (soit le nombre d'années de projectio

2/ Les recettes budgétaires incluent les dons.



Communiqué de presse n° 10/23  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
Le 3 février 2010

Fonds monétaire international  
Washington, D.C. 20431 USA

## **Le Conseil d'administration du FMI achève la troisième revue de l'accord FEC en faveur du Mali**

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé aujourd'hui la deuxième revue des résultats économiques obtenus par le Mali dans le cadre d'un programme appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC)<sup>1</sup>. La décision du Conseil d'administration permet aux autorités maliennes de solliciter un nouveau décaissement d'un montant de 2 millions de DTS (environ 3,1 millions de dollars EU), ce qui porterait le total des décaissements en faveur du Mali à 21,99 millions de DTS (environ 34,1 millions de dollars EU).

Le Conseil d'administration a approuvé aussi la demande des autorités d'une modification du critère de réalisation relatif au financement intérieur du budget pour fin décembre 2009.

L'accord au titre de la FEC en faveur du Mali a été approuvé le 28 mai 2008 (voir communiqué de presse No. 08/126, en anglais) pour un montant de 27,99 millions de DTS (environ 45,7 millions de dollars EU).

À l'issue de l'examen par le Conseil d'administration de l'accord FEC en faveur du Mali, M. Murilo Portugal, Directeur général adjoint et Président par intérim, a fait la déclaration suivante :

« La récession mondiale n'a eu que des répercussions limitées sur le Mali et les résultats économiques du pays ont été bons en 2009, avec une croissance vigoureuse du PIB et une inflation faible. Le dynamisme des exportations d'or a entraîné une amélioration plus forte que prévu du déficit des transactions extérieures courantes et la balance des paiements a bénéficié aussi du niveau élevé des recettes de privatisation et des allocations de DTS. Le programme pour 2009 est resté en bonne voie. Néanmoins, le Mali reste vulnérable aux chocs climatiques et autres chocs extérieurs.

---

<sup>1</sup> La facilité élargie de crédit (FEC), qui a remplacé la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) comme principal outil dont dispose le FMI pour apporter un soutien financier à moyen terme aux pays à faible revenu, est caractérisée par des plafonds d'accès plus élevés, des conditions de financement plus concessionnelles, une plus grande souplesse dans la conception des programmes qu'elle appuie, et une conditionnalité à la fois plus simple et mieux ciblée. Le taux d'intérêt des financements accordés au titre de la FEC est de 0 %, avec un différé d'amortissement de cinq ans et demi et une échéance maximale de dix ans. Le FMI revoit tous les deux ans les taux d'intérêt de toutes les facilités concessionnelles.

« Les autorités restent déterminées à mener une politique économique prudente. Le projet de budget pour 2010 jette les bases adéquates pour poursuivre les progrès. Le maintien d'une politique macroéconomique saine et l'intensification des réformes structurelles contribueront à atteindre les objectifs du programme, à savoir une croissance économique proche de 5 % et une nouvelle baisse de l'inflation. Le programme de réformes structurelles pour 2010 portera principalement sur la gestion des finances publiques et le secteur bancaire.

« Il sera important de veiller à ce que les recettes tirées de la privatisation de la compagnie de télécommunications (SOTELMA), équivalant à 4 % du PIB, soient utilisées pour engager des dépenses non récurrentes qui favorisent la réduction de la pauvreté et la croissance. À cet égard, nous notons avec satisfaction que les autorités ont l'intention de maintenir à environ 1 % du PIB le déficit budgétaire hors dépenses financées par les privatisations. »

## **Déclaration de M. Laurean Rutayisire, Administrateur pour le Mali**

Février 2010

1. Nous apprécions le dialogue constructif que le FMI entretient avec les autorités maliennes, particulièrement dans le contexte du programme appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC).

2. En 2009, la situation économique du Mali a évolué de façon généralement positive. Malgré une conjoncture extérieure difficile, le PIB réel a progressé, selon les estimations, à un rythme de 4,3 %, essentiellement sous l'impulsion du secteur primaire. Après avoir culminé l'année précédente, l'inflation moyenne des prix à la consommation a poursuivi son mouvement de baisse et est restée en deçà de 3 %. Les autorités ayant mis en œuvre les réformes structurelles voulues, l'économie est devenue nettement plus résistante aux chocs extérieurs. Parmi ces réformes, celles qui visaient à améliorer le climat des affaires ont contribué de façon déterminante à attirer les investissements directs étrangers, notamment à l'achat par un investisseur étranger de parts du capital de la compagnie de télécommunication (SOTELMA). Conjuguées à des politiques macroéconomiques judicieuses, les réformes menées par les autorités, outre qu'elles ont apporté un soutien efficace au secteur du coton, ont contribué à l'amélioration sensible de la position extérieure du pays.

### **Résultats obtenus dans le cadre du programme**

3. Ces bons résultats ont pu être obtenus grâce à l'application presque sans faute du programme pendant la période couverte par la troisième revue. Sur le plan quantitatif, les résultats ont été satisfaisants : tous les objectifs fixés pour fin juin 2009 ont été atteints, de même que, d'après les données préliminaires, ceux de fin septembre 2009. En particulier, les autorités ont pris les mesures nécessaires pour respecter tous les critères de réalisation quantitatifs, notamment ceux qui ont trait au financement intérieur net, aux recettes fiscales nettes ainsi qu'aux emprunts et arriérés de paiement extérieurs. En outre, les efforts qu'elles ont déployés sans relâche pour maîtriser les dépenses publiques et renforcer la mobilisation des recettes ont abouti à une nette amélioration du solde budgétaire de base à la fin des deuxième et troisième trimestres 2009. Les autorités ont ainsi été en mesure de respecter leur engagement déclaré de réduire considérablement le niveau des instances de paiements intérieurs conformément aux engagements pris dans le programme.

4. Sur le plan structurel, les autorités ont progressé, observant tous les repères structurels fixés pour la troisième revue. Plus précisément, elles ont pris des dispositions pour renforcer la mobilisation des recettes et améliorer la gestion des finances publiques, notamment en élaborant un plan de Trésorerie de l'État conforme à la nomenclature budgétaire et en ouvrant une nouvelle Direction des impôts pour les moyennes entreprises. En outre, elles se sont efforcées d'améliorer la gouvernance du secteur du coton et de mieux cibler les subventions au secteur agricole tout en limitant les risques pour les finances publiques.

## **Programme d'action et de réforme pour 2010**

5. La Lettre d'intention jointe au rapport des services du FMI a été l'occasion pour les autorités de réaffirmer leur ferme détermination d'appliquer des politiques macroéconomiques prudentes et de poursuivre la mise en œuvre de leur programme de réformes.

### ***Politique et réformes budgétaires***

6. Sur le plan budgétaire, le programme des autorités restera centré sur le renforcement de la gestion des finances publiques et de l'administration fiscale. À cet égard, l'amélioration continue de la gestion des finances publiques fera partie des priorités du programme de réformes des autorités et s'appuiera sur le Programme d'action gouvernementale d'amélioration et de modernisation de la gestion des finances publiques (PAGAM). Les autorités continueront aussi d'améliorer la gestion de trésorerie et d'aligner la présentation des statistiques de finances publiques sur les meilleures pratiques internationales.

7. Les efforts engagés antérieurement pour renforcer l'administration fiscale expliquent dans une large mesure les bons résultats enregistrés en 2009 sur le plan des recettes. À l'avenir, la mobilisation des recettes devrait être sensiblement améliorée par les mesures prises récemment par les autorités, notamment l'ouverture d'une nouvelle Direction des impôts pour les moyennes entreprises.

8. Sur le plan des dépenses, les autorités ont la ferme intention de faire en sorte que le produit de la vente de la SOTELMA soit utilisé de façon transparente et efficace, ce à quoi veillera attentivement un comité interministériel placé sous l'autorité du Premier ministre. Une partie de ces ressources devrait financer plusieurs projets d'investissement de nature à stimuler la croissance, conformément au Plan de développement économique et social des autorités. À cet égard, les dépenses en capital devraient absorber une part plus importante du PIB cette année même si, en pourcentage du PIB, les dépenses globales resteront pratiquement inchangées. Cela traduit la ferme volonté des autorités de continuer à exercer un contrôle rigoureux sur les dépenses courantes; la mise en place prévue d'un nouveau système de gestion des dépenses s'inscrit dans cette optique.

### ***Politique monétaire et réforme du secteur financier***

9. La politique monétaire de la banque centrale régionale, la BCEAO, restera empreinte de prudence. Elle continuera d'être axée sur le maintien de l'inflation au niveau faible prévu en 2010, qui est conforme au critère de convergence connexe fixé au niveau régional.

10. Dans le secteur financier, les autorités poursuivent les initiatives engagées pour accroître la résilience du système bancaire et stimuler la participation du secteur privé, notamment par la restructuration de la Banque de l'habitat du Mali (BHM). En même temps, la BCEAO se tiendra prête à prendre les dispositions nécessaires pour préserver la santé du secteur bancaire tout en veillant à ce que les banques disposent de suffisamment de liquidités.

### *Autres réformes structurelles*

11. Le programme de réformes appliqué actuellement par les autorités porte aussi sur d'autres aspects importants, notamment l'amélioration de la gestion et du suivi de la dette intérieure et le renforcement de la transparence budgétaire. Pour atteindre ces objectifs, des initiatives ont été entreprises qui visent à mettre en place un système de suivi des instances de paiements budgétaires et un comité de la dette publique nationale a été créé en septembre dernier avec pour mission de coordonner les emprunts et les politiques macroéconomiques du gouvernement. En même temps, des mesures sont prises pour améliorer les statistiques de finances publiques et faire face à l'épuisement anticipé des réserves d'or connues, notamment par un compte rendu complet de la position nette de l'État et une étude sur les effets macroéconomiques du secteur de l'or.

12. Les autorités poursuivront la réforme des entreprises d'État, à savoir la compagnie d'égrenage du coton (CMDT), la Banque de l'habitat du Mali (BHM) et la compagnie Énergie du Mali (EDM). À cet égard, nous nous félicitons que le programme appuyé par la FEC soit centré sur la mise en place d'un cadre permettant que les grandes décisions stratégiques soient prises en tenant compte de ces entreprises, en vue notamment de limiter les risques budgétaires qu'elles représentent.

### **Conclusion**

13. Les autorités maliennes ont accompli des progrès considérables dans la mise en œuvre de leur programme de réforme établi dans le contexte des programmes appuyés par le FMI, même si, dans certains domaines, la mise en œuvre a parfois été ralentie par des circonstances imprévues. Ces résultats traduisent la ferme volonté des autorités d'appliquer le programme de façon rigoureuse. Mais ils justifient aussi le maintien du soutien du FMI, compte tenu en particulier des perspectives difficiles qui se profilent pour l'économie malienne.

14. Étant donné les bons résultats obtenus par le Mali dans le cadre de son programme, nous engageons les administrateurs à se prononcer en faveur de l'achèvement de la troisième revue de l'accord FEC et à donner une suite favorable à la demande des autorités concernant la modification des critères de réalisation de fin décembre 2009 relatifs au financement intérieur du budget.